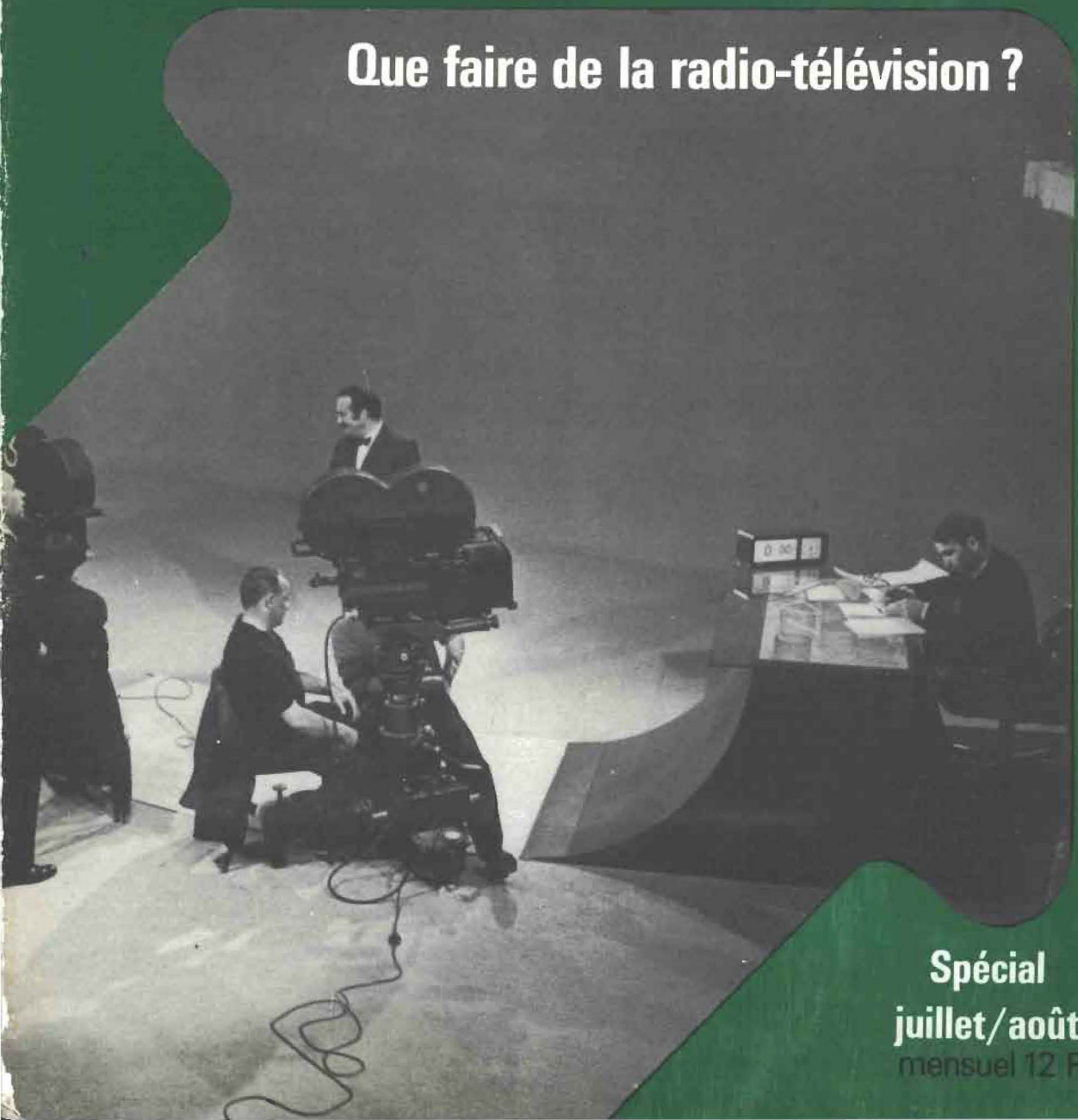
faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

21/22

Rocard : unir deux cultures politiques

Que faire de la radio-télévision ?



Spécial juillet/août

mensuel 12 F

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Pierre Beregovoy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, Jacques Julliard, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Yves Person, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira.

Rédacteur en chef .
Patrick Viveret

Comité de rédaction :
Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Jean-François Huchet, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Daniel Prat, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Patrice Veaugues, Jean-Pierre Worms.

Maquette :
Bernard Thomas

Secrétariat :
Catherine Reille-Rebeyrolle.

Photo couverture :
Gamma

Directeur de la publication :
Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05.

Service de vente
Michel Iatca-SOC
24, bd Poissonnière
75009 Paris
Tél. : 523.25.60.

Numéro de commission paritaire : 56924.
ISSN : 0339-3070 -

Photocompostion :
GIRARD Graphic, 75011Paris.

Abonnements

Compte tenu de notre rythme de parution, un abonnement reçu après le 20 ne sera servi que le mois suivant.
Pour signaler une anomalie concernant votre abonnement, ayez l'obligeance d'indiquer le maximum de renseignements, et notamment de joindre la dernière bande adresse mentionnant votre numéro de code. Merci.

Changement d'adresse

Joindre 2 F. en timbres et la dernière bande-adresse (indispensable).

Tarif étranger

120 F. : Courrier normal — 160 F : Par avion.

Imp. Jean GROU-RADENEZ. PARIS XIV - 543.19.42

N°s 21-22 SOMMAIRE

actualité

Michel Rocard : unir deux cultures politiques 3



Quelle politique de défense pour la gauche ? 5
D. Taddei-J. Huntzinger
SDP : une crise d'identité ? 17

changer la vie

Pour la décentralisation 20
Interview de J.-M. Belorgey 24
Les ateliers ruraux en Savoie 27
L'expérience de La Rochelle 29

ou en sont aujourd hui...

Nationalisations-Planification : ses origines 31

recherches et débats

A quoi servent les intellectuels ? 37



Les cadres et le socialisme 41
Un nouvel académisme ? 45
Élargir le marché commun ? 51

notes et critiques

Les syndicats américains 59
L'affichage politique
Sur la Suède...



interviews

Ronald Tiersky
La gauche vue par les USA 63

dossiers

Que faire de la radio et de la télévision ? 69

faire

Les militants socialistes attachent toujours le plus grand prix au fonctionnement démocratique de leur parti. Mais ils commencent à se demander si le jeu des courants et le rituel de batailles de motions constituent les meilleurs moyens de l'assurer.

Au Congrès de Nantes, à peine un quart du temps disponible a été consacré au bilan des grands problèmes politiques que le Parti va avoir à affronter. Le reste a été occupé par des interventions purement formelles sur des questions déjà tranchées par le vote des sections, par les salutations aux délégations étrangères, par les propositions de réforme des statuts, par la discussion sur l'application du fameux article 4 et, enfin, par les réunions de courants.

S'il n'y avait eu le discours final de François Mitterrand et six ou sept interventions majeures — dont la plus remarquable a été sans doute celle de Michel Rocard, que nous publions en tête de ce numéro — la presse n'aurait rien retenu des propositions ni des interrogations du Parti socialiste, c'est-à-dire du Parti qui peut, dans moins de huit mois, se trouver à la tête du pays.

Il est vrai que beaucoup de choses avaient déjà été dites. Le PS a un programme et il n'a aucune raison de le remettre sans cesse en cause. Mais l'application de ce programme dans un contexte qui ne ressemble pas à celui de 1972 pose de nombreux problèmes qui appellent des réponses claires et précises.

Faire s'est depuis plusieurs mois attaché à examiner ces problèmes et à en faire apparaître les solutions. C'est ainsi que notre mensuel a consacré de grands dossiers aux nationalisations, aux rapports du plan et du marché, à la fuite des capitaux, à la création de nouveaux emplois, à la défense nationale, à l'administration, aux petites et moyennes entreprises, aux perspectives européennes. Nous abordons aujourd'hui un nouveau sujet dont l'importance n'échappe à personne : que fera la gauche dans le domaine de la radio et de la télévision ?

Ce numéro est un numéro spécial qui couvre les deux mois d'été, juillet et août.

Au début septembre, « Faire » organise, en collaboration avec « Le Nouvel Observateur », un Forum international sur « la gauche et l'expérimentation sociale » (1). Ce sera l'un des thèmes de notre numéro de rentrée, qui contiendra de nouveaux dossiers, de nouveaux débats et une nouvelle rubrique.

Gilles MARTINET.

---

(1) Auquel Alain Touraine, Jean Daniel, Ivan Illich, Michel Rocard, Edgar Pisani, Jacques Julliard, Jacques Delors, Michel Bosquet, Jean-Pierre Worms et Jean-François Bizot ont déjà promis leur participation.

ACTUALITÉS

Unir deux cultures politiques

Il nous a semblé utile de présenter à nos lecteurs le texte de l'intervention de Michel Rocard lors du Congrès de Nantes, dans la mesure où elle répond à un certain nombre de questions que nous avions posées dans notre numéro 19.

« Enfin, les difficultés commencent. » C'est par ce cri que Bracke-Desrousseaux, l'un des dirigeants socialistes de l'époque, a salué la victoire du Front Populaire.

Vous êtes tous ici conscients que nous avons de grandes chances de pousser tous le même cri, en mars prochain sinon un peu avant.

En effet, un des avantages de voir l'incertitude s'estomper peu à peu dans les sondages, c'est de nous obliger à nous occuper non seulement de la victoire électorale, mais aussi, et de plus en plus, de ce qui se passera après.

Et nous savons tous aussi que si la gauche au pouvoir devait échouer aussi rapidement qu'à la Libération ou sous le Front républicain c'en serait à nouveau fait de nos espérances pour de longues dizaines d'années. Nous n'avons même pas le droit d'en prendre seulement le risque.

Alors. Quelles difficultés ?

Quelle réponse politique à ces difficultés ?



« Enfin les difficultés commencent! »

Et en brève remarque conclusive, quel parti pour porter la réponse politique à ces difficultés ?

Je ne veux ni réduire le champ de l'économie aux nationalisations, ni faire semblant de croire que l'économie ce n'est pas d'abord de la politique.

Ces difficultés, ce sont d'abord celles du pouvoir dont je vais parler mais n'oublions pas non plus celles que nous rencontrerons pour le conquérir.

Car si l'impréparation, la suffisance, le mépris des données techniques des problèmes, le refus de reconnaître l'existence des contraintes les plus lourdes, attitudes que l'on rencontre déjà ici ou là dans le Parti, s'y répandaient à l'excès, alors c'en serait fait de nos chances.

La deuxième difficulté elle aussi, devra avoir été surmontée avant les élections. Elle consiste en ce que l'opinion publique devine aussi bien que nous la nature des problèmes auxquels nous nous heurterons. Elle ne fera véritablement confiance que si nous avons la lucidité de les reconnaître et le courage d'y répondre. L'heure des choix est venue, la victoire elle-même est à ce prix.

Mais naturellement, les difficultés les plus lourdes, c'est au pouvoir que nous les rencontrerons, si nous y accèdons. Or, même si nous le faisons très vite, et là-dessus nous sommes d'accord, la mise en route de la planification démocratique ; des nationalisations réussies, — car c'est difficile à faire, des nationalisations réussies, il en est de ratées, voyez l'Angleterre et l'Italie, souvenez-vous des Messageries à la Libération en France tout cela ne nous donnera des résultats efficaces qu'au bout de deux ou trois ans. Si nous les avons passés, bien des choses seront déjà réglées, et cela commence avant.

Cela commence avec le prix qu'il faut payer pour le passé d'injustices de la France. Il est scandaleux que la moitié des

vieux de France vive avec moins de la moitié du revenu minimum reconnu comme vital. Il est scandaleux que le travailleur sans qualification soit payé un tiers moins que dans un pays voisin, l'Allemagne. Scandaleux aussi que les allocations familiales soient dérisoires par rapport aux charges qu'elles sont censées couvrir.

A tout cela nous devons mettre fin. Les travailleurs l'espèrent et l'attendent. Nous nous y sommes engagés. Nous avons eu raison.

Mais injecter cinquante milliards de francs lourds dans l'économie française en quelques mois, et alourdir les charges des entreprises en salaires et charges sociales, celà entraîne des conséquences; c'est tenable, nous le savons, Grenelle l'a montré, mais ça n'est pas facile; nous ne pouvons écarter d'abord le risque de quelques faillites ici où là et donc du chômage malgré tout l'effort que nous ferons par ailleurs sur ce point, ni non plus et surtout des hausses de prix et un déficit du commerce extérieur accru. Cela, tout le monde le sait.

Faute pour la gauche, et les milieux qu'elle influence, d'avoir surmonté à temps la dominante monétaire ou marchande que nous héritons tout à la fois, de la société de consommation capitaliste et d'une mauvaise lecture du marxisme, nous n'avons pas encore réussi dans l'opinion, à faire apparaître les enjeux de responsabilité, de diffusion du pouvoir, de dignité des hommes, des femmes, des citoyens, des travailleurs, bref, les enjeux d'autogestion, lés enjeux de pouvoir comme déterminants par rapport aux enjeux monétaires.

Si nous ne comblons pas ce retard, la méfiance pourrait naître dans les rapports entre le gouvernement et le mouvement syndical, voire dans les rapports entre le PC et le PS, peut-être même au sein de notre propre parti. Si jamais elle devait naître, cette méfiance, elle trouverait sa source dans les difficultés qu'aurait le gouvernement de la gauche à maîtriser complètement cette lutte initiale contre les inégalités, soit que nous entendons faire que ce gouvernement s'inquiète à tort et ne tienne pas ses engagements — je veux en exclure l'hypothèse — soit qu'il en maîtrise mal les conséquences et que les corrections nécessaires deviennent du coup excessives, soit surtout, et c'est là le vrai problème, que le temps nécessaire à la complète réalisation de ces engagements, dans des conditions compatibles avec le maintien en bon état de marche d'une économie française aux structures transformées, que ce temps ne se passe pas en une attente inquiète, au lieu d'être compris comme le moment décisif de la lutte pour une nouvelle diffusion du pouvoir. Souvenez-vous, mes camarades : « Le seul projet de la droite : garder le pouvoir, mon premier objectif : vous le rendre ». C'était la phrase de François Mitterrand aux Français en mai 1974. Cet objectif demeure toujours le premier. C'est par celui-là que tout commencera.

Mais alors quelle réponse politique appellent ces difficultés?

Pour en éclairer la réponse, je vais revenir sur ce que j'appelerai la contradiction du temps et de la confiance.

Une victoire de la gauche en France, après 20 ans, et puis de mauvais souvenirs de ce qui avait précédé, ce sera une immense espérance et l'immense espérance que beaucoup de choses soient faites tout de suite. Or, nos moyens, nos soucis, notre plan, ces nationalisations, celà prendra du temps, et la désespérance pourrait commencer là. La désespérance qui nous affaiblirait. Le pouvoir, vous le savez bien, ce n'est pas de faire des décrets ou le droit de voter des budgets. Le pouvoir, c'est un rapport de forces fondé sur la confiance de la base populaire, des masses ouvrières en lutte, dans le gouvernement qui la représente, et ce n'est pas autre chose.

Le moyen de surmonter cette contradiction-là, c'est la clarté du projet, et notamment la netteté des différentes étapes de sa réalisation. Ce projet, quel est-il? Il faut pour en parler partir d'une constatation : il y a deux cultures politiques dans la gauche française. Ainsi est fait notre passé; c'est peut-être notre richesse. Mais le fait est qu'il en existe deux.

La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste.

La République a détruit les autonomies provinciales pour assurer sa propre consolidation; a centralisé à outrance, plus que nulle part au monde, l'appareil scolaire pour en assurer la laïcité; a financé les grandes infrastructures économiques pour en contrôler la géographie en tuant par là le développement économique de toutes nos régions. Elle a protégé longtemps l'activité interne du pays, ce qui a retardé le développement du capitalisme industriel.

La classe ouvrière française est entrée de plein pied dans cette logique : mouvement revendicatif, refus des responsabilités partielles, recours à l'Etat central.

Cette culture-là a curieusement, en outre, l'autorité d'un marxisme capté par ceux qui n'en sont pas les vrais héritiers.

Car enfin, camarades, souvenez-vous. Le socialisme qu'est-ce que c'est pour Marx, par-delà la victoire dans la lutte de classes, sinon le dépérissement de l'Etat, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs? Voilà le marxisme. C'est ce marxisme-là, le vrai, qu'il faudrait redécouvrir contre Lassalle, Lenine et Jules Guesde. Car l'autre culture qui réapparaît dans la gauche française d'aujourd'hui, elle est là.

Elle est décentralisatrice, elle est régionaliste, elle refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'Etat. Elle est libératrice, qu'il s'agisse de majorités dépendantes comme les femmes, ou de minorités mal accueillies dans le corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Elle se méfie du règlement et de l'administration, elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation.

Cette culture-là, c'est celle de nos quinze thèses sur l'autogestion, curieusement votées à l'unanimité puisque le problème d'aujourd'hui est de savoir si nous serons capables, ensemble ou non, de tirer de ces orientations les applications immédiates qu'elles appellent.

Le programme commun de gouvernement que tous ici nous défendons, nous soutenons, nous développons, c'est un honnête et bon compromis, à l'horizon, de cinq ans, entre ces deux cultures. Le moment de l'actualiser n'est sûrement pas le moment d'oublier l'originalité de notre propre apport, car la grande aventure de l'union de la gauche à travers son programme commun, c'est d'abord la synthèse de nos deux cultures.

En quoi le projet socialiste que porte cette culture autogestionnaire fournit-il une réponse politique à nos difficultés économiques prochaines, en permettant de surmonter la contradiction du temps et de la confiance?

Les expériences socialistes dans le passé se sont trop souvent traduites par un renforcement considérable des pouvoirs de l'Etat, et sur une longue période. Et le discours d'excuses qui présentait cela comme un détour provisoire, personne aujourd'hui ne peut y croire en observant ces sociétés.

Alors, le problème français est de reconstituer à la fois une société civile et une société politique; un tissu démocratique qui ne se confonde pas avec l'Etat. Pour ce faire, trois conditions doivent être remplies. La première est la décentralisation : créer des régions, garder à nos communes le rôle d'écoles de base de la démocratie, créer ce niveau municipal du canton rural ou de l'agglomération où doit être le pouvoir de décision pour les infrastructures économiques et locales. La deuxième condition c'est l'expérimentation sociale. Il faut pousser le troisième secteur de notre économie, celui des mutuelles, des coopératives, des associations, c'est-à-dire des entreprises qui seront demain totalement autogérées. Et la troisième condition, c'est celle de l'appareil économique central, ce qui conduit à traiter des nationalisations. Le risque qui, ici, nous menace, est celui de l'étatisation : Il ne suffit pas, de dénoncer ce risque, encore faut-il avoir les moyens de l'éviter.

Le premier moyen, c'est une maîtrise du rythme des nationalisations, afin notamment que les travailleurs puissent exercer leur contrôle et empêcher précisément cette étatisation. Comment en allonger la liste avant d'avoir d'abord vérifié que nous étions en état de remplir complètement tous nos engagements? Autre orientation fondamentale : concevoir ces nationalisations comme l'outil privilégié de notre politique industrielle, et non pas comme un principe fondamental du socialisme. Le principe fondamental c'est l'autogestion, la gestion directe, et non pas l'étatisation... Nous nationalisons pour assurer le contrôle nécessaire de l'économie, pas pour respecter des dogmes. Enfin, il faut, et c'est essentiel, que le développement du contrôle des travailleurs se fasse partout à la fois, donc sans omettre le secteur privé, ce qui sera le résultat d'un long apprentissage de la lutte des classes et de la gestion des victoires acquises.

Ce développement ne se fera pas à partir d'une différenciation entre le secteur public et le secteur privé. La classe ouvrière vit une expérience globale dont les grandes confédérations syndicales feront la synthèse. Nous refusons l'isolement qui bloquerait cette montée collective.

Quant à la réversibilité du processus de nationalisation, il n'est pas nécessaire d'avoir lu beaucoup Marx pour affirmer que la réversibilité des nationalisations ne dépend en aucune manière des modalités techniques et juridiques de la prise de contrôle.

Moi, je tiens que cela dépend du seul rapport de forces. Un point c'est tout.

Qui d'ailleurs parmi vous, en examinant ces contradictions, ne comprend qu'on peut rendre réversible même la nationalisation de l'enseignement, même celle de la Sécurité sociale, même celle des PTT. Alors que sur le plan de la technique juridique la prise du pouvoir bénéficiait pourtant de garanties authentiques? Et par ailleurs, personne ne le redoute pour la SNCF, alors qu'il s'agit pourtant d'une société anonyme de droit privé où des actionnaires privés détiennent encore 33 % du capital.

J'ai aussi entendu des références à la « lancinante obligation » de faire des bénéfices. Camarades, il faudrait bien se comprendre : l'Etat lui n'est pas là pour ça. Mais les charges des retraites, de la justice, de la santé, de la petite enfance, etc., il faudra bien les financer. Et l'Etat ne les finance qu'avec des recettes. On peut équilibrer, on peut ne pas équilibrer le budget, ce n'est pas une question de dogme. Mais si, dans son appareil productif, l'Etat n'est pas capable d'assurer que là au moins, il y a production, il y a supériorité des ventes sur les coûts — quelles que soient les servitudes de service public — ou allons-nous? Qui paiera? C'est l'assurance généralisée de 40 % d'inflation la première année et de 100 % la seconde.

Quant au débat sur les filiales, lui aussi m'étonne. Parlons clair :

c'est un débat sur le fait de savoir si ce qui nous intéresse prioritairement c'est la propriété ou le pouvoir.

Je pense, moi, qu'il s'agit du pouvoir. Réfléchissez à ceci : toute technique de nationalisation qui prétendrait approcher directement une évaluation des valeurs d'actif — terrains, machines, stocks ouvrirait quatre à cinq ans de contentieux devant les tribunaux français et internationaux et mettrait toutes les activités à l'étranger de nos groupes nationaux dans une paralysie totale. Voilà pourquoi nous n'entendons pas adopter ces techniques-là. Le reste est poésie.

La deuxième question que la gauche au pouvoir doit résoudre est celle du risque et de la sanction économique. Il faut appeler un chat un chat. Toutes les expériences à vocation socialiste qui ont fait disparaître le risque et la sanction économiques ont été conduites à construire des modèles de développement bureaucratiques. Celui qui l'a reconnu avec les phrases les plus profondes est un marxiste de pure culture, Charles Bettelheim, qui, observant Cuba, écrivait : « Lorsque l'on cesse de compter, ce que l'on cesse de compter c'est d'abord la peine des hommes. » Comment alors assurer en même temps ces deux fonctions nécessaires — le risque et la sanction — en les définissant par rapport à des critères d'utilité sociale et pas seulement par rapport à la rentabilité capitaliste? Là est le rôle du Plan, qui oriente, qui encadre, qui impulse, qui canalise, qui sélectionne, et qui corrige.

Le marché continue d'assurer l'expression d'une demande qui est indifférenciée : quand vous achetez un produit, vous vous moquez de la nature juridique du producteur, ce qui vous intéresse c'est la bonne qualité et le bas prix. D'autre part, le marché reste l'instrument de mesure des résultats, quelles que soient les scories qu'il porte avec lui — Il est vrai qu'il en porte et c'est au Plan de les faire disparaître. Mais si nous tuons cette vocation du marché, c'en est fait d'une expérience socialiste non bureaucratique en France.

La troisième question est celle de la dynamique internationale. Si nous n'avons pas sur ce point de stratégie politique et économique offensive, nous sombrerons dans le protectionnisme. Et qui dit protectionnisme dit étatisme et centralisation. Or ce n'est pas notre projet. N'ayant pas de pétrole ni guère d'uranium, la France est obligée d'exporter pour assurer son indépendance. Serons-nous d'accord pour que notre manière de traiter le problème des nationalisations et de conduire notre politique commerciale soit compatible avec notre volonté de défendre à tout prix l'indépendance de notre socialisme? Là est la véritable question, en particulier celle de l'Europe.

Et je veux dire, puisqu'il faut prendre en charge même les problèmes les plus difficiles, qu'il monte aujourd'hui dans la gauche française un réflexe brutalement anti-allemand. C'est un réflexe stupide. L'Allemagne a la classe ouvrière la mieux organisée, la plus puissante d'Europe. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'expérience de la social-démocratie allemande — et la majorité comme la minorité du Parti font là des critiques proches — l'avenir du socialisme n'existe qu'au niveau européen. La France est trop petite pour avoir l'indépendance technologique à elle seule. Le socialisme est donc conditionné par sa capacité à construire, notamment les travailleurs allemands, avec leurs organisations, l'indépendance technologique de l'Europe, et par là, son autonomie politique et la possibilité de s'orienter de plus en plus vers le socialisme. Ceci n'est pas un vœu, mais une contrainte : nous n'avons pas le choix.

Je conclurai sur les conditions que notre parti doit remplir pour être capable de réussir la fantastique expérience de l'ensemble de la gauche française au pouvoir.

L'enjeu est de faire de la nouvelle culture socialiste l'instrument et le ciment d'une véritable force. L'enjeu de ce congrès n'est pas : « synthèse ou pas synthèse ». Il est la force du parti dans la clarté de ses options. Si nous pouvons la construire tous ensemble, c'est merveilleux!

Si nous ne le pouvons pas, mieux vaut la clarté dans le respect de la démocratie, avec une majorité et une minorité, que la confusion qui, elle, nous affaiblirait à coup sûr. Les conditions d'un renforcement du parti, c'est une démocratie qui facilite les débats, une formation qui les prenne en charge, un appui dans tous nos réseaux sociaux (...)

Nous terminons la période constitutive de notre parti. Le Parti doit prendre son rythme de croisière. Le temps est venu qui appellera d'autres formes de démocratie interne.

Camarades, vous le voyez, les questions qui nous sont posées sont difficiles. Certaines d'entre elles font mal.

Mais nous n'avons pas le droit d'échouer, et nous échouerons si nous refusons d'ouvrir les yeux sur la réalité même quand elle nous déplaît.

L'avance de la Gauche Française est prodigieuse. Depuis sa fondation, le socialisme a au fond toujours échoué en pays développé et de tradition démocratique, soit en devenant bureaucratique, soit en modérant trop ses ambitions.

Des circonstances diverses font que c'est en France, aujourd'hui qu'il y a chance de surmonter la vieille division du mouvement ouvrier en assurant pour la première fois une réussite authentiquement socialiste en pays développé.

Notre devoir est d'être à la hauteur de cette intimidante responsabilité historique.

Débat : la défense en question

Dominique Taddei, secrétaire national, et Jacques Huntzinger, membre de la commission de la défense nationale du PS, apportent ici un éclairage différent sur les problèmes d'une politique socialiste de la défense.

Faire : Un débat est aujourd'hui ouvert au sein du Parti socialiste sur les problèmes de la Défense et de la Force nucléaire. Il s'en est fallu de peu pourtant que ce débat n'ait pas lieu et que la position du Parti socialiste ait été modifiée dans des conditions comparables à ce qui s'est passé au Parti communiste...

Dominique Taddéï : En effet. S'il était bon que les camarades de la commission de la Défense nationale fassent avancer la réflexion dans un domaine ou la gauche restait faible, on a parfois l'impression qu'au lieu de créer un groupe socialiste de pression au sein de l'armée on a fini par créer un groupe de pression militaire au sein du PS. Par ailleurs nous n'en sommes plus au stade du déchiffrage technique du sujet; nous sommes à un moment où tout le parti et, au-delà, tout le pays, est concerné et par conséquent le débat ne doit plus être un débat entre spécialistes. A partir du moment où le sujet devient éminement politique, il faut qu'il apparaisse sous une forme compréhensible pour tout le monde. Enfin, la méthode suivie dans le Parti n'a pas toujours été satisfaisante : on a laissé croire que de nouvelles décisions avaient été prises. Ainsi, la manière dont la presse a rendu compte des délibérations d'un comité directeur qui était sans pouvoir de décision sur ce sujet a pu laisser croire que les socialistes avaient changé d'avis sur le problème de la Force de frappe. Or, tant que l'ensemble des militants socialistes ne se sont pas exprimés, le Parti socialiste n'a pas changé d'avis. Son point de vue est celui du programme socialiste et du programme commun de gouvernement. Cela ne veut pas dire que ce point de vue ne doit jamais évoluer, cela veut dire que, pour l'instant, la position des socialistes est celle-là et, si je puis dire, la charge de la preuve revient aux camarades qui proposent un changement.

Faire : Bien. Mais, à votre avis, comment en est-on venu à la situation actuelle ?

Jacques Huntzinger : On peut considérer qu'il existe cinq traditions socialistes en matière de défense, apparues successivement dans l'historie du mouvement ouvrier. Il y a la tradition de l'anti-militarisme qui s'est développée au milieu du 19e siècle à la suite de circonstances



Ulf Andersen

De gauche à droite : Patrick Viveret, Dominique Taddéi et Jacques Huntzinger.

historiques très précises qui avaient lié en partie l'armée aux tenants de la monarchie ou d'un pouvoir réactionnaire, et les répressions du mouvement ouvrier par l'armée ont développé cette tendance que l'on a retrouvée dans l'affaire Dreyfus ou dans les écrits de Barbusse. Cette tradition considère que l'armée, en tant que telle, est un instrument de l'appareil d'Etat dont il faut se méfier et qui, par son idéologie, et sa fonction, exerce des tâches de répression et ne peut être un instrument de la démocratie. Puis s'est développée, à partir de la guerre de 1914, notamment, une tradition pacifiste, distincte de l'antimilitarisme; tradition épanouie dans l'entre-deux-guerres dans le cadre de la Société des Nations, autour des thèmes de l'arbitrage, du désarmement et de la sécurité collective, que l'on retrouve aujourd'hui notamment chez les anti-nucléaires. Le pacifisme consiste à admettre que la violence, les rapports de force et l'utilisation d'un pouvoir contraignant sont des éléments néfastes dans les rapports sociaux, et dans les rapports internationaux; le socialisme doit développer d'autres types de rapports de façon à prévenir l'utilisation de la violence et de la force. Une troisième tradition est apparue au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec la guerre froide : la tradition atlantiste. Le bouclier américain était à la fois nécessaire et suffisant, nous avions simplement à participer à la solidarité atlantique par nos forces conventionnelles. Il est inutile en conséquence de développer un armement nucléaire propre. La quatrième tradition apparue épisodiquement dans l'entre-deux-guerre et ressurgie par la suite, c'est le janrrésisme : les socialistes doivent défendre les intérêts de la patrie, cette défense doit passer par la participation du peuple et cela doit donner naissance à une armée du peuple organisée autour d'un service public de la défense nationale; quelqu'un comme, Léo Lagrange a parfaitement représenté cette idéologie durant l'entre-deux guerres, notamment face à Marceau Pivert. Et l'on retrouve cette tradition dans la commission de Défense nationale actuelle du Parti. Une cinquième tradition est apparue beaucoup plus récemment : elle fait appel aux thèmes de la défense populaire, des milices, de la mobilisation des forces sociales, elle s'inspire tout à la fois de l'autogestion et de l'expérience vietnamienne.

C'est la mobilisation des ressources de ce peuple qui doit permettre à un pays de se défendre. Voilà, me semble-t-il cinq traditions bien caractéristiques qui se retrouvent toutes actuellement dans le Parti socialiste. Il n'est donc pas étonnant, il est même tout à fait normal que le débat sur la défense soit l'un des plus difficiles au sein du Parti socialiste. Il y a eu un débat lors de l'élaboration du programme du parti.

Dans l'hiver 71/72, plusieurs textes ont été présentés aux militants, l'un d'entre eux est devenu majoritaire : il reprenait une certaine sythèse classique de la SFIO : à la foi maintien de l'alliance atlantique et confiance relative dans le bouclier américain et maintien d'une défense conventionnelle française. Sur le nucléaire, le texte ne tranchait pas mais enfin, disons qu'il était plutôt hostile à l'arme nucléaire; puis un second texte, le texte présenté par Charles Hernu, que nous avions élaboré et qui, lui, effectivement se prononçait pour le maintien d'une dissuasion nucléaire minimum et le maintien d'une participation populaire à la défense; et un troisième texte qui était présenté par le CERES, s'inspirant plutôt de la tradition des milices populaires. Cela s'est terminé par le compromis du programme socialiste qui est un texte tout à fait intéressant car, je le rappelle, il ne ferme aucune porte. En effet, le texte du programme du Parti socialiste parle du « gel » de la force nucléaire, et non de sa « renonciation ». Puis il y a eu le Programme commun et le débat sur la défense a été pratiquemment interrompu à l'intérieur du parti, sauf dans des instances techniques. Aujourd'hui, le parti dans des circonstances assez particulières, retrouve ce débat sur la défense qu'il avait amorcé en 71/72 et il l'a retrouvé d'autant plus vigoureusement que toutes les traditions sont demeurées et que certaines sensibilités socialistes se sont senties quelque peu heurtées par l'action de ceux qui sont partisans du maintien de la force nucléaire. Voilà le cadre dans lequel s'inscrit ce débat. Par conséquent, pour moi, ce débat est normal, il est naturel, il est sain et il est surtout nécessaire qu'il ne se conclue pas par un diktat. Je crois sincèrement que l'on peut arriver à un compromis sur la défense à partir d'un débat entre les différentes sensibilités et les différentes traditions.

D.T. : Si nous sommes d'accord pour dire que le débat est fondamentalement politique, je crois qu'il y a au moins trois questions où seuls les politiques peuvent prendre une décision : Il faut d'abord avoir une vision claire de l'évaluation des menaces. Je dirai franchement que dans les débats purements internes et sans sanctions qui se sont déroulés aux trois niveaux du comité directeur, du bureau exécutif et du secrétariat depuis quelques années, je n'ai cessé de demander une analyse claire quand à l'évaluation des menaces et que pour l'instant, malheureusement, je n'ai pas eu de réponses satisfaisantes. En second lieu, il y a le problème du coût d'ensemble de la défense nationale et en particulier de ce que je persiste à appeler la force de frappe. Troisième problème eminemment politique enfin qu'il va falloir résoudre, c'est celui de la relation particulière qu'il y a entre le type de panoplie militaire dont on dispose et le type de société

que l'on essaye de mettre en œuvre. Voilà je pense les trois articulations fondamentales où l'aide des techniciens est indispensable mais où le mot doit être en dernier ressort aux politiques c'est-à-dire à l'ensemble des militants.

J.H. : Je suis tout à fait convaincu que le Parti socialiste est capable de définir rapidement une politique de défense sur laquelle une énorme majorité du parti se mettra d'accord, à partir du moment où effectivement l'ensemble des donnés du débat seront fournies aux militants. Pourquoi ? Parce que, quoi qu'on en dise, le débat a eu lieu dans le Parti socialiste depuis un certain temps. Certes, il a explosé de nouveau ces dernières semaines. Mais on peut dire que la maturité démocratique du PS a fait que, à l'inverse de ce qui s'est passé du Parti communiste, il n'y a pas eu de tournant décidé brutalement par les responsables du parti.

D.T. : Si tu permets, sur ce point de procédure dans le parti : ce que les militants ont ressenti douloureusement c'est qu'ils ont eu l'impression que pour l'essentiel, la décision de changement de politique militaire était acquise.
Ils ont eu ce sentiment, à travers toute une série de déclarations faites par des membres de la commission de la défense nationale et que l'on a dû rectifier ultérieurement en disant qu'il s'agissait d'opinions personnelles et non pas de la position du parti. Il n'y a pas eu de décision, c'est un fait, mais l'impression qui en a résulté auprès des militants, dans la presse et auprès de l'opinion c'est que les dés sont quelques peu pipés et la première exigence qu'ils ont (et je suis d'accord avec eux, bien qu'étant membre du secrétariat national, sachant bien que la décision n'est pas prise) c'est véritablement qu'aucune décision ne soit prise sans que le plus large débat ait lieu dans l'ensemble du parti. C'est à partir de ce moment là qu'il y aura véritablement une différence qualitative avec la procédure utilisée au sein du Parti communiste français. Ce point d'accord entre nous, s'il est général, sera déjà un élément important pour rassurer les militants.

J.H. : Mon point de vue personnel n'a jamais varié ; le débat sur la défense est un débat politique qui doit conduire à une délibération de l'ensemble des militants.

Faire : Venons-en maintenant au fond du problème. Trois questions ont été posées : le problème de la nature des menaces, quelles sont-elles et quelle est leur nature, le problème du type de défense qui correspond à ces menaces et le problème de leur coût.

J.H. : Il y a déjà un point d'accord entre nous, je crois, sur le maintien d'une défense nationale. L'organisation de cette défense doit être conçue de façon à remplir deux exigences : l'efficacité de la défense par rapport à notre politique étrangère et à notre politique de sécurité et la compatibilité de cette défense avec les principes démocratiques et la stratégie de transformation de la société. Une défense doit être efficace et une défense doit être efficace et démocratique. L'un ne va pas sans l'autre : on ne peut pas demander à une défense d'être régie uniquement par la loi de la démocratie, ce serait irresponsable par rapport aux intérêts du peuple, à sa sécurité. Mais nous n'avons pas non plu à nous convertir en purs et simple technicien de la défense, ni à faire des choix de défense à partir du seul critère technique.
Le premier élément d'une politique de défense, c'est la volonté. On ne défend que ce à quoi l'on tient : un peuple qui se désintéresse de son avenir, de son destin, de sa terre de ses libres choix, ne sera plus défendu quels que soient les moyens techniques qui existent. Cela m'amène à considérer qu'une défense qui reposerait exclusivement sur l'arme nucléaire ne serait pas une défense efficace. Et dans la logique de la dissuasion, cela prend tout son sens. Car la stratégie de dissuasion, repose sur la volonté de maintenir la paix et d'éviter l'agression, par la menace de la sanction ; mais la dissuasion sera d'autant plus efficace qu'elle sera perçue par l'agresseur et elle sera d'autant mieux perçue que l'agresseur sentira qu'il existe non seulement des moyens techniques mais une volonté collective de défense, ce que les experts appellent l'élément psychologique de la dissuasion. Autrement dit, la logique de la dissuasion conduit elle-même à renforcer toute la logique du projet de l'Armée Nouvelle, élaboré par la commission de défense nationale.

D.T. : Il y a certainement accord entre nous sur trois points : sur l'« indépendance nationale » qui suppose que le gouvernement français doit garder son autonomie de décision quel que soit le cas rencontré ; c'est donc une rupture par rapport aux thèses atlantistes. En second lieu, il y a accord pour la recherche du désarmement multilatéral et disons généralisé, généralisable. Troisièmement, il y a accord sur l'idée de la volonté de défense du peuple et sur la notion que si une dissuasion doit exister, elle doit avoir un caractère populaire quel que soit le type d'arme, c'est toi-même qui a employé l'expression. Le problème c'est de savoir s'il y a encore besoin de la force de frappe dans ce cadre. Mais alors, quand tu nous dis qu'une défense doit être efficace et démocratique, moi, ma conviction intime est que la force de frappe n'est ni efficace ni démo-

cratique. Et cela me ramène à la question précédente, quand je demandais une évaluation précise des menaces, car enfin, il s'agit de dissuader qui? Quel est l'agresseur potentiel? S'agit-il comme Gilles Martinet l'avait une fois dénoncé publiquement, du colonel Kadhafi, d'Amin Dada ou de tel autre? S'agit-il de l'Union soviétique ou des forces du Pacte de Varsovie? S'agit-il des Etats-Unis et encore plus de la République fédérale allemande? Je me permets de dire qu'en fonction du type d'agresseurs potentiels qu'il s'agit de dissuader, le problème se pose en des termes différents selon le type d'agresseurs et souvent le lieu, la dimension, la nature et l'objet de son agression.

J.H. : Pourquoi maintenir le nucléaire dans l'état présent? Pour trois raisons. Premièrement la force nucléaire française est devenue incontestablement une force de dissuasion, c'est-à-dire une force capable de prévenir certaines agressions qui pourraient être entreprises à l'encontre de la France, et de ses intérêts. Elle l'est devenue, parce que aujourd'hui nous avons une capacité de destruction d'objectifs proportionnelle à l'avantage que représente le territoire français. En effet, la stratégie de dissuasion se conçoit de deux façons : entre deux partenaires égaux ou entre deux partenaires inégaux. Car la dissuasion peut exister également entre deux partenaires inégaux, c'est la stratégie de David et Goliath. Une force de dissuasion capable de détruire un ensemble d'objectifs proportionnels à ce que l'on représente soi-même incite l'agresseur éventuel à hésiter; c'est ce que l'on appelle la dissuasion proportionnelle. Et avec le sous-marin nucléaire, cela est désormais possible. Aujourd'hui, l'Amérique a reconnu la dissuasion française dans la déclaration d'Ottawa où il est indiqué que la force atomique française représente une dissuasion complémentaire. L'Union soviétique reconnaît également la dissuasion française, à tel point qu'elle désire inclure les vecteurs français dans sa comptabilité des négociations SALT; et certaines puissances européennes reconnaissent aujourd'hui, la dissuasion française et elles suggèrent même que cette force française puisse servir de dissuasion complémentaire à une dissuasion américaine en voie de déclin. Bref, tout le monde reconnaît que la France est aujourd'hui la première puissance nucléaire moyenne. Mais en quoi cette force est-elle utile? Elle est utile pour la sécurité et l'équilibre du continent européen; elle est utile face au potentiel militaire soviétique. Pour moi, la menace essentielle a l'état potentil c'est la menace soviétique. Il n'y a aucune honte à le dire, il est un fait que les seules forces qui soient braquées sur l'Europe occidentale, sont les forces du Pacte de Varsovie, il n'y en a pas d'autres à l'heure actuelle. De plus, actuellement il se développe en Union soviétique de nouveaux types de vecteurs, le SS20 ou le backfire, qui sont à vocation européenne : ils ne visent pas l'Amérique, ni l'Asie, ils visent l'Europe. Donc il y a l'addition d'un potentiel nucléaire soviétique croissant et d'un potentiel conventionnel. Ceci oblige tous les Etats européens à admettre la nécessité d'une défense permettant d'équilibrer cette menace, ou plutôt ce potentiel soviétique. Face à cela, il y a les forces américains. Or, le bouclier atomique américain n'est plus ce qu'il était hier; les Américains répugnent de plus en plus à vouloir introduire l'arme nucléaire dans le conflit européen et font reposer leur stratégie sur les forces conventionnelles, en admettant l'idée d'un combat conventionnel en Europe. Evidemment, cela les arrange, mais pas nous. Face à cela, qu'est-ce qui existe en Europe? Trois forces militaires : l'anglaise, l'allemande et la française. L'anglaise est actuellement totalement liée aux forces américaines et n'a aucune autonomie de décision. La force allemande est également intégrée à l'OTAN, bien qu'elle se soit développée. La seule force européenne qui ait une certaine liberté de décision, du côté occidental, est la force française. C'est la seule, et elle repose sur un appareil nucléaire.
Renoncer d'entrée de jeu à cet appareil nucléaire, au moment où nous prendrions le pouvoir, nous conduirait dans les six mois à devoir revenir, d'une façon ou d'une autre, sous le bouclier américain, c'est-à-dire, l'intégration plus ou moins déguisée. Ce n'est pas contre Kadafi, ni contre Washington ni contre Bonn, c'est par rapport aux forces soviétiques que l'arme nucléaire française a une utilité militaire. Cela dit, ce n'est pas parce qu'on possède une arme nucléaire qu'on est indépendant; l'arme nucléaire n'est pas un gage d'indépendance. Les Anglais qui ont l'arme nucléaire ne sont pas indépendants des Etats-Unis et d'autres pays n'ayant pas l'arme nucléaire sont bien plus indépendants.

D.T. : Tout d'abord, tu nous dis que notre force de dissuasion est aujourd'hui efficace. Techniquement c'est probablement vrai, encore qu'elle reste soumise au système de guidage, radars et satellites, américains. Mais je prétends que c'est politiquement faux. Peut-être l'est-elle entre les mains d'un gouvernement de droite, mais le problème qui se pose à nous, c'est celui d'un gouvernement de gauche. Or, je considère qu'il est politiquement et psychologiquement non plausible qu'un gouvernement de gauche exerce cette dissuasion. On ne pourra jamais croire, qu'un chef du gouvernement, qu'un président de la République socialiste poussera le chantage jusqu'à appuyer sur le bouton.

Jusqu'à nouvel ordre, l'opinion de gauche est contre et j'imagine mal, dans la mesure où l'on parle d'une défense ayant un caractère démocratique que, par une sorte d'étrange abberration, un président de la République ou un Premier ministre puisse aller à l'encontre du sentiment populaire. Jusqu'à nouvel ordre, ce qui motive l'immense espérance de la gauche dans ce pays, c'est un slogan, « changer la vie », cela ne peut pas devenir « changer la mort ». Sur le deuxième point : équilibre et sécurité du continent, tu dis clairement que le danger potentiel vient de l'Union soviétique. Au moins toi tu as le mérite de rendre les débats clairs ! Mais je suis dans l'obligation de dire que parmi tous ceux qui ont une position semblable à la tienne quant au maintien et au développement de la force nucléaire, les choses sont beaucoup plus confuses. En réalité, sur le plan politique, il y a une coalition contre nature entre tous ceux qui sont partisans de la force nucléaire puisqu'ils ne s'apprêtent pas à diriger la menace « dissuasion » dans la même direction. Car quand on parle de tous azimuts, quand on parle du tiers-monde, quand on parle de l'impérialisme allemand comme l'élément le plus dangereux, j'ai l'impression que tout le monde ne vise pas Moscou.

Et en toute hypothèse, ces désaccords sur l'adversaire rendront difficile une décision démocratique d'utilisation de la dissuasion. Et je voudrais revenir sur cet argument car c'est quand même le plus important, celui de l'équilibre et de la sécurité du continent. Ce n'est pas le bouclier ou le parapluie américain qui assure cet équilibre, ce n'est pas, vu des pays de l'Est, le bouclier ou le parapluie soviétique qui l'assure, c'est dialectiquement l'existence des deux. L'idée selon laquelle progressivement la force nucléaire américaine faiblirait et que par contre, on verrait la force nucléaire française s'y substituer, ce pourrait ressembler, très franchement, à une fièvre piccrocoline, car sur cinq, ou dix ou quinze, il est absolument impensable de croire que c'est la France, la France en tant que moyenne puissance, qui pourrait se substituer progressivement à une forme quelconque de désengagement américain.

Si véritablement l'hégémonie soviétique tend à vouloir s'exercer sur la partie occidentale de notre continent, il faut dire clairement, que la force de frappe française devrait servir à protéger l'ensemble de l'Europe occidentale et pas seulement l'hexagone. Car, si seule une force nucléaire peut arrêter cette hégémonie soviétique, alors il n'y a pas de sécurité pour les Allemands, de sécurité pour les Italiens, il n'y en a pas pour les Scandinaves, il n'y en a peut-être plus pour les Britanniques. Le déséquilibre continental serait assuré dans la mesure où l'ensemble des autres nations d'Europe Occidentale ne bénéficieraient pas d'une telle force. Cette position, cet argument, ne serait justifié que si les autres pays se dotaient chacun d'une force de dissuasion nationale.

Autre question, celle du coût économique. Je rends hommage à nos camarades du CERES qui expliquent dans la revue Repères qu'il va falloir que le budget de la défense nationale passe de 3 ou 3,2 % du PNB à 5 % dans un gouvernement de la gauche unie. Au moins c'est clair ! Mais je dis qu'une telle décision ne sera jamais démocratiquement prise par ceux qui soutiennent les forces de gauche, alors qu'elle serait pourtant indispensable si l'on voulait tout à la fois améliorer la situation des militaires de carrière, celle des soldat du contingent et poursuivre cette fantastique course aux technologies militaires dont le coût est exponentiel.

Faire : Vous avez été très clairs tous les deux sur le problème des agresseurs éventuels. Revenons donc maintenant sur la nature des agressions potentielles. Puisque le cas de l'URSS a été cité, on peut concevoir deux hypothèses. L'une dans laquelle la nature même de l'agression atteindrait un tel degré que ce serait l'ensemble du problème de l'Europe qui se trouverait posé, pas simplement le problème de la France : auquel cas inévitablement on se retrouverait ramené à une situation dans laquelle les Etats-Unis ne pourraient pas ne pas intervenir. La deuxième hypothèse, la plus plausible, se pose en termes d'hégémonie, et de maintien du statu quo politique et idéologique en Europe. On retrouverait alors le débat qui a eu lieu sur la Tchécoslovaquie. Des gens comme Elleinstein disaient : si la Tchécoslovaquie avait disposé de l'arme nucléaire, l'Union soviétique n'aurait pas pu intervenir. On peut tout à fait, répondre que c'est au contraire parce que l'URSS a su exploiter la faiblesse de la direction politique tchécoslovaque et la désorganisation de la communauté nationale, donc l'absence de réelles capacités de dissuasion populaire, que l'intervention a pu se produire.

J.H. : Je ne suis pas absolument sûr de l'efficacité totale d'une dissuasion nucléaire nationale ou collective, mais je ne suis pas sûr non plus de son inefficacité totale. Le problème du discours nucléaire est qu'il n'a encore jamais été employé jusqu'au bout dans un conflit entre puissances nucléaires.

D.T. : Ce que tu dis-là est effrayant et inadmissible !

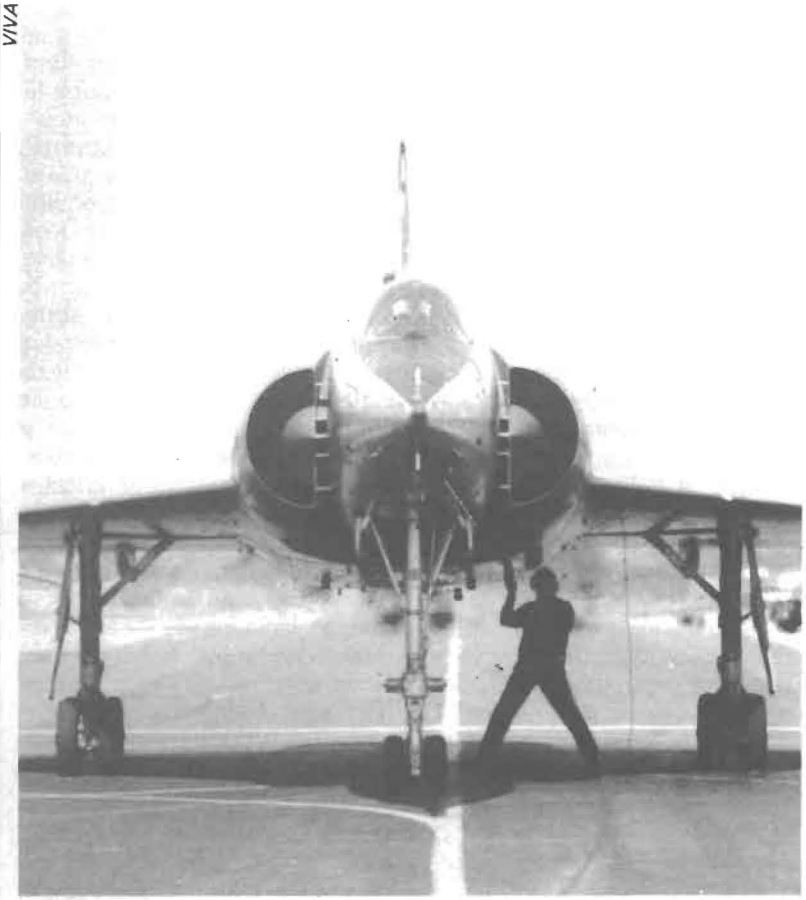
J.H. : Non, c'est une arme de destruction totale mais, par l'horreur qu'elle provoque elle est devenu peu ou prou l'un des éléments de l'équilibre dissuasif, sur le continent européen. Mais notre conception commune, quelles que soient nos

divergences sur le nucléaire, est de pousser à l'établissement d'un système de sécurité européen. La sécurité ce n'est pas la défense, on ne peut pas confondre les deux concepts. La sécurité, c'est l'établissement d'un rapport entre l'ensemble des états, entre les peuples, sur des bases pacifiques et amicales; c'est la réduction des tensions entre les états. La sécurité est une politique globale. Elle passe d'abord par la coopération politique, économique et sociale; et nous avons à développer cette coopération entre les Etats de l'Ouest et de l'Est; d'où l'importance que nous attachons à l'acte d'Helsinki, à la conférence de Belgrade et à ses suites, et aux relations d'amitié avec l'ensemble des états socialistes. La sécurité passe également par une politique de désarmement actif; et en ce sens un gouvernement de gauche aurait à prendre toute une série d'initiatives en matière de désarmement. Que ferons-nous à la négociation de Vienne, que ferons-nous à Genève, que proposerons-nous en cas de conférence mondiale du désarmement, que pensons-nous de la proposition du non premier emploi de l'arme nucléaire, que pensons-nous de l'interdiction d'armes nouvelles? Là-dessus la réflexion est encore insuffisante dans le PS. La sécurité repose enfin sur un troisième élément qui est la défense. Seule une certaine capacité de défense permet le développement de la coopération et la politique de désarmement, parce que la capacité de défense en temps de paix permet de prévenir des conflits qui peuvent survenir; nous ne sommes pas à l'abri dans les trente ans à venir d'une crise ou de conflits. Autrement dit, nous avons d'abord à définir une politique de sécurité. Nous avons peut-être trop cherché à définir une politique de défense. Or, si une sous-défense est dangereuse pour la sécurité, une sur-défense l'est également. Car trop de défense conduit les Etats à accroître leur armement sans augmenter la sécurité. Ceci dit, quels éléments de défense devons-nous avoir? Je pense que le maintien transitoire de la force nucléaire française est un élément important de la sécurité de ce continent pour les années à venir. Il permet en effet à la France d'une part d'accroître l'incertitude stratégique au cœur du continent européen en cas de tension ou en cas de conflit, et de se sentir assez libre vis-à-vis de ses partenaires occidentaux, vis-à-vis de l'alliance atlantique, vis-à-vis de l'OTAN, tout en maintenant ses liens et ses engagements.

D.T. : Je voudrais éclairer l'expression de François Mitterrand sur la ligne Maginot. Il est évident qu'une éventuelle poussée soviétique ne prendra pas la forme frontale à laquelle tu sembles croire mais elle prendra la forme de déséquilibre idéologique. C'est dans ce sens que notre ligne Maginot demeurera mais qu'elle sera fondamentalement tournée. Et elle sera d'autant plus tournée que nous n'auront plus gardé les moyens d'une défense non nucléaire parce que l'on ne pourra pas économiquement avoir sur cinq, dix, quinze ans, (ce sont les horizons que tu as toi même fixés) les deux types de défense à notre disposition. De plus il y a un argument que je ne t'ai pas entendu citer mais qui à mon avis est important parce que jusqu'ici tu as beaucoup dit la France, mais moi, je pense surtout à une France ayant un gouvernement de gauche. C'est l'argument suivant lequel on ne peut mener une expérience socialiste que si l'on a soi-même le parapluie nucléaire. Or cela reviendrait à dire qu'à travers le monde, les chances du socialisme n'existent que dans quelques pays qui s'appeleraient les Etats-Unis, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, la France et peut-être la Chine.

J.H. : Je ne crois pas que ni l'indépendance nationale d'un état, ni la liberté d'une expérience socialiste, soient indissolublement liés à l'acquisition d'une capacité nucléaire. Dieu merci, il y a des pays non nucléaires qui sont bien plus indépendants que les pays nucléaires. Cela dit il est intéressant de relever à titre d'exemple et de réflexion pour nous tous qu'un pays comme la Yougoslavie, que l'on cite souvent comme le modèle de la défense populaire, est en train de réfléchir de plus en plus sérieusement et de dire publiquement son intérêt croissant pour l'arme nucléaire.

D.T. : L'idée suivant laquelle on augmente la sécurité en accroissant l'incertitude me paraît fondamentalement fausse. Dans à peu près tous les domaines de la vie sociale, on admet généralement que la sécurité repose sur des choses qui sont probabilisable. Moins c'est probabilitésable, plus les risques grandissent et par conséquent plus la sécurité deminue. Et je crois, de ce point de vue, que si l'on poussait ton raisonnement, cela entraînerait que la dissémination de l'arme nucléaire (tu viens de citer la Yougoslavie, mais combien d'autres états pourrait-on citer à travers le monde) constitue non un facteur de sécurité, mais un facteur d'insécurité grandissante. Pourquoi faire exception pour la seule France? La vérité, c'est qu'il y a, au niveau presque de l'inconscient d'un certain nombre de camarades favorables à la force nucléaire, cette idée que la France fait partie des Grands et que par conséquent les Grands doivent avoir la force nucléaire et que les autres doivent s'en passer. Et bien moi, je dis qu'une France de gauche devra résolument et c'est vrai du point de vue de la défense comme c'est vrai de l'ensemble de notre politique avoir **vocation à être le premier des petits beaucoup plus qu'à**



La dissuasion : « Retenez-moi ou je fais un malheur! »

être le dernier des grands.

J.H. : Je te réponds sur ce dernier point. L'incertitude dans toute stratégie de dissuasion est un élément déterminant. La dissuasion commence par ce genre de phrases : « Retenez-moi ou je fais un malheur. » C'est celà la dissuasion. Et je considère que, précisémment, l'insécurité de la sanction est un élément qui rentre dans le calcul de l'agresseur.

Faire : Revenons sur deux points que nous avons insuffisamment traités : le problème du coût et le problème du rapport efficacité-démocratie notamment sur le cas du nucléaire.

J.H. : Il y a quand même une question importante qu'a posée Dominique Taddéi : c'est celle du développement de la force nucléaire. Là-dessus, j'essaierai d'être aussi très clair. J'ai toujours dit qu'il s'agissait d'établir une dissuasion nucléaire minimum. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que la possession d'une dissuasion proportionnelle est suffisante pour la France. Or, l'existence de six à sept sous-marins permettant d'avoir en permanence deux sous-marins nucléaires à la mer, chacun porteur de seize vecteurs à ogives mirvées, sera réalisable dans les années 1980, puisque ce sont les développements technologiques et les budgets actuels de la programmation qui y conduiront. Tout cela est pratiquement acquis, et sera suffisant pour constituer un appareil nucléaire permettant dans une phase transitoire de jouer ce rôle de la dissuasion minimum. Il ne s'agit pas d'aller au-delà, d'avoir quinze sous-marins et de partir dans de nouvelles technologies, comme celle du cruise-missile stratégique. Je crois qu'il s'agit surtout d'éviter de vouloir imiter les autres. C'est pourtant ce que l'on commence à faire dans le domaine des armes nucléaires tactiques, ou dans celui des « mini-nukes », c'est-à-dire les petites armes nucléaires. Cela serait extrêmement dangereux, car contraire à la logique de dissuasion proportionnelle et cela correspondrait à des intérêts industriels, financiers et militaires contre lesquels nous devrons lutter rapidement et efficacement.

D.T. : En clair, tu récuses le terme de « développement » de la force nucléaire?

J.H. : Parce que je suis partisan d'une dissuasion nucléaire minimum, je considère que l'existence de six à sept sous-marins suffirait à la France. Autrement dit, l'idée d'avoir un développement quantitatif continu de la force nucléaire est absurde. La « maintenance » évoquée par le Parti communiste est une autre chose. Le PC veut en fait une force nucléaire reposant sur un principe d'autarcie. Il veut tout à la fois développer un système d'alerte aérienne permanente qui soit purement national, acquérir des satellites d'observations nationaux, et développer toute une technologie d'environnement de la force nucléaire. Je ne crois pas que l'on puisse se lancer dans ces domaines, et ce, pour des raisons budgétaires. Précisément, j'en viens au coût : quoiqu'il en soit, le budget de défense d'un gouvernement de gauche ne pourra pas dépasser les pourcentages actuels, qui sont de l'ordre de 3 % du PNB. Autrement dit, la loi de programmation actuelle qui couvre jusqu'en 1982 est une loi qui, quel que soit son contenu, constitue un volume d'enveloppes finan-

cières que l'on ne dépassera pas. Il est absurde de dire que l'on augmentera le budget de la défense jusqu'à 5 % du PNB comme je l'ai lu dans la revue Rpères. C'est à l'intérieur de cette enveloppe de 3 % que nous devrons maintenir et transformer le système de défense. plutôt que de le développer, il s'agira de le transformer. Et la transformation essentielle devra intervenir dans le domaine des forces conventionelles : tranformation du service national, démocratisation des institutions militaires, constitution progressive d'un système de défense allant vers la force de mobilisation populaire. A partir d'un service raccourci et intensif, constitution de réserves rapidement utilisables à l'échelle régionale, et permettant la constitution d'un maillage conventionnel à l'échelle du territoire ayant à la fois une vertu dissuasive (manifestation de la volonté de défense), et une vertu défensive à l'égard de tentatives de finlandisation ou de pressions diverses (protection des points sensibles, gardes des côtes, protection de la zone économique maritime nouvelle, etc.). Voilà ce que nous devons faire. Alors il est évident que cela nous amènera à faire des choix extrêmement difficiles concernant les budgets de recherche et de développement et les systèmes d'armes actuellement programmés. Allons-nous poursuivre les armes nucléaires tactiques? Quelles recherches de développement allons-nous faire dans le domaine des ogives et des missiles? Que ferons-nous concernant les fusées d'Albion et les mirages? Allons-nous tout de suite pratiquer une politique de revalorisation des cadres d'active? Voilà toute une série de problèmes importants.

D.T. : Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris. Il me semble que la logique que tu indiques, dès lors qu'on est d'accord sur le 3 %, c'est que la part des dépenses nucléaires dans l'ensemble de la défense doit être nécessairement réduite (elle est actuellement de 15 %). La logique de ce que tu indiques, c'est de la réduire progressivement au cours du temps car toute la revalorisation de la position militaire, la plus grande efficacité à travers cette démocratisation du service militaire même raccourci, les nouvelles tâches que tu as indiquées, en particulier celles liées à l'élargissement de zone maritime, tout cela va constituer des coûts croissant plus rapidement que le PNB donc il faudra bien que le coût nucléaire augmente moins vite que le PNB, d'autant plus que les premiers portant sur 85 % du total et les second sur 15 %. Dans ces conditions, voulant tenir dans l'enveloppe de la oi de programmation militaire, est ce que tu crois véritablement que dans le cadre de cette dissuasion minimum il y ait encore une raison d'être notamment aux fusées du plateau d'Albion?



Il n'est pas qu estion d'augmenter le budget de la défense.

J.H. : Un mot sur les fusées d'Albion. Objectivement il faut admettre qu'elles restent une capacité dissuasive car pour le moment, elles sont encore invulnérables. Dire qu'on pourrait détruire en 8 minutes les fusées d'Albion est pour le moment faux. Dans quelques années peut-être. Pourquoi? Parce que la précision des fusées intermédiaires n'est pas encore suffisante pour atteindre les silos. Le système de protection qui existe actuellement à Albion obligerait pour la destruction immédiate à ce que la fusée tombe dans un rayon de 400 mètres de chacun des 18 silos. Ce n'est pas encore possible. Le degré de précision maximum actuellement atteint par les fusées américaines (et les fusées soviétiques sont en retard) est de 500 à 700 mètres. Donc pendant quelques années les fusées d'Albion restent techniquement valables. A quinze ans, elles sont condamnées, à cinq ans, non.

D.T. : Reste à voir quels choix font fait politiquement. En ce qui concerne les fusées d'Albion. C'est très clairement un choix négatif de mon point de vue.

Faire : Reste un point que vous n'avez pas abordé : le rapport efficacité-démocratie.

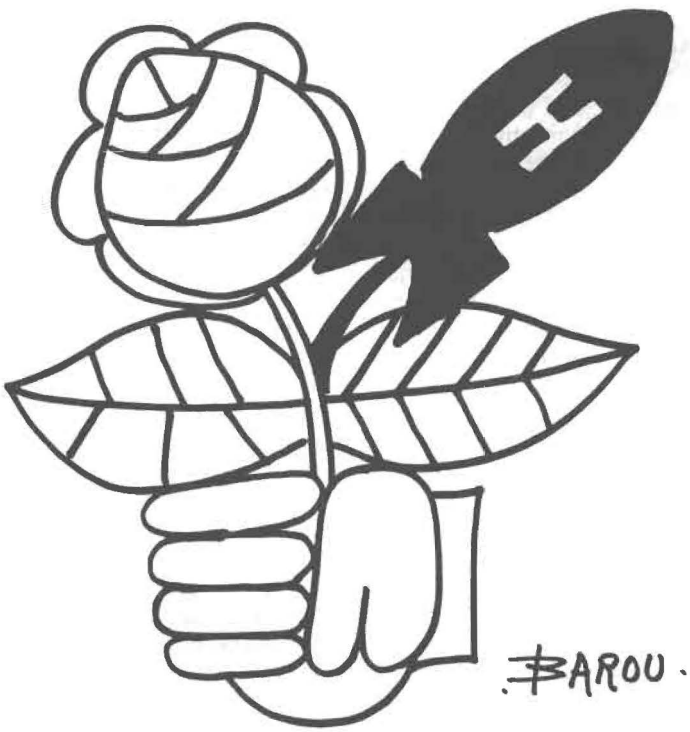
J.H. : Une défense pour un socialiste doit être efficace et démocratique. La démocratie pour la défense signifie tout d'abord que la politique de défense ne doit pas être conçue par un homme, par un groupe d'homme, mais acceptée par l'ensemble du peuple. Ce n'est pas facile pour un peuple de se prononcer sur sa défense, encore faut-il s'efforcer d'élargir le débat et d'informer l'opinion.

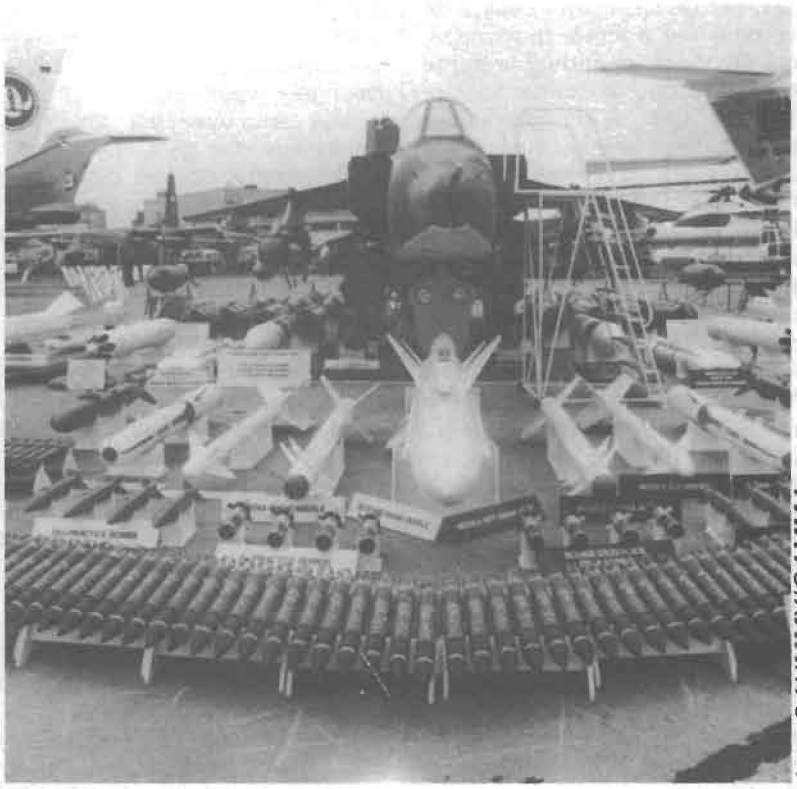
En ce sens, le débat qui a lieu dans le parti est bon. Deuxièmement, la démocratie pour la défense signifie qu'il faut développer la volonté de défense; cette volonté de défense s'obtiendra par tout une série de réformes

qui vont de l'instruction civique au développement du patriotisme. Je n'hésite pas à employer ce terme. Le patriotisme n'est pas le nationalisme ou le goût de l'autarcie; il est la prise de conscience par un peuple de ses intérêts vitaux, de son avenir de sa liberté et de sa sécurité. Démocratie dans la défense signifie enfin participation effective du peuple à sa propre défense. Il s'agit d'avoir un système d'hommes à côté d'un système d'armes. Et ce système d'hommes doit reposer sur la participation la plus concrète, la plus physique, des citoyens à l'appareil de défense. Comment? Eh bien, le service national devrait le permettre. D'où l'attachement au maintien du service national. Un service national raccourci, mais surtout réformé, qui permettrait à l'ensemble des citoyens d'apprendre la défense et ses diverses formes. Une mesure immédiate serait le rétablissement de l'égalité devant le service national donc une réduction des exemptions. Il faut que chaque citoyen prenne conscience pendant une certaine période qu'il est apte à remplir des fonctions de défense et des missions de défense dans un périmètre limité et par des moyens très simples. La technologie nous permet aujourd'hui d'avoir des moyens de défense populaires, efficaces et non coûteux. Les armes guidées de précision — une arme comme le missile Roland par exemple, ou d'autres de ce genre — sont mille fois moins coûteuses qu'un char et permettent à un simple individu ou à une simple section d'avoir une capacité de défense dix fois plus importante qu'autrefois un bataillon de chars.

D.T. : Là-dessus, il y a accord entre nous, mais cela me paraît, par rapport à notre débat central sur la force de frappe, un discours qui est contradictoire avec celui-là, sur le thème de la démocratisation. Parce que le problème fondamental qui se poserait, est de savoir qui décide de commencer à agiter la menace, qui décide de continuer la partie de poker que constitue la dissuasion, qui décide en dernier ressort d'appuyer ou de ne pas appuyer sur le fameux bouton qui déclenche l'apocalypse. Or, il est bien évident que ce type d'armes nécessite par la nature même de la dissuasion telle qu'on l'envisage, le choix d'un seul. Et il y a une relation dialectique entre une certaine forme de personnalisation du pouvoir la détermination de la politique militaire et le choix nucléaire. On ne pourra pas avoir un processus démocratique sur les engagements fondamentaux du pays face à un péril aussi grand que celui-là. La dissuasion nucléaire a forcément pour corrollaire le pouvoir personnel. Or, si la dissuasion française existe techniquement, si politiquement elle peut être crédible quand on est en présence d'un homme de droite, je maintiens qu'un socialiste ne peut pas être cet homme seul qui éventuellement agitera la dissuasion.

J.H. : Je dirais là-dessus : que la menace soit agitée par un responsable élu par le peuple français cela vaut mieux que de la voir employée par des responsables étrangers. J'y trouve un élément important de démocratie et de liberté; car dans un système autre, la menace serait agité par le président américain, et nous n'aurions aucun droit de consultation. A partir du moment où il s'agit pour le peuple français et pour ses responsables, de pratiquer le langage de la dissuasion, alors là se pose effectivement un problème très compliqué. Peut-on autogérer la bombe? Non, on ne peut pas. Il doit être possible d'introduire des pratiques d'autogestion dans la défense, au niveau de la défense populaire, au niveau de l'organisation du système militaire, au niveau des choix de défense et des choix stratégiques français. Ce qui s'est passé depuis vingt ans, c'est que toute la stratégie et toute la politique militaires avaient été le domaine réservé des présidents. Or, la constitution de 58 le pré-





Jean GAUMMY/GAMMA

Une belle panoplie!

cise très clairement : si le président de la République est le chef des Armées, le Premier ministre est le responsable de la défense nationale et le Parlement a la compétence législative pour les principes fondamentaux régissant l'organisation de la défense nationale. Il y a donc un partage du pouvoir constitutionnel en matière de défense. Il s'agira pour la gauche de faire respecter la constitution sur ce point. Il doit y avoir partage du pouvoir pour l'organisation de la défense, l'organisation de l'armée, la politique de défense, les choix stratégiques, les hypothèses d'emploi de nos armes nucléaires. Reste le dernier élément : qui appuie sur le bouton? Dans l'état actuel des choses le décret de 64 a établi un ordre de priorité qui classe en tête le président de la République. Ce texte s'inscrit dans le cadre d'une législation générale, dont l'ordonnance de 59 portant sur l'organisation générale de la défense nationale.

Or l'ordonnance de 59 établit très clairement le rôle essentiel du Premier ministre dans toutes les instances de défense. Mais le général de Gaulle a introduit une pratique qui a conduit à vider de son sens l'équilibre établi par la constitution de 58 et l'ordonnance de 59. Il est vrai que deux personnes ne peuvent pas appuyer en même temps sur le bouton. Mais il est parfaitement possible d'établir un système, qui existe d'ailleurs dans d'autres pays comme aux Etats-Unis, dans lequel il y ait une concertation entre les instances constitutionnelles en cas de crises et de conflits. Car il ne faut pas l'oublier, l'utilisation de la dissuasion doit conduire à prévenir l'emploi de l'arme; il ne s'agit pas d'appuyer sur le bouton, il s'agit de brandir une menace de « parler haut et fort » pour éviter le conflit ouvert. C'est ce langage de la dissuasion qui doit être élaboré en commun par les autorités constitutionnelles. C'est cela l'essentiel. Il s'agit d'établir une instance de concertation, qui doit fonctionner de façon automatique en cas de tension ou de crise. Le président de la République ne doit plus décider seul d'une expédition au Zaïre, ou du maniement de la dissuasion.

D.T. : Je suis bien sûr partisan d'une réforme constitutionnelle, mais il n'en reste pas moins et tout le monde le sait bien, que l'argument suprême de la dissuasion : « Retiens-moi ou je fais un malheur », permet de « retenir » pendant un certain temps et finit toujours par un malheur. Et je constate que cela se termine toujours par un seul qui peut appuyer sur le bouton. Cela est un fait inéliminable de la dissuasion nucléaire. Eh bien je dis que cela ne sera jamais démocratique et j'ajoute de surcroît que je ne voudrais pas que ce soit un jour un socialiste qui soit devant cette situation.

J.H. : Je crois qu'un responsable socialiste se trouve devant un problème très clair : il doit assurer la sécurité et la liberté du peuple, et cette sécurité passe par une politique de défense. Les socialistes, jusqu'ici, on souvent hésité en la matière et je crois que ces hésitations demeureront constantes et c'est ce qui fait la noblesse du socialisme à l'égard des problèmes de la paix et de la guerre. Mais cette noblesse du débat socialiste en matière de défense doit aujourd'hui s'adapter et tenir compte de la réalité de la dissuasion. Je dirais que la dissuasion est la loi du moindre mal par rapport à la guerre, encore faut-il prendre conscience que la dissuasion doit reposer avant tout sur une volonté de défense du peuple et sur la manifestation de cette volonté de défense.

SPD : une crise d'identité ?

En déclin sur le plan électoral, attaqué sur sa gauche par les « Jusos » le SPD de Willy Brand connaît actuellement une « crise d'identité » sans précédent dans son histoire.

La social-démocratie allemande traverse une crise grave. Le SPD, ce parti plus que centenaire, qui dirige le gouvernement fédéral depuis 1969, n'est pas en butte uniquement aux difficultés qui résultent normalement de l'exercice du pouvoir, encore que ces difficultés soient singulièrement aggravées par la crise économique qui se traduit, entre autres, par l'existence d'un million de chômeurs. Mais ce qui amène de nombreux socio-démocrates allemands à évoquer une « crise d'identité » de leur mouvement va bien plus loin et reflète un phénomène plus profond, à savoir : quel est le « projet » de la social-démocratie dirigée par Willy Brandt et Helmut Schmidt, quelle est sa vision d'avenir?

Que ces questions soient actuellement posées, et avec une certaine vigueur, par de nombreux militants du SPD n'est évidemment pas le fait du hasard : car s'il est bien vrai que la République fédérale, économiquement puissante, réussit mieux que ses voisins à maîtriser les effets de la crise, il n'en reste pas moins que l'on assiste actuellement en Allemagne de l'Ouest à un net recul du mouvement qui, *grosso modo,* se situe dans le champ du socialisme démocratique. Recul, d'abord, sur le plan électoral. Dans un certain nombre de scrutins régionaux et municipaux, le SPD a subi des défaites spectaculaires. Ainsi à Francfort, bastion socialiste réputé imprenable, où l'aile la plus passéiste du CDU de la démocratie chrétienne a pris récemment en main l'administration de la ville.

Renforcement Conservateur

Mais recul surtout dans des domaines qui touchent au cœur même du projet social-démocrate : c'est ainsi que, sous la pression du parti libéral, partenaire du SPD dans la coalition gouvernementale, le chancelier Schmidt a accepté que la loi sur la co-gestion paritaire dans les grandes entreprises soit à peu près totalement vidée de son contenu au point que, partout, le patronat demeure le véritable maître, reléguant la représentation ouvrière à un rôle minoritaire ou impuissant. C'est un échec d'autant plus grave que, précisément, la cogestion devait, aux yeux des socialistes et des syndicats, « équilibrer » les sacrifices (blocage des salaires, surtout) demandés aux travailleurs. Ce qui est vrai concernant la cogestion l'est tout autant dans d'autres domaines où la social-démocratie avait l'ambition légitime de faire œuvre de réforme. C'est ainsi que — toujours sous la pression des libéraux — la modernisation et la démocratisation de l'enseignement ont été pratiquement abandonnées ou tout au moins ajournées. Ont été abandonnés également les projets concernant la propriété foncière. D'un mot, et pour reprendre les termes d'un socialiste allemand, *« le réformisme bien compris de la social-démocratie a fait place à une adaptation au milieu ambiant caractérisé, la crise économique aidant, par le renforcement de l'esprit conservateur ».*

Il serait, bien entendu, tout à fait démagogique de ne pas prendre en considération les difficultés réelles résultant de la crise économique et qui interdisent partiellement la réalisation de certains projets. Mais ce qui est en cause, précisément, c'est l'attitude fondamentale à l'égard de la crise. Lorsqu'il s'agit par exemple de promouvoir la « relance » de l'économie, le gouvernement du chancelier Schmidt agit selon des concepts tout à fait « classiques » : il prend des mesures, sur le plan fiscal surtout, qui favorisent les patrons dans l'espoir de les inciter à investir. Résultat : les facilités offertes servent non pas à embaucher des chômeurs mais à « rationaliser » les entreprises à bon compte. Comme, par ailleurs, le gouvernement, fidèle au concept de l'« économie de marché », s'interdit tout contrôle des investissements, le résultat est celui constaté par les organisations syndicales : renfor-



NORMA

Quelle est la vision d'avenir de la social-démocratie ?

cement de la position patronale, affaiblissement du pouvoir des syndicats.

Il est significatif à cet égard que toutes les tentatives faites par la gauche modérée du SPD d'inciter le gouvernement à introduire des éléments de contrôle des investissements se soient soldées par autant d'échecs. L'acharnement de la social-démocratie allemande à défendre à tout prix l'économie de marché, en rejetant toute mesure de contrôle, de dirigisme et de contrainte à l'égard du patronat, repose bien entendu sur la crainte qu'une économie « de commandement » aboutisse forcément à la fois au déclin de l'économie et à l'affaiblissement de la démocratie. Cette crainte, nourrie par l'exemple de « l'autre Allemagne », n'explique pourtant pas à elle seule l'attitude du SPD. Ce qui l'explique davantage, c'est le fait qu'en Allemagne de l'Ouest, toute réforme socialisante (ou dirigiste) est considérée par ceux qui « font » l'opinion publique (la presse en particulier) comme une sorte d'extraordinaire déviation par rapport à la norme généralement admise.

Il ne fait aucun doute que la social-démocratie a les plus grandes peines du monde à résister à la pression exercée sur elle. Lorsqu'un socialiste aussi modéré qu'Erhard Eppler, ancien ministre de la coopération (« démissionné » par le chancelier Schmidt pour avoir réclamé une attitude plus compréhensive à l'égard des revendications du Tiers Monde) a récemment dit que face à la crise structurelle que subit le monde, il s'agissait de faire appel à une logique différente en matière économique, il s'est fait rudement rappeler à l'ordre par le chancelier Schmidt. C'est que la logique du chancelier, suivi par la majorité du SPD, est d'une tonalité tout à fait différente : pour lui, la crise actuelle n'est qu'une sorte d'incident de parcours. Il s'agit, explique-t-il, de surmonter la crise par des mesures appropriées (qui ressemblent à celles de Raymond Barre) et d'ajourner les réformes... jusqu'au moment où la reprise économique fournira les moyens nécessaires à leur accomplissement.

Crise d'identité

Pourtant, le « plan d'orientation » récemment adopté par le SPD sous la pression de la frange gauche de la social-démocratie évoque nettement la nécessité d'un changement structurel de l'économie. Dans la pratique quotidienne, toutefois, s'exprime fréquemment l'idée que, un jour prochain, la relance permettrait un nouveau bond en avant qui résoudrait comme par enchantement tous les problèmes, comme l'exprime Johan Strasser, un des théoriciens du SPD qui se situe dans la gauche du parti et qui se défend de tout « gauchisme » : « Si le SPD ne réussit pas à faire coïncider sa théorie et sa pratique et à formuler une conception où prédomine l'idée d'une sorte de planification et de direction de l'économie, s'il ne réussit pas à développer un nouveau modèle de progrès... une crise d'identité en son sein est inévitable ».

Cette crise d'identité existe, sans aucun doute; mais on aurait tout à fait tort d'en simplifier les données. Lorsque les organisations syndicales, par exemple, rejettent de façon presque unanime le puissant mouvement anti-nucléaire qui, implicitement et parfois explicitement conteste la « logique productiviste », elles reflètent parfaitement l'attitude de la plus grande partie des travailleurs qui sont en faveur de la construction de centrales nucléaires dans le souci de conserver l'emploi. A sa manière, le chancelier Schmidt, « productiviste », se fait le porte-parole de ces travailleurs. En d'autres termes (et l'on retrouvera aisément le même phénomène en France d'ailleurs) ce sont surtout les intellectuels qui, jusqu'à présent, sont les défenseurs d'une nouvelle logique du développement. De la même manière, lorsque des dirigeants sociaux-démocrates, cédant à la pression des milieux conservateurs, approuvent ou mettent en œuvre des mesures impliquant des interdictions professionnelles qui contribuent à créer un climat de délation et d'oppression, ils peuvent se prévaloir de l'approbation d'une grande partie des travailleurs... Ce qui, bien entendu, n'excuse pas leur attitude. Mais cette constatation, incontestable et incontestée, démontre bien que la crise d'identité au sein du mouvement social-démocrate a un caractère extrêmement complexe et est loin de correspondre à une « ligne de classe »... Il reste qu'en Allemagne il existe désormais un réel clivage entre ceux qui entendent tout simplement « gérer la crise » (c'est le cas de Schmidt et de ceux qui l'approuvent) et ceux des socialistes dans les rangs du SPD qui entendent « changer la vie ». Il est difficile d'établir avec précision l'influence de ceux qui rejettent, avec plus ou moins de fermeté, une attitude qui, sous prétexte de réalisme, revient à accepter l'ordre établi quitte à envisager un changement dans un avenir incertain. Willy Brandt, président du SPD, est logiquement soucieux de jouer le rôle de « l'unificateur », de celui qui entend veiller à l'unité du mouvement. Mais une cinquantaine de députés sociaux-démocrates, et parmi eux Horst Ehmke Karsten Voigt et Wolfgang Roth, s'efforcent de maintenir au sein du SPD cette volonté d'un « socialisme démocratique » qui demeure inscrit dans le programme du parti. Dans de nombreuses régions du pays, à Francfort, à Kiel, à Munich et à Berlin-Ouest, une forte frange de la gauche agit dans le même sens et cherche à rendre consciente aux membres du SPD la nécessité d'une « nouvelle logique de développement ».

La tentation de la rupture

La permanence du chômage, le fait aussi que la naissance et l'extension d'une énorme couche d'un « prolétariat universitaire » posent d'énormes problèmes au pays, conduit à des prises de position surprenantes : comment expliquer autrement que le très sage et modéré leader du mouvement syndical, Heinz Vetter, social-démocrate, constatant la forme structurelle du chômage, puisse dire carrément qu'il faudra abandonner le concept de l'économie de marché si celle-ci s'avérait incapable de donner du travail à ceux qui le désirent? Les syndicats, dirigés pour l'essentiel par des sociaux-démocrates, constatent en effet quotidiennement que la permanence du chômage risque, à terme, de devenir le problème essentiel du pays, de même que la crise universitaire en Allemagne pourrait un jour prendre des proportions italiennes. *« Cette société, disent certains socialistes, même si jusqu'à présent elle se tire mieux que d'autres de ses difficultés, est vouée à terme à un déchirement profond... ».* Ce langage est également tenu par les Jusos qui bien entendu font partie de la gauche socialiste en Allemagne. Mais, en ce qui les concerne, une remarque s'impose : certains d'entre eux, acquis à la conception du « capitalisme monopoliste d'Etat » défendue par la plupart des théoriciens communistes, sont tentés par la rupture avec la social-démocratie qui demeure, que cela plaise ou non, la représentante de la classe ouvrière telle qu'elle est, c'est-à-dire assez conservatrice dans son comportement. Le SPD a récemment exclu de ses rangs Klaus-Uwe Benneter, élu en mars dernier président des *Jusos*. Cette élection était, à vrai dire, davantage due à des manœuvres fractionnelles qu'à la volonté réelle de la majorité des *Jusos* qui n'estiment pas, comme Benneter, que l'appartenance du SPD n'est pas un dogme. Mais il est évident que le choix porté sur Benneter était également l'expression d'une opposition assez profonde de la jeunesse socialiste à l'égard de la politique « classique » du chancelier Schmidt qui — il l'admet lui-même — n'est pas porteuse d'un projet spécifiquement socialiste.

Mais c'est un tel projet, encore imprécis sans doute, qui est Vetter aujourd'hui revendiqué par un nombre croissant de sociaux-démocrates allemands. D'où la crise d'identité évoquée par Johan Strasser et d'autres, dont l'organe d'expression, *Forum. D.S.*, reflète des préoccupations assez proches de celles des socialistes français. Et ils ne sont pas seuls à espérer qu'une collaboration plus proche des deux mouvements dans le cadre européen puisse contribuer à un débat d'idées et à des actions communes. Nombreux sont, de toute manière, les socialistes allemands qui considèrent qu'une victoire de la gauche en France en mars 1978 pourrait puissamment contribuer à faire bouger les choses au sein du mouvement ouvrier allemand.

Gérard SANDOZ



Décentraliser le pouvoir municipal

La municipalité de Mâcon a organisé les 24 et 25 juin derniers un séminaire sur les problèmes que nous posent la décentralisation du pouvoir municipal et d'une façon plus générale l'autogestion du cadre de vie quotidien.
Différents supports de presse dont Faire ont accepté de réaliser et de publier sur ce thème des interviews de responsables nationaux de différents partis politiques.
Nous présentons aujourd'hui l'opinion de Jean-Pierre Worms, membre du Comité directeur du Parti socialiste, rapporteur spécial pour les collectivités locales.

Quels rapports peuvent exister entre les associations et les municipalités ?

Les associations ont une fonction irremplaçable par rapport aux municipalités, qui tient à leur capacité d'élaborer une demande sociale sur un objet particulier, sur une activité particulière. Elles ont, au meilleur sens du terme, une fonction de représentation d'intérêts sectoriels ou parcellaires, qui n'est pas prise en compte par les institutions. Dans ce domaine, les associations sont souvent en concurrence avec des administrations sectorielles qui seules, bien souvent, interviennent. En outre, les associations ont aussi une fonction critique évidente. Enfin, les associations peuvent prendre en charge partiellement ou totalement l'élaboration des réponses à apporter aux besoins qu'elles expriment. Et celà aussi bien en termes de gestion d'équipements que d'organisation d'activités.

Pour le PS, celà peut se faire sous forme de contrats pluri-annuels avec la ville laissant une grande liberté de gestion à l'association. Les conditions de cette décentralisation du pouvoir communal au profit d'associations tiennent à la représentativité de ces dernières et à leur fonctionnement démocratique.

Il est certain à propos de ce dernier point que si la démocratie de participation est souvent plus dynamique, plus innovante, que la démocratie élective, elle présente le risque d'accorder un privilège de pouvoir à ceux qui sont les mieux équipés pour l'exercer (ceci est lié au temps disponible et à la capacité culturelle au sens large permettant de dominer les dossiers).

Cette décentralisation du pouvoir municipal,

qui peut intervenir aussi pour les comités de quartier..., peut se réaliser sans que celà représente une dissolution de la responsabilité politique de la municipalité. C'est la municipalité qui est comptable des délégations et des résultats de ces délégations auprès de l'ensemble de la population.

Le risque éventuel sera d'autant plus mince que le pouvoir municipal aura les moyens et la volonté de sa politique.

Les difficultés liées à la délégation et à la décentralisation étant d'autant plus présentes que le pouvoir municipal est plus faible.

Le mouvement de décentralisation infracommunal, auquel, en tant que socialistes, nous attachons beaucoup d'importance, ne pourra donc prendre tout son essor qu'en concommitance avec une décentralisation véritable de l'Etat vers les communes.

Dès maintenant des mesures pratiques peuvent être prises pour une véritable politique municipale dans le domaine des associations. On peut citer parmi les mesures proposées dans le programme municipal du PS :

— la mise à la disposition des associations de supports techniques et financiers (locaux collectifs, accès à la presse, ronéo, moyens matériels...)

— la participation des associations aux commissions extra-municipales,

— la délégation de missions d'intérêt collectif assorties de contrats de financement.

Que pensez-vous des mouvements de contestation en milieu urbain ?

Les luttes urbaines sont caractéristiques d'une situation où de nouveaux enjeux de vie collective et de nouveaux rapports sociaux apparaissent au niveau de « l'infrastructure » comme de la « superstructure » de la société. La ville, dans cette analyse, est un des lieux privilégiés de développement de ces nouveaux enjeux.

Dans nos sociétés, ces nouveaux enjeux ne sont pas pris en compte par la superstructure idéologique (discours des partis) ni par les institutions (Etats, collectivités locales...).

Dans ce cadre, les luttes urbaines sont le symptôme de l'émergence de ces nouveaux enjeux, les instruments à travers lesquels se définit un champ politique nouveau. Concrètement, les formes d'exploitation, d'oppression, d'aliénation sociales liées à l'organisation du temps et de l'espace dans lesquels se coule la vie quotidienne des gens, et qui sont pourtant conditionnées par les rapports de pouvoir, ne sont pas prises en compte par les grands appareils de pouvoir. Disons qu'il s'agit d'un champ pré-idéologique et pré-institutionnel.

Mais dans ce champ politique les « institutions » politiques peuvent trouver l'occasion d'un redéploiement et d'un renouveau.

En Espagne par exemple, c'est à travers la participation aux luttes urbaines que le PCE a effectué un renouvellement et un redéploiement dont la vigueur actuelle surprend les observateurs étrangers.

Les secteurs du cadre de vie dans lesquels se développent les luttes urbaines pourraient donc être pris en charge par l'idéologie et les institutions politiques nationales et locales (partis, syndicats, collectivités locales). Mais ces secteurs sont par nature liés à la spécificité locale, à la mouvance concrète de la vie quotidienne; ils ne pourront donc jamais être totalement couverts au niveau idéologique et institutionnel.Il restera toujours une marge extra-institutionnelle, non normalisable à travers le traitement idéologique et instrumental d'un « appareil » politique. En fonction des réflexions précédentes, les luttes urbaines apparaissent comme un élément quasi permanent du contexte politique d'avenir.

Dans la mesure où ces mouvements correspondent à une critique utile du fonctionnement de la société ou de telle ou telle activité ou équipement, il convient de préserver leur autonomie. Cette dernière est indispensable pour éviter les risques d'emprise totalitaire d'un pouvoir institutionnel gouvernemental ou administratif.

Que l'on soit en régime socialiste ou non, à terme, le champ de la prise en charge collective ne peut que s'élargir, de toutes façons.

Maintenir la possibilité d'oppositions, de conflits sociaux, c'est donc éviter le risque totalitaire de normalisation de la vie quotidienne. Pour maintenir la possibilité d'opposition, l'idée peut naître de la financer. La pratique dans ce domaine, notamment au Canada, montre que le financement de l'opposition a des vertus... récupératrices !

Alors, en dehors des facilités données pour le développement des luttes urbaines, identiques à celles offertes aux associations, en dehors de l'extension du champ de la liberté d'expression et de manifestation, peu de choses peuvent être faites.

A propos des luttes urbaines, enfin, les militants du PS doivent être attentifs aux différences qui existent entre les luttes menées dans un secteur où l'aliénation sévit et qui correspondent à une explosion du mécontentement populaire, et les luttes menées en liaison avec la stratégie des partis.

De toutes façons, pour me résumer, il est indéniable que la société socialiste n'abolira pas comme par un coup de baguette magique les conflits sociaux. Ceux-ci naissent en raison même de la division du travail. Or, toute société évoluée est une société où la division du travail opère. A partir de là, il y a des enjeux de pouvoir. La division actuelle du travail est liée au capitalisme,

mais il ne faut pas croire que l'abolition des pouvoirs du capital fera disparaître la division du travail. Il restera donc forcément des conflits sociaux liés à la place différenciée que peut occuper un tel ou un tel dans le système social avec le cortège des maux engendrés par la non transparence des mécanismes de pouvoir et par les rigidités qui font de la mobilité totale une utopie.

Tout le monde ne peut malheureusement être à la place de tout le monde.

Alors, devant la permanence des conflits sociaux dans une société socialiste, comment les traiter ? Comment les gérer ?

Le monopole du traitement par des organismes unifiés et unifiants, comme l'appareil d'Etat ou comme les partis, semble dangereux. Vouloir faire transiter la résolution des conflits par ces seuls canaux risque d'uniformiser le quotidien.

Il convient donc de maintenir la possibilité d'intervention, de manifestation, en dehors du système politique institutionnalisé.

Quels comportement les municipalités socialistes peuvent-elles adopter en regard des possibilités de décentralisation de leurs pouvoirs au plus près des usagers, utilisateurs d'équipements ou de services ?

Il m'apparaît souhaitable pour des municipalités socialistes d'avoir un comportement décentralisateur. Mais il n'y a pas de décentralisation poussée possible s'il n'y a pas un pouvoir municipal sérieux : on ne peut décentraliser le pouvoir que si on en a ! Cela dit, il importe, dans une municipalité, de dégager des champs d'intervention spécifiques et nettement différenciés entre le champ municipal et supra municipal — champs d'organisation des services et des infrastructures qui structurent la vie quotidienne — et la prise en charge de la vie quotidienne elle-même. J'entends par là la prise en charge de la sociabilité, des rapports sociaux quotidiens, vécus concrètement sur place. Ces derniers ne se régentent pas — surtout pas par des normes — ne s'administrent pas, ne peuvent être valablement pris en compte par ceux qui les vivent.

Cela suppose pour cette prise en charge des moyens administratifs, techniques, financiers... pour faciliter l'autogestion de la sociabilité au niveau du quartier, du groupe de logements, du lieu de travail collectif (zone industrielle...).

On peut certes tenter d'ajuster localement les moyens d'action centraux par un affinement des normes centrales. Exemple : la gestion d'une crèche peut-être organisée par une règlementation décidée centralement. Il n'en demeure pas moins que la gestion quotidienne ne peut que se négocier au jour le jour entre les mères de familles et le personnel. C'est en réponse aux exigences du vécu quotidien que doit se régler la gestion des équipements de ce type. La décentralisation se justifie pleinement à ce propos.

C'est également au niveau d'une prise en charge « à la base » des problèmes de sociabilité que peut être résolue la crise des structures de base de nos sociétés (crise de la famille, du village traditionnel, du quartier...), structures qui éclatent sous l'effet de la prodigieuse mobilité entraînée par l'avènement des sociétés industrielles. A terme, on peut envisager que les animateurs de ces structures nouvelles de sociabilité soient élus, que ce soit pour un territoire géographique (quartiers, groupes de logements...) ou pour un équipement.

Dans ces structures de base, il serait normal d'assurer une présence majoritaire aux usagers, les élus et le personnel ne détenant à terme qu'une représentation très minoritaire (nécessité d'information et de coordination).

Les problèmes qui se posent dans le cadre de la décentralisation du pouvoir communal sont de même nature que ceux qui se posent à propos de la décentralisation du pouvoir de l'Etat. Ainsi, l'Etat ne devrait pas être co-responsable de la gestion municipale comme il l'est actuellement. Certes, il y a des recouvrements de compétence, des interférences. Pour ces dernières, il faut mettre en place des mécanismes de concertation et de négociation, véritables passerelles relationnelles entre différents pouvoirs, ayant chacun leur autonomie et leur légitimité. Actuellement, on assiste à la plus grande confusion des pouvoirs entre les fonctions centrales et locales et entre l'ordre politique et l'ordre administratif. Ce que nous visons, c'est à la fois à clarifier ce qui est de la responsabilité centrale et ce qui est de la responsabilité des collectivités de base et à remettre la fonction technico-administrative à sa place : au service de la volonté politique démocratique.

Pourquoi les partis de la « droite » s'intéressent-ils à la participation ?

Il y a à cet intérêt deux types de raison :

— Pour lutter contre la gauche en occupant un champ politique sur lequelles les organisations et l'idéologie de la gauche sont encore faibles ;

— Pour des raisons de clientèles électorales : participer aux décisions locales pose beaucoup moins de problèmes aux catégories sociales privilégiées qu'aux autres... Ce n'est pas une raison pour que la gauche s'en désintéresse. Au contraire, elle doit faire en sorte de diminuer l'inégalité sociale face aux exigences de la « participation ».

Quel enjeu représente la décentralisation du pouvoir municipal pour la gauche ?

Pour la gauche, l'enjeu est considérable. C'est probablement le plus grand enjeu politique des prochaines décennies. Il touche :

— L'organisation de la vie collective ; la nature



Tout le monde ne peut malheureusement être à la place de tout le monde.

même du système politique ; la protection contre le risque politique.

Les risques liés à la gestion collective des nouveaux besoins, à la « socialisation » croissante de la vie quotidienne, que ce soit dans une société néo-capitaliste ou socialiste, sont grands. La demande autogestionnaires correspond en fait à une possibilité de lutte contre les risques totalitaires. L'autogestion ne correspond pas seulement à la création d'autres institutions, mais également à une réflexion sur le rôle et le fonctionnement des institutions et sur les modalités de règlement des inévitables conflits.

Pour la gauche, la décentralisation du pouvoir, l'autogestion, c'est aussi, en termes tactiques, une mobilisation sociale et politique accrue. C'est permettre à la gauche de démultiplier une énergie militante qualitativement et quantitativement supérieure, pour faciliter, accélérer, le nécessaire changement social.

Quelles transformations peut produire dans la société la décentralisation du pouvoir ?

La résultante d'une décentralisation effective du pouvoir pourra être une société beaucoup plus « politisée » que la société actuelle, où les enjeux vitaux seraient beaucoup plus traités à travers des mécanismes de traitement politique, c'est-à-dire soumis au débat et à la décision démocratiques.

Cette société serait aussi beaucoup moins uniforme et « administrée » qu'aujourd'hui. La politisation accrue ira de pair avec une destructuration de l'Etat bureaucratique, de ce qu'est l'Etat aujourd'hui. Ce phénomène devrait aussi normalement toucher les partis politiques et les organisations de masse.

Actuellement, il faut le dire, nos modèles d'organisation (Etats, parti...) sont antédiluviens. Ils remontent à la première époque du positivisme du XIXe siècle.

Aujourd'hui, nous n'avons pas dans ce domaine dépassé les schémas rationalisateurs, unificateurs, nés du scientisme le plus primaire.

Nous sommes confrontés à la nécessité de reconstruire, de rebâtir une société avec moins de présence de l'Etat et plus de présence politique, incluant, cela va de soi, la détermination des enjeux du développement en termes différents de ceux de l'économie classique, grâce à — faut-il le rappeler ? — la maîtrise collective du développement économique.

Propos recueillis par Jean-Pierre MURET.

Les associations et les municipalités

Jean-Michel Belorgey explique ici comment l'action des associations et des municipalités peut s'articuler et se relayer dans la perspective d'une société de participation effective.

Quels rapports peuvent entretenir les associations et les municipalités ?

Tout d'abord, il y a association et association. Une municipalité n'entretient pas les mêmes rapports avec les associations qui gèrent des équipements, avec les associations sportives et culturelles, avec les associations dites « de défense » ; cela est naturel. Mais toutes ces associations sont utiles, y compris les dernières. Et celà même dans une société, ou dans une municipalité socialiste. Ce n'est pas parce que le pouvoir municipal est socialiste que les sources de conflits disparaissent. Il peut se produire, même dans une municipalité socialiste, une telle évolution, entre deux élections, des caractéristiques de la commune et par conséquent de la population, que les élus ne représentent plus véritablement celle-ci dans son centre. C'est le cas dans les communes qui s'urbanisent ou s'industrialisent rapidement. Il existe aussi, dans toute collectivité même socialiste, des minorités, ou des groupes affinitaires, qui ont des points de vue à exprimer, et des droits à faire valoir ; il est bon qu'ils s'organisent face aux représentants de la majorité. Et puis, tout pouvoir quel qu'il soit est guetté par la pesanteur et par la routine. Il faut des contradicteurs pour le réveiller, pour l'obliger à faire preuve d'imagination, pour faire apparaître les limites de la logique dont il se réclame. Il n'y a rien à gagner du côté de l'unicité du pouvoir, ou de l'unanimité sociale. Il n'existe pas qu'une forme de légétimité, celle des élus ! La légitimité associative a sa place à côté de la légitimité élective. Le sens de l'initiative, de la prise de responsabilités, sous le contrôle de la collectivité évidemment, donnent d'autres droits que l'élection, mais ils en donnent.

Que pensez-vous des mouvements de contestation en milieu urbain ?

L'ère des luttes urbaines n'est pas près de s'achever. Le socialisme de la période de transition verra incontestablement leur développement. Sans doute ne devrait-il plus s'agir, lorsqu'aura été mise en place une politique socialiste de logement, de luttes contre la spéculation immobilière ou contre la confiscation du sol, mais il s'agira de savoir ce qu'il faut privilégier, de la croissance ou du respect de l'environnement, quelle place il faut accorder, ou de préférence refuser, à l'automobile dans la ville, quelle est la part des élus, des techniciens, des usagers, dans la détermination des formes urbaines et des formes architecturales. C'est là que résideront vraisemblablement quelques uns des principaux enjeux du débat collectif, dans une société socialiste. Dans ce débat, il faut que tous ceux qui ont quelque chose à dire, surtout collectivement, en tant que groupes organisés, notamment les associations, puissent le dire. Il le faut non seulement parce que c'est la condition du choix démocratique, mais parce que c'est le seul moyen de ne pas trop se tromper. Dans une société complexe, ceux qui détiennent le pouvoir de décision peuvent faire, avec les meilleures intentions du monde, des choix catastrophiques si des possibilités d'opposition, de refus, ne sont pas ménagées. La décentralisation, la rétrocession aux collectivités locales de compétences trop longtemps retenues par l'Etat, sont une nécessité.

Mais l'élargissement des responsabilités municipales doit s'accompagner de l'apparition d'une véritable politique locale, faute de quoi on verra se multiplier les totalitarismes locaux. Il en existe, on peut les décrire. Un maire a beaucoup plus de pouvoir qu'on ne le dit, en particulier sur la vie culturelle, ou sur l'environnement. Ce pouvoir ne doit pas rester sans contrepoids. C'est aux associations, en même temps qu'au pouvoir central, d'être ce contrepoids. Pour ce qui est du pouvoir central, s'il ne jouait pas son rôle et d'orientation et de contrôle, il faudrait bien que quelqu'un le joue à sa place : le parti par exemple. Il n'est pas sûr que ce soit la solution. Les



Faire appel à la population avant de prendre certaines décisions.

Soviétiques connaissent bien ce problèmes, celui de substitution (podmiena) de l'appareil du parti à celui de l'Etat; la vie publique n'y gagne ni en clarté ni en démocratie.

Comment peuvent s'organiser les conseils de gestion des services et des équipements ?

Il faut d'abord savoir qui on y met. Des représentants de la municipalité? Sûrement. Seuls? Sûrement pas. Des représentants des usagers? Oui. Mais comment les désigner? Faut-il les élire? Celà dépend. En ce domaine, l'élection n'est pas forcément le procédé le plus démocratique. Sauf à employer la force pour obliger tous les électeurs à se déplacer pour voter, on risque de n'avoir qu'une participation assez restreinte et c'est une, ou plusieurs, minorités qui accapareront le pouvoir. Autant éviter, dans ces conditions, de leur donner le sacre des urnes; autant faire appel, sans formalisme, aux personnes ou aux groupes intéressés. Cela dit, gérer des équipements ou des services collectifs donne plus de devoirs que de droits : le devoir d'informer l'ensemble des usagers sur les problèmes, offrir les solutions, le devoir de faire appel à la population avant de prendre certaines décisions. Les gestionnaires d'équipements ou de services qui sont incapables de respecter ces disciplines ne sont pas faits pour le métier; la base doit se charger de le leur faire savoir.

Que pensez-vous de la possibilité de faire élire les comités de quartier ?

L'élection des comités de quartier me semble une excellente chose. C'est un moyen sûr d'obliger la municipalité à prendre en compte les besoins des quartiers dans leur diversité. Mais l'élection de comités de quartier n'interdit pas de faire appel, dans le quartier ou au niveau municipal, à d'autres représentants des quartiers que les élus. Elle ne doit pas être en tout cas un moyen de faire taire, en les « mouillant », les associations d'usagers. Il serait absurde de vouloir empêcher, au nom de la discipline ou de la solidarité de l'équipe municipale, les représentants du quartier de prendre position contre certains choix municipaux. Quoi qu'il en soit, la notion de quartier recouvre des réalités extrêmement diverses. Il existe des quartiers de 1 200 habitants; il en existe de 20 000. Les relations entre la municipalité et les représentants du quartier ne sont pas les mêmes dans les deux cas, bien évidemment. Ce qui compte en revanche, quelle que soit la taille des quartiers, c'est la capacité de la structure mise en place à mobiliser les citoyens, à les former, à faire échec à l'accaparement du pouvoir par des notables, à quelque horizon politique qu'ils appartiennent.

Quel est, pour la droite, l'enjeu de la participation ?

La droite, lorsqu'elle parle de participation, a deux choses en vue. D'une part, elle en parle pour se dispenser d'en faire; il s'agit d'une technique maintenant éprouvée. D'autre part, elle pressent qu'elle pourrait, à certaines conditions, y trouver son compte : s'appuyer, par le truchement d'une participation habilement dosée, sur la majorité silencieuse. Ce serait renouveler l'opération conduite sous la Troisième République lors de l'instauration du suffrage universel. Quel prodigieux instrument de retardement social qu'une participation dont la mise en œuvre ne s'accompagnerait ni d'une clarification des objectifs sociaux, ni d'un véritable effort d'information et de formation. Cette clarification et cet effort, la droite ne peut en aucun cas les accepter. Et c'est ce qui fait toute la différence entre la participation et l'autogestion.

Quelle difficulté représente pour la gauche, la décentralisation des pouvoirs ?

Il faut décentraliser, c'est clair. Encore faut-il

La Nouvelle Revue

Socialiste

No 25

UN NUMERO A NE PAS MANQUER

2e COLLOQUE DE L'ISER
LES SOCIALISTES ET
LE DÉBAT IDÉOLOGIQUE

Economie : A propros d'une controverse : le marché.
Analyse : L'écologie dans le présent et l'avenir socialiste.
Conjoncture : Les cadres s'interrogent.

Index général des articles parus dans la presse du Parti socialiste.

.....

BULLETIN D'ABONNEMENT
à remplir et à retourner accompagné de votre règlement à la
N.R.S.
12, Cité Malesherbes
75009 PARIS

Je désire m'abonner à la N.R.S. et recevoir les dix prochains numéros au prix de 100 Francs. (étudiants 85 F).

NOM.....
ADRESSE .....
.....
CODE POSTAL .....
VILLE .....

prendre garde à ne pas mettre en place des structures trop complexes, à correctement choisir le niveau auquel on décentralise, et à ne pas les choisir tous à la fois, (la commune, le regroupement des communes, le département, la région). Encore faut-il ne pas avoir honte de se dire jacobin dans certains domaines, tout en précisant les garanties qu'on offre pour que les compétences retenues au niveau national soient exercées démocratiquement. De même, on ne construira pas le socialisme, je le répète, si les autorités centrales ne conservent pas sur certaines décisions des collectivités de base un pouvoir de veto, d'annulation, de réformation. Je ne pense pas que la notion de tutelle doive totalement disparaître avec la prise du pouvoir par l'Union de la gauche ; c'est l'étendue et la forme de la tutelle qui doivent changer. Mais il est vrai qu'il est plus difficile de travailler dans ce registre que dans celui des abolitions.

Comment envisagez-vous une société de participation effective ?

Une participation effective de tous les membres de la collectivité passe par le développement du sens des responsabilités, et aussi par la rotation des détenteurs de responsabilités. Cela est indispensable pour que l'information et le pouvoir s'accumulent, progressivement entre les mêmes mains. Une vrai participation passe également par l'acceptation des contradictions et des conflits et par la reconnaissance du rôle que jouent, dans tout arbitrage collectif, les rapports de force. Chacun devrait être pleinement convaincu que l'absence d'unanimité n'est pas mauvais signe, qu'elle constitue même une garantie pour les libertés. Chacun devrait admettre qu'on ne se soustrait pas aux rapports de force, mais qu'il est possible, s'il l'on s'y applique, de les modifier. Il faudrait enfin se débarrasser du mythe selon lequel les choix collectifs doivent pour l'essentiel être techniquement valables, alors qu'il importe sans doute davantage qu'ils soient socialement acceptables.

Quoi qu'il en soit, choisir n'est pas une fin en soi. Autant il est vrai que l'accès à la possibilité de choisir devrait bouleverser profondément les conditions d'existence de ceux qui en ont, tout au long de l'histoire été privés, autant il est vrai que l'exercice de cette possibilité ne devrait pas mobiliser plus d'énergie que celà est nécessaire, ou que cela le mérite. Il faut choisir pour vivre et non vivre pour choisir. Il se peut que l'on commence par s'y tromper et qu'un débat social trop longtemps contenu éclate en bavardages, que ces bavardages découragent certains et en passionnent d'autres plus qu'il ne serait raisonnable. Ce n'est pas grave. Le goût et l'habitude de la participation devraient mûrir avec le temps. ▭

Les ateliers ruraux de Savoie

Nicolas Bernstein décrit ici une expérience de création d'emplois en zone montagnarde. Jean-Pierre Cot, député de la Savoie donne son sentiment sur cette tentative.

Depuis vingt ans, le milieu rural a connu un développement économique certain à condition de se trouver dans les zones de rayonnement des grandes métropoles industrielles.

Ce qui exclut les régions de montagne et de bocage des courants d'industrialisation. La politique nationale d'aménagement du territoire (dans des conditions sur lesquelles nous reviendrons) n'a fait que renforcer le processus de dépendance de la campagne à l'égard des centres de décision situés en ville. Des processus autonomes de développement sont très rares et quelques expériences existantes ont été conduites par des personnes venant de la ville. Ces remarques tendent à démontrer l'originalité de l'expérience menée par les ateliers ruraux de Savoie qui unissent les responsables locaux et nationaux, élus et professionnels, dans un objectif de sauvegarde et de développement des vallées savoyardes.

Cette expérience pose le problème de création de lieux d'expérimentation sociale dans un univers économique dominé par le processus de concentration capitaliste et dans un milieu rural encore soumis à une idéologie patriarcale hostile viscéralement à toute remise en cause de ses mythes et des structures de l'autorité. Ceci explique la faible capacité d'initiative du milieu. La création d'emplois durables passe par une restructuration globale du milieu qui implique la mise en place d'équipes d'animation, la formation globale des travailleurs dans une optique coopérative, la recherche de structures nouvelles, la convergence durable des partenaires sociaux sur l'ensemble des objectifs d'une politique de développement.

Le dépeuplement accéléré des villages de montagne conduit à une disparition presque totale de la population résidant dans les vallées savoyardes. Nous observons des densités de population de l'ordre de un à trois habitants au kilomètre carré (chiffre voisin des pays les plus désertiques de l'Afrique tropicale).

Ce dépeuplement conduit à une désagrégation de l'économie rurale par la disparition des exploitations agricoles et menace l'équilibre écologique de la montagne par abandon de 80 % des terres qui retournent à la broussaille ou à la transhumance.

Pour faire face à cette situation, les pouvoirs publics ont entrepris la création des Ateliers ruraux de Savoie afin de permettre la création en montagne d'emplois qualifiés qui permettront de retrouver un équilibre économique basé non plus sur l'agriculture mais sur l'activité industrielle.

Pour l'association des maires de Maurienne, principal promoteur de l'entreprise, il s'agit, par la valorisation d'une main-d'œuvre de montagne, d'assurer la promotion globale des communautés villageoises. Cet objectif implique une nouvelle structuration économique (rapports industrie, tourisme, agriculture) et la mise en valeur d'un ensemble de moyens d'animation et de culture.

Le caractère montagnard des villages oblige à des déplacements relativement longs aussi bien pour la collecte des produits finis que pour l'acheminement des pièces et le contrôle technique et de gestion. Comme le téléphone est souvent perturbé, cela ajoute aux difficultés. Mais cet éloignement prend toute sa dimension quand il s'agit de déplacer l'ensemble du personnel (absence de services réguliers de transport), ce qui suppose la mobilisation de moyens de transport et leur remboursement mais aussi d'importantes pertes en temps de travail.

L'éloignement exerce une certaine protection par rapport aux salaires proposés par Péchiney dans la vallée de l'Arc. Mais cela est limité par le fait que les salaires doivent atteindre le SMIC pour des personnes n'ayant pas l'habitude du travail industriel. De plus, la situation de sous-traitant implique de fournir des travaux à un prix compétitif par rapport à des régions plus favorisées ou dont les chefs d'entreprise pratiquent encore le taylorisme.

Cela se manifeste, entre autres, par le poids des structures familiales ou la soumission à l'autorité, du chef, du père, du mari ou d'une grande institution. Cela se traduit par des attitudes hostiles ou méfiantes aux idées venant de l'extérieur, des comportements irrationnels, l'incapacité de

recevoir et traiter l'information, et de ce fait l'incapacité fondamentale à assurer la promotion du milieu.

Trois ateliers sur quatre se trouvent situés à 1 000 m d'altitude, dans des vallées adjacentes de l'Arc. Seul celui d'Orelle est situé dans la vallée principale.

Le siège social est localisé à Saint-Jean-de-Maurienne, centre local et sous-préfecture. Il s'agit de bâtiments récupérés soit par désaffection (salles de classe) ou récupération (locaux à l'abandon). La création des ateliers se situe entre 1973 et 1977. L'essentiel du financement a été fourni par le commissariat à la Rénovation rurale.

L'horaire de travail est libre afin de s'adapter aux besoins de l'économie rurale (agriculture et tourisme).

Les ateliers, organisés en SARL, passent des contrats de sous-traitance réglementés par la loi du 31 décembre 1975. La planification du travail est réalisée au siège de Saint-Jean. Les ateliers ne sont pas spécialisés mais ont des clients qui leur sont affectés.

La fabrication est limitée au matériel professionnel et concerne principalement l'électronique industrielle, l'électro-acoustique, l'audiovisuel. De grandes entreprises comme Schlumberger, CSF, Télémécanique, Hewwlett-Packard, travaillent avec les ateliers ruraux.

Une certaine image de marque fait son chemin, fondée sur la qualité de la main-d'œuvre montagnarde et le contrôle des produits finis. Le personnel féminin y est d'ailleurs très attaché.

L'entreprise semble promise à une réussite financière et industrielle par la mise en route de l'autofinancement, la croissance du nombre des emplois, la création de structures industrielles, la promotion de cadres techniques dans des villes de montagne.

Elle a donné corps à trois principes fondamentaux pour l'industrialisation du milieu rural : formation sur place, fédération de petites unités pour la gestion, horaires libres de travail et a permis de stabiliser la population.

Le rayonnement de cette expérience a contribué à l'implantation dans une autre région savoyarde, le Beaufortin, d'un atelier devant employer soixante personnes dans des locaux communaux aménagés grâce à l'aide du Fonds de rénovation rurale.

Il a été également démontré que des institutions aussi diverses que collectivités locales, corps consulaires, Comité d'expansion, DATAR, ANVAR (Association pour la valorisation de la recherche) pouvaient collaborer à la réussite d'une opération de développement rural.

Nous avons essayé de montrer les divers aspects de la réussite industrielle de l'expérience. Dans une optique de changement social, comment peut-elle être analysée ?

Il nous apparaît que le développement industriel n'est pas relié au développement des autres activités économiques, agriculture et tourisme.

Si la création des ateliers a permis l'arrêt de l'exode démographique, l'état d'esprit développé s'apparente plus à l'ouvrier consommateur (voiture, vacances) qu'à l'artisan producteur qui était celui du petit agriculteur.

La population, comme les élus, s'est surtout intéressée à la création d'emplois beaucoup plus qu'à la restructuration du milieu : développement de la vie communautaire, ouverture sur l'extérieur, évolution des structures sociales patriarcales recherche de l'autonomie des individus et des groupes, recherche d'institutions nouvelles, redéfinition des rôles (l'homme qui commande, la femme qui exécute).

Cette incapacité du milieu à mettre en œuvre une politique de développement global risque d'entraîner la croissance des ateliers les mieux situés par rapport aux zones déjà industrialisées (vallée de l'Arc) aux dépens des plus éloignées (Albiez-le-Jeune, Montsapey). Ceci nous amène à nous interroger sur les principes d'une politique de changement social en milieu rural.

Les réflexions que nous proposons sont appelées à faire l'objet d'expériences dans le Massif Central et de relations dans d'autres numéros de la revue.

a) Développement de la vie communautaire

— Recherche d'une plus grande capacité d'organisation et de création par l'apprentissage du travail en groupe, la diffusion d'idées nouvelles, de systèmes d'information spécifiques, le respect de la marginalité ou de la déviance.

— Emergence de communautés nouvelles : jeunes, vieux, groupes d'animation ;

— Mise en place de chantiers autogestionnaires : reboisement, remembrement, aménagement foncier, équipements collectifs.

b) Emergence de nouvelles structures de pouvoir par association de citoyens et non plus par délégation.

c) Développement des liens intégrant l'habitat et les activités, entre activités et entre habitats, activités et services collectifs sur l'espace de vie.

d) Collaboration des diverses institutions contribuant à l'aménagement de l'espace.

e) Analyse à mener du milieu économique (principalement industriel) dans lequel s'insère l'action de développement.

Nicolas BERNSTEIN.

Un regard extérieur est toujours enrichissant. Celui que porte Nicolas Bernstein sur l'expérience des ateliers ruraux apporte des éléments au débat. L'expérimentation sociale met en mouvement tous les éléments d'une société, dans un village de

montagne comme dans un quartier de ville. Pour mesurer l'impact de ces ateliers ruraux sur Saint-Colomban-des-Villards ou Albiez-le-Jeune, il faut donc prendre en compte la structure familiale, l'économie traditionnelle, etc. Bernstein ouvre la voie par ses observations. Il reste à l'explorer.

Le principe même de l'atelier rural — l'installation d'une petite unité dans un village de montagne — est un refus de la loi du profit. L'atelier rural ne peut pas être pleinement concurrentiel par définition. Les surcoûts, du fait de son emplacement en altitude, liés à la distance et à la décentralisation de l'entreprise, sont donc pris en charge d'une manière ou d'une autre par les collectivités locales. Mais l'atelier reste intégré au marché capitaliste. Il en résulte certaines conséquences, que Bernstein omet pudiquement : les salaires restent à un niveau minimum, le SMIC. Au demeurant, la situation est acceptée par les travailleurs, souvent double-actifs, qui ont une autre source de revenus, et disséminés au long de la vallée, ce qui ne facilite pas la revendication.

De plus, l'atelier rural est orienté vers la sous-traitance électronique. Le contexte géographique limite le champ d'activités possibles en altitude. Or, la situation de sous-traitance est une situation d'exploitation. Les prix sont calculés au plus juste, le carnet de commandes est à la merci des fréquents coups d'accordéon. La crise a durement frappé les ateliers ruraux à l'automne dernier. Certains des donneurs d'ouvrage, cités dans l'article, ont supprimé depuis leurs commandes. L'emploi se contracte, aussi en montagne.

L'expérience est donc complexe, contradictoire. Elle ne survivra qu'à deux conditions. La première est la claire perception de la vocation des ateliers ruraux. La formule ne se justifie que par l'implantation en zone rurale. Or, la tentation est grande de répartir les ateliers ruraux dans le fond de la vallée pour réduire les coûts. Les ateliers ruraux de Savoie rejoindraient ainsi la tradition du socialisme municipal des années trente et connaîtraient le même échec.

La seconde condition a trait à la qualification de la main d'œuvre. Tant que les ateliers ruraux ne demandent que des gestes simples aux ouvriers, ils maintiendront sur place un sous-prolétariat mal payé et peu concurrentiel. Leur impact sur le changement social restera faible et ne sera pas forcément positif. Il est donc essentiel de développer la qualification dans le cadre des ateliers ruraux. Ce n'est pas simple. Dès aujourd'hui, les frais de formation atteignent 20 % du chiffre d'affaires. Il faut pourtant y arriver pour donner aux ateliers ruraux une dimension nouvelle. Car au-delà du maintien d'une population dans un village, il s'agit de restaurer la communauté afin que chacun prenne en main son destin.

Jean-Pierre COT

Les transports à La Rochelle



VIVA

La Rochelle : une des rues piétonnières.

En décembre 1972, la municipalité de La Rochelle, lançant les études préliminaires au plan de circulation, soulignait que : « Trop de Rochelais semblent croire que les difficultés de la circulation et du stationnement n'existent que chez eux. En réalité, l'engorgement des villes par l'automobile est un phénomène mondial. Les solutions possibles exigent des choix difficiles. Il est en tout cas certain qu'on ne fera rien de valable sans d'abord informer, éduquer et convaincre. »

A partir de l'étude technique faite par un bureau d'études spécialisées, la municipalité constituait une commission extra-municipale sur ce problème à laquelle pouvait participer tout habitant de La Rochelle. Pour que nul ne puisse ignorer l'existence de cette commission, des arti-

cles (notamment dans le bulletin municipal) et des avis dans les centres des différents quartiers, avaient été diffusés. Au total, une centaine de Rochelais ont participé plus ou moins activement aux travaux de cette commission, qui a fonctionné pendant un an et demi environ pour préparer le plan de circulation.

Pour faciliter le travail et amener le maximum de personnes à s'engager dans ce travail de réflexion, la commission avait été divisée en un certain nombre de groupes, dont :

— Trois à propos des problèmes de fluidité du trafic dans les différents quartiers de la ville ;

— Deux sur les questions de stationnement ;

— Un sur le fonctionnement des transports en commun ;

— Un sur la protection des piétons.

Le résultat des travaux et des discussions de ces groupes et des synthèses opérées par un groupe collectif restreint amenait à la publication d'un dossier spécial largement diffusé dans la ville.

La presse régionale, alertée, relayait l'information et contribuait à l'organisation d'un vaste débat public. C'est ainsi que pendant trois semaines un journal régional a consacré une pleine page aux demandes et aux réponses des Rochelais, de la commission extra-municipale, des techniciens, des élus. Ce quotidien, au bout de ce laps de temps, aurait pu continuer à publier des questions-réponses tant le débat se poursuivait avec animation.

L'intérêt du plan de circulation adopté après d'ultimes discussions tenait :

— A l'excellence de certaines solutions techniques trouvées par les usagers : ainsi par exemple la circulation devant la gare a été considérablement améliorée par la séparation du trafic collectif (taxis, autobus), et des véhicules privés. Cette solution est apparue à la suite d'une concertation entre les responsables d'un groupe de travail et les chauffeurs de taxis et d'autobus.

— Au souci, au-delà de la technique, d'information de la population pour l'amener à modifier certains comportements condamnant n'importe quel plan de circulation à devoir promouvoir des travaux d'un coût exagéré.

Ainsi les recommandations figurant ci-après montrent à l'évidence que mieux vivre dans une ville ne peut reposer que sur la manifestation concrète d'un certain sens civique par des citoyens informés et responsables.

« Ne l'oublions pas...

un peu de bonne volonté arrangerait les choses. De plus en plus on exige tout de la collectivité et l'on oublie que les citoyens ont aussi des devoirs. La solution des problèmes de circulation passe d'abord par le respect des lois et quelquefois celui de la simple politesse.

Choses à faire

Aller à pied quand on le peut, notamment dans le centre ville. Le temps passé à rechercher un stationnement ou dans les embouteillages est du temps perdu.

Circuler à bicyclette quand il fait beau et quand on est jeune.

Emprunter les transports en commun pour aller au travail et en revenir.

S'entendre avec ses voisins pour descendre en ville ou aller au travail avec une seule voiture au lieu de trois ou quatre.

Eviter de traverser la ville quand on peut en sortir par une voie extérieure.

Faire vérifier les dispositifs silencieux des voitures, et surtout des cyclomoteurs.

Choses à ne pas faire

Stationner systématiquement aux endroits interdits et « rouspéter » quand on fait l'objet d'une contravention.

S'imaginer qu'il est normal qu'avec des « relations » on peut faire « sauter » une contravention.

Ignorer systématiquement le Code de la route aux passages cloutés et aux intersections, mais exiger de la collectivité qu'elle mette partout en place des feux, des « stop », voir des passages souterrains. La collectivité n'en a pas les moyens.

Faire pétarader son moteur pour calmer son impatience dans les encombrements ou aux feux rouges.

Acheter des cyclomoteurs aux enfants au lieu de leur acheter des bicyclettes. La pratique du sport n'a jamais nui aux jeunes. »

Le résultat de cette élaboration concertée du plan de circulation a été très positif pour la collectivité rochelaise.

D'une part, une certaine restriction volontaire de la demande de « circulation » a amené des réductions des travaux à engager, d'autre part le consensus ainsi obtenu a permis à la municipalité de déposer et de faire approuver très vite ce document, lui permettant d'obtenir le maximum de subventions de l'Etat.

L'économie pour les finances locales a été estimée par le conseiller municipal responsable de cette animation à 900 000 francs sur un total de travaux évalué à trois millions de francs.

Le bilan de cette opération a amené les responsables de La Rochelle a vouloir multiplier de telles initiatives. C'est ainsi que les problèmes des travailleurs immigrés, de récupération des vieux papiers, l'utilisation d'un parc collectif de vélos, ont fait l'objet d'études et d'actions concertées. Actuellement, des réflexions sont entreprises pour développer des formules relativement autonomes de gestion des quartiers... avec l'aide de la région, qui vient de créer un fonds d'aide à l'innovation sociale pour financer 50 % des opérations visant à modifier le comportement des habitants afin de les amener à devenir de plus en plus des citoyens à part entière.

Jean-Pierre MURET

Planification et nationalisations : les origines

A l'heure où les partis de gauche engagent la réalisation du Programme commun, Jean-François Kesler analyse ici les sources historiques des grandes réformes qu'il propose : planification et nationalisations.

Au congrès de la SFIO à la Mutualité en juillet 1933, Léon Blum, en entendant A. Marquet, un des porte-parole du néo-socialisme prôner un socialisme national et autoritaire, s'écria : « *Je vous assure que je suis épouvanté* ». Malheureusement, son épouvante le conduisit à jeter le bébé avec l'eau du bain. Car le courant néo-socialiste ne comprenait pas seulement des hommes fascinés par le fascisme (et qui seraient bientôt étrangers au socialisme, comme A. Marquet lui-même ou M. Deat). Il comprenait aussi, en dehors de parlementaires proches des radicaux (et qui voulaient seulement participer au pouvoir), des militants qui étaient partisans d'un renouveau du socialisme. Mais Léon Blum, qui craignait d'être taxé d'hérésie marxiste par les communistes depuis le Congrès de Tours, s'appuyait, après avoir été proche de Jean Jaurès avant la guerre, sur la tradition guesdiste. Le dogma-



ROGER VIOLLET

Léon Blum : « Je vous assure que je suis épouvanté. »

tisme idéologique était d'ailleurs un garde-fou contre les tentations ministérialistes. Mais il en résultait une profonde sclérose de la pensée socialiste, que traduit bien une anecdote : Gilles Martinet raconte que, hésitant à seize ans entre le P.C. et le P.S., il était entré à la librairie de la SFIO... et en était aussitôt ressorti, épouvanté lui aussi, mais par l'esprit vieillot qui y régnait ! Cependant, un intellectuel socialiste belge (qui sera aussi ministre), Henri de Man, repensait la stratégie du mouvement ouvrier. Henri de Man est aujourd'hui occulté, car il a mal tourné : son attitude fut pour le moins équivoque pendant l'occupation et ayant refusé de quitter la Belgique à l'arrivée des Allemands, il fut contraint de la fuir à la Libération pour la Suisse. Il n'empêche qu'il eut le mérite de bouleverser les idées reçues de son époque (qui ne sont d'ailleurs pas entièrement disparues à la nôtre).

En 1926, Henri de Man a publié « Zür Psychologie des Sozialismus » (improprement traduit sous le titre de « Au-delà du marxisme »), qui exprime une révolte morale contre le dogmatisme marxiste, et dont André Philip (1) se fit le commentateur et le propagandiste en France. Henri de Man reproche au marxisme d'être trop rigide en tant que mode de pensée, mais trop complaisant en tant que règle d'action (2). Il préconise aussi une alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes, anciennes et nouvelles. En octobre 1933, il présente le plan de travail que le Parti ouvrier belge l'a chargé d'élaborer, en tirant les leçons de la planification soviétique comme de l'expérience Roosevelt. Pour lui, le Plan doit *« esquisser une image de la progression économique et politique tout aussi précise que les plans de mobilisation et d'opérations militaires établis par un état-major »* (3). Il répudie l'opposition classique entre le programme maximum (irréalisable) et le programme minimum (qui ne change pas le régime). Le plan signifie *« en tant qu'expression et symbole de la phase nouvelle de l'action socialiste... que le renversement du système de production lui-même doit être désormais une exigence immédiate et directe »* (4).
S'il arrive au gouvernement, le mouvement socialiste doit appliquer immédiatement le programme qu'il a élaboré dans l'opposition.

Dans les années 60, le PSU considérera aussi que le Plan doit être l'instrument de réalisation du socialisme et que les réformes de structure peuvent permettre de surmonter le faux dilemne entre réformisme et révolution. Le contre-plan, qu'il lancera en 1964-65, sera la traduction chiffrée de la première étape de la transition au socialisme.

Enfin, Henri de Man préconise une économie mixte et une économie dirigée. Pendant toute une période, un secteur public et un secteur privé, également soumis aux directives des pouvoirs publics, doivent coexister. La socialisation des monopoles doit d'ailleurs renforcer le secteur libre, en lui permettant d'atteindre *« un degré supérieur de rendement et d'utilité sociale »* (5), et *« le principe du marché libre pourra alors démontrer toute sa valeur dans ce secteur »* (6).

Henri de Man : précurseur des théories " planistes "

On reconnaît les thèmes développés actuellement par plusieurs leaders ou experts de gauche, selon lesquels les nationalisations doivent consolider les petites et moyennes entreprises, et peuvent laisser son rôle au marché. Voilà quinze ans déjà, pour Pierre Mendès-France, tout portait à penser que *« l'économie française* (resterait) *longtemps une économie mixte où* (coexisteraient) *entreprises publiques et entreprises privées, les unes et les autres devant se conformer aux nécessités de la planification »* (7).

Les idées développées par le

(1) A. Philip sera député socialiste en 1936, commissaire à l'Intérieur à Londres, puis à Alger (1942-44), ministre de l'Economie nationale (1946-47). Exclu de la SFIO pour avoir dénoncé notamment dans *Le socialisme trahi*, la politique algérienne de Guy Mollet, il participera à la création du PSA, puis du PSU.

(2) Henri de Man se référait à Bernstein qui, au début du siècle, constatant que l'activité pratique des partis socialistes d'Occident n'avait plus rien de révolutionnaire sans pour autant déboucher sur une stratégie réformiste, voulait en formuler une. En 1963, Serge Mallet prononcera l'apologie de Bernstein (« Eloge du révisionnisme ») : « Depuis 1958, écrira-t-il, s'est dessiné en France... un courant de renouveau socialiste... qui voulait sortir le mouvement ouvrier de l'immobilisme où le maintenait l'impossible dialogue entre un parti « révolutionnaire », qui ne pouvait, ni ne voulait faire la révolution, et d'un parti « réformiste » qui baptisait « Réforme » n'importe quelle mesure de paternalisme social ». Mais Mollet comme Thorez, qui ont peur des idées, lui sont profondément hostiles. (France-Observateur, n° 684, p. 24).

(3) L'idée socialiste, Ed. Grasset, Paris, 1935, p. 507.

(4) L'idée socialiste, op. cit., p. 505.

(5) L'idée socialiste, Grasset, p. 511.
(6) Ibidem, p. 512.
(7) La République moderne, coll. Idées, Ed. Gallimard, Paris, 1962, p. 154.

leader belge vont donner lieu à un débat doctrinal au sein du parti socialiste. En fait, tout part de la contradiction endémique au sein du mouvement socialiste entre le verbe (révolutionnaire) et l'action (opportuniste).

Pour supprimer ce dédoublement de personnalité, on peut vouloir aligner le langage sur la pratique (8), ou au contraire la pratique sur le langage (2); on peut aussi préconiser des « *réformes révolutionnaires* ». Tout part aussi de l'immobilisme de la « *vieille maison* ». Malgré son évolution ultérieure et sa sinistre fin, il faut réentendre Marcel Deat à ce congrès de 1933 : « *On n'irait pas au pouvoir parce que ce serait trop dangereux : on serait brisé par la résistance même du capitalisme; on n'irait pas à la révolution parce qu'on n'est pas prêt, parce qu'elle n'est pas mûre... On n'ira nulle part* ». C'est ainsi que se développe un courant « planiste » (10). Pour les planistes, la société de transition doit comprendre un double secteur, public et privé, soumis au contrôle d'un Plan, c'est-à-dire d'un « *ensemble de mesures équilibrées, échelonnées dans le temps... sur lesquelles le Parti prendra un engagement formel* ». André Philip réclame une « *direction générale de l'économie... avec un plan d'ensemble de répartition des forces productives et de distribution des revenus* » (11). C'est le refus de la distinction blumiste entre l'exercice et la conquête du pouvoir. Mais les planistes pâtissent, on l'a vu, de la confusion créée par les néo-socialistes. Quand ces derniers sont condamnés, puis exclus (en 1933), eux-mêmes se regroupent et continuent leur combat. En 1934, ils élaborent un texte commun qui est signé par des militants dont beaucoup se retrouveront à la Nouvelle gauche, et (ou) au PSU comme Beaurepaire, Stibbe, Depreux (12).

Mais au congrès de Toulouse (en mai 1934), les planistes sont à nouveau battus. Léon Blum n'a cessé de condamner les « formes intermédiaires » entre le capitalisme et le socialisme. Pour lui, « *la Révolution n'est pas autre chose que le changement du régime de la propriété* » (13), et il a beaucoup de peine à se représenter « *la socialisation obtenue par une suite de socialisations additionnées* ». Il ne conçoit pas « *la transformation sociale par paliers ou par secteurs, la révolution en détail (14). C'est le refus de la stratégie gradualiste*. L'exercice du pouvoir permet de faire mûrir la situation, mais il existe une solution de continuité entre le capitalisme et le socialisme, qui est brutale et absolue, et qui est seulement possible si la situation est mûre, politiquement et économiquement. Le maniement de l'économie appuyée sur des nationalisations, peut soulager les misères, atténuer les injustices; il ne peut pas éliminer les crises (15). En réalité, la problématique blumiste demeure la problématique guesdiste, et elle est proche de la problématique communiste. Ce que Léon Blum reproche aux bolchevistes russes, c'est d'avoir voulu faire la révolution alors que la situation n'était pas mûre, ce qui les avait obligés à recourir à une dictature permanente.

Aussi bien, le Front populaire, n'inclut ni Plan, ni nationalisations. Contrairement à une idée reçue, il avait un programme. Mais chaque parti conservait le sien propre, notamment pour le premier tour des élections, et le programme du Front populaire comportait pas de réformes de structures, parce que les communistes avaient appuyé les radicaux dans leur refus des nationalisations, tout en prônant eux-mêmes dans leur programme électoral l'instauration d'une « *République française des soviets* », la constitution d'un « *gouvernement ouvrier et paysan* », la « *socialisation des moyens de production et de transport* » et « *l'expropriation des grands propriétaires fonciers* » (16).

Le Front populaire était purement défensif et se justifiait, du côté des communistes, par la stratégie mondiale de l'URSS. Mais il n'excluait pas pour autant l'ouverture vers le socialisme

L'ambiguïté ne cessa pas avec la charte du Conseil national de la Résistance. La démocratie économique et sociale qu'elle réclame doit-elle se suffire à elle-même ou n'être qu'une étape sur la route du socialisme? Les deux

(8) Comme l'ont fait les sociaux-démocrates allemands au congrès de Bad-Godesberg en 1959 en abandonnant toute référence au marxisme et en se ralliant à l'économie de marché : ou comme ont tenté vainement de le faire Gaston Defferre en 1964-65 avec son projet de grande fédération.

(9) C'est le mythe du « retour aux sources ».

(10) « En 1936, le modernisme dans la gauche, c'est le plan... » (Gilles Martinet, L'avenir depuis 20 ans, Ed. Stock, Paris, 1974, p. 14).

(11) L'économie dirigée, Ed. de Cluny, Dijon, 1935, p. 198.

(12) A la CGT, J. Duret et L. Vallon qui appartiendront aussi à la Nouvelle Gauche, défendront les thèses planistes.

(13) Bolchevisme et socialisme, de Populaire, mars 1927. In : L'œuvre de L. Blum, 1914-1928, Ed. A. Michel, Paris, 972, p. 455.

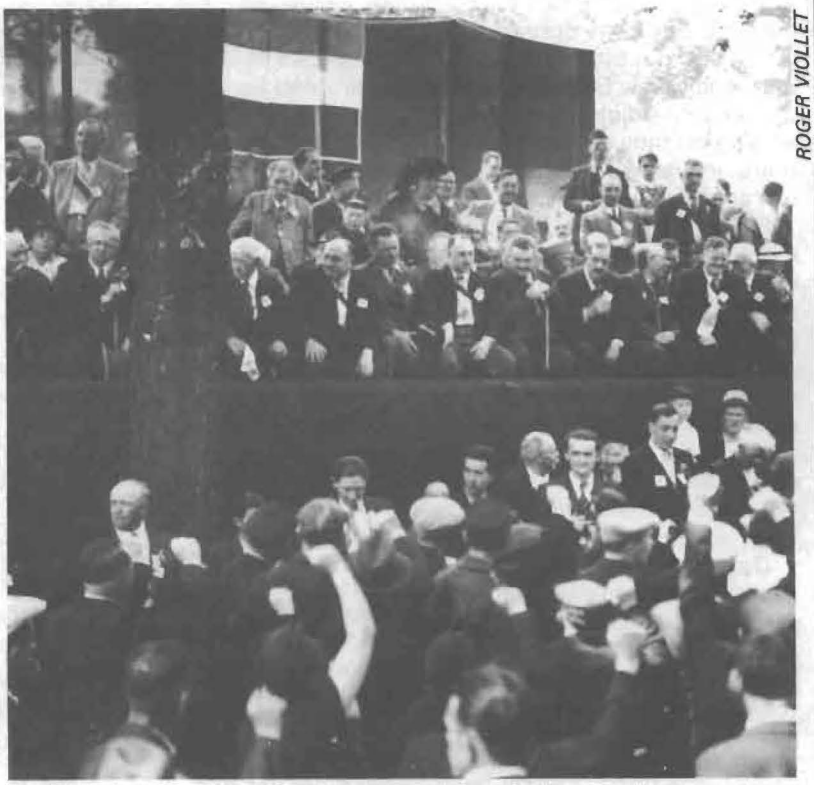
(14) La socialisation et les socialisations, le Populaire, juillet 1935. In : L'œuvre de L. Blum, 1934-37, p. 204.

(15) Les nationalisations et la crise, le Populaire, avril 1935. In : L'œuvre de L. Blum, 1934-37, p. 218.

(16) Programme du PCF pour les élections législatives d'avril-mai 1936. In : Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, Nicole Racine et Louis Bodin, textes et documents de sciences sociales, A. Colin, Paris, 1972, pp 237-240.

terme de l'alternative sont possibles. Ce qui est nouveau, c'est l'adoption explicite d'un système d'économie mixte et d'économie dirigée : « *Eviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* », « *organisation rationnelle de l'économie* », « *plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de (la) production* » — « *retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisée... des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques* » — « *participation des travailleurs à la direction de l'économie...* ».

Les thèses planistes triomphent;elles seront mises en œuvre après la Libération. A partir de 1948, avec la troisième force, elles sont abandonnées, mais le courant socialiste qui ne cesse de lutter pour l'unité et le renouveau de la gauche, en marge du PC et de la SFIO, leur reste fidèle, et la référence au programme de la Résistance est constante. Les principaux axes du programme de gouvernement du Parti socialiste et du Programme commun de gouvernement sont, déjà en germe dans les textes adoptés à l'issue des journées d'études nationales de la Nouvelle Gauche en décembre 1954 (en matière économique : participation des travailleurs à la gestion, planification démocratique, préparation de l'extension des nationalisations aux activités ayant le caractère de services publics ou de monopoles de fait, dans une perspective d'abolition de la propriété privée des moyens de production, d'échanges et de crédit « partout où elle s'oppose aux intérêts de la collectivité »). En fait, la Nouvelle Gauche voit s'affronter en son sein deux courants. Les uns, minoritaires, veulent l'arrimer au Parti communiste dont ils sont proches, et dont ils craignent surtout la concurrence; ils souhaitent donc limiter son audience aux classes moyennes, refusant d'envisager des perspectives socialistes. Les autres, au contraire, qui sont majoritaires, affirment avec Gilles Martinet que « *la Nouvelle Gauche ne sera pas le parti des petits propriétaires* »,c'est-à-dire un parti satellite, et ils refusent de renoncer à une éventuelle extension des nationalisations, comme le leur demande François Billoux (17).


ROGER VIOLLET

Le Front populaire : Les communistes étaient à l'époque hostiles aux nationalisations.

Pendant la guerre froide, le PCF axe sa politique sur la défense des intérêts stratégiques de l'Union soviétique et ne considère pas que le socialisme soit à l'ordre du jour. Les alliances qu'il recherche sont anti-impérialistes, et non pas anti-capitalistes. Il est donc hostile à l'élargissement des nationalisations.

Au contraire, les divers courants socialistes de gauche ou chrétiens de gauche qui refusent l'alignement atlantique de la SFIO, et qui tentent d'échapper au dilemme Washington-Moscou, essaient également de promouvoir une troisième voie entre le « *capitalisme libéral de style américain* » et « *le socialisme autoritaire de style soviétique* » (Gilles Martinet). Ils sont néanmoins accaparés par la lutte anti-colonialiste (notamment la lutte contre la guerre d'Indochine, puis la guerre d'Algérie).

C'est donc surtout à partir de 1960 que le débat sur les voies de passage du socialisme est approfondi. Le PSU et les clubs multiplieront les débats et les propositions. Dès 1962, le Colloque sur la planification démocratique aboutit à des conclusions précises, et lance la formule : « *Une législature, un gouvernement, un plan* ». La rencontre socialiste de Grenoble en 1966 poursuit et élargit la discussion : une contro-

(17) France-Observateur, 24.3.55, 6/7.

verse sur les nationalisations oppose Gilles Martinet à Michel Rocard. Pour le premier, si le marché encore appelé à jouer un rôle dans une économie socialiste, contrairement à ce que prévoyaient Marx et Engels, ce rôle doit être secondaire, et il n'est pas possible de réaliser une civilisation socialiste « *tant que prédominent les forces de l'appropriation privée, tant que prédomine le système capitaliste* ». Pour le second, le secteur public étant déjà très important, l'Etat disposant déjà de moyens considérables d'intervention économique, et la visée à long terme du socialisme étant la transformation interne de la gestion des entreprises, il n'est pas nécessaire d'étendre très largement le champ des nationalisations.

Le Programme commun : Nombre de ses thèmes ont été introduits dans les années 1960

Jusqu'en 1968, le PSU œuvre pour l'unité et le renouveau de la gauche. Pour lui, les deux termes sont inséparables. La gauche doit se réunir autour d'un programme commun de gouvernement. Après Mai 68, la notion de programme de transition sera rejetée, mais auparavant, le PSU aura été le parti du programme. A l'inverse, la CIR, qui œuvre aussi depuis 1964 pour l'unité et le renouveau de la gauche, met en avant les réformes de structure et le passage au socialisme. Le programme qu'il présente pour les élections législatives de mars 1967 préfigure exactement le Programme commun (18). Il suffit de le reprendre pour s'en convaincre. A la même époque, le programme de la FGDS est nettement en retrait. Mais il a été influencé par les colloques démocratiques et les colloques socialistes. La SFIO doit tenir compte des clubs. En outre, les accords électoraux conclus entre PC, FGDS et PSU s'accompagnent désormais d'accords qui demeurent limités mais ne sont pas négligeables, sur le programme. Les choses ont donc progressé depuis les options de la campagne présidentielle de 1965.

Mais comparons d'une manière plus précise ce que disait le programme du PSU de 1967 et ce qu'en retiendra le Programme commun de 1972 :

LES NATIONALISATIONS

Il faut que « *le système de la propriété capitaliste soit ou aboli ou corrigé* » (programme du PSU de 1967).

« *Le passage du secteur privé au secteur public des pôles dominants de la production et la mise en place de structures démocratiques de gestion que ce passage permet commanderont la transformation effective de la société et ouvriront la voie au socialisme... Pour briser la domination du grand capital... le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants et des instruments financiers... Dès le début de la législature, un seuil minimum de nationalisations sera franchi* » (Programme commun du gouvernement).

Le programme du PSU de 1967 propose la nationalisation prioritaire des grandes banques, de l'armement, de la sidérurgie, du pétrole, de l'industrie atomique, des chantiers navals, des transports aériens, des grands laboratoires pharmaceutiques, de la chimie. A la même date, le PCF demande les mêmes nationalisations, ainsi que celle des mines de fer et de l'automobile.

Le Programme commun prévoit la nationalisation immédiate de la totalité des banques d'affaires et de dépôts, de l'armement, des industries spatiales et aéronautiques, de l'industrie atomique, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie chimique et la prise de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires dans la sidérurgie et le pétrole.

A la vérité, comme le suggérait dès 1966 à la Rencontre socialiste de Grenoble Gilles Martinet, le programme commun ne prévoit pas la nationalisation de secteurs entiers, mais de firmes dominantes dans certains secteurs.

L'EDUCATION

Le programme du PSU de 1967 demande la création d'un Service national de l'Education, géré par des conseils tripartites (pouvoirs publics centraux ou locaux, parents ou étudiants, enseignants) et impliquant l'intégration des établissements et des maîtres qualifiés de l'enseignement privé, dans le respect des diverses familles spirituelles. Le Programme commun prévoit aussi un service public unique et laïc de l'Education nationale, également géré par des conseils tripartites, mais on parle de nationaliser les établissements privés au lieu de les intégrer, et les écclésiastiques sont exclus du bénéfice des mesures d'intégration des personnels.

Au demeurant, le Programme commun se situe, comme le programme du PSU, dans la tradition culturelle de gauche. L'esprit de Mai 68 (on peut le qualifier différemment selon les jugements personnels, peu importe) en est absent.

LA SANTE

Le programme du PSU rejette à la fois la médecine libérale et la médecine sociale. Il reconnait le libre choix du médecin par le malade. Il prévoit d'encourager les formules d'exercice de groupe de la médecine. Le Pro-

(18) Tribune socialiste, No 311, 19/1/67, « Spécial programme ».

gramme commun avance des propositions analogues.

On pourrait continuer les comparaisons. Bien sûr, il y a quelques points de divergences : par exemple, le PSU (qui a peu d'élus) préconise le regroupement des communes que ne retient pas le Programme commun.

Cela dit, les thèmes mis en avant par le PSU ne sont pas son apanage ; ils traversent les frontières des partis, ils ont été élaborés dans de multiples rencontres où se sont retrouvés tous les éléments du courant de renouveau socialiste.

De son côté, le Parti communiste français s'est rallié à l'idée d'un programme de transition, suivant, mais avec retard, le Parti communise italien. Pendant des années, Pierre Le Brun s'était vainement battu au sein de la CGT pour l'adoption d'un programme constructif, d'un plan qui ne soit pas seulement un catalogue de revendications immédiates. Le *« Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire »*, publié en 1971 par le PCF considère les nationalisations comme un instrument au service d'une planification démocratique : *« La nationalisation des grandes entreprises monopolistes et des instruments du financement, le contrôle exercé par les travailleurs dans le secteur privé, les transformations démocratiques de l'appareil d'Etat, seront les moyens* (du) *premier Plan qui ouvrira ainsi la voie à une maîtrise véritable du développement de la société par les travailleurs* (19).

La démocratie avancée qui rend possible le Programme commun selon le PCF, constitue *« une forme de transition vers le socialisme »* (20).

(19) Changer de cap, Ed. Sociales, Paris, 1971, pp. 151/160.
(20) Préface du Programme commun de gouvernement, Ed. Sociales, Paris, 1972, p. 39.

Cette démocratie avancée est *« à la fois une étape nécessaire et la forme possible de la transition vers le socialisme en France »* (20).

Le Programme commun ne vise pas à *« améliorer le fonctionnement du système existant »*, mais à *« à réaliser des transformations profondes dans les structures... du pays »* sans pour autant constituer un achèvement (21). C'est un écho à François Mitterrand qui présentait le programme de gouvernement du Parti socialiste comme *« une étape* (pour une législature de cinq ans) *sur la route du socialisme »* (22).

Il ne s'agit donc plus, comme à l'époque du Front populaire ou de la Résistance de lutter contre le fascisme, mais de construire le socialisme, sous réserve de l'approbation de cette première étape par le suffrage universel.

Aux Assises du socialisme en 1974, Louis Mermaz a déclaré qu'elles étaient l'aboutissement d'une longue marche commencée en 1958. Le Programme commun est lui-même le résultat d'un courant de renouveau qui prend sa source dans l'entre-deux-guerres.

A la veille de Mai 68, le contenu du Programme commun et la stratégie qui l'inspire (le passage au socialisme par étapes) constituent un « fonds commun ». Mai 68 remettra en cause la perspective gradualiste et la démarche planiste (23). Mais finalement elles l'emporteront en 1972. C'est pourquoi l'ultra-gauche, héritière de la tradition maximaliste, le critiquera autant que la droite.

Il reste maintenant à dépasser dans les faits l'antagonisme classique entre réforme et révolution, entre motions de congrès et actes de gouvernement.

Jean-François KESLER

(20) L'Humanité, 4 septembre 1975, p. 1.
(21) XXIIe Congrès, l'Humanité, 5/2/1976, p. 9.
(22) Changer la vie, Ed. Flammarion, Paris, 1972, p. 14.
(23) Voir Gilles Martinet, L'avenir depuis 20 ans, Ed. Stock, Paris, 1974.



H.-ROGER VIOLLET

Conseil National de la SFIO en 1935. Comment dépasser l'antagonisme classique entre Réforme et Révolution ?



FOTOLIB

Derrière la distorsion
soigneusement entretenue entre
pratique et théorie politique
se cache une lutte constante
pour la préservation
du pouvoir des intellectuels.
Ceux-ci pourtant peuvent aider
à l'émergence d'une nouvelle culture politique
dans la mesure où ils accepteront
d'abandonner leur rôle
de censeurs ou d'oracles.

RECHERCHES ET DEBATS

Une nouvelle pratique intellectuelle

L'autogestion est impensable si de nouveaux rapports entre la théorie et la pratique ne sont pas définis, si la division entre militants et intellectuels continue de se perpétuer. L'émergence d'une nouvelle culture politique est inséparable d'une nouvelle pratique intellectuelle.

Il s'agit d'abord de permettre une plus grande autonomie et une plus grande liberté des acteurs sociaux. Or, que constatons-nous aujourd'hui? Un grand nombre de militants sont véritablement dépossédés de leur pratique par la « théorie » qui édicte ses normes et produit ses interdits, distribue les bons points et les mauvais points. Ce qu'il faut faire et qu'il ne faut pas faire, ce qui est bon et ce qui est mauvais, ce qui est révolutionnaire et ce qui est réformiste : tout est déjà inscrit dans le Grand Livre, fixé d'avance. La pratique est enfermée, corsetée par les oracles de la théorie; au point qu'elle finit parfois par avoir peur d'elle-même. Le travail théorique sert en effet plus souvent à juger la pratique qu'à la féconder. En France, plus qu'ailleurs peut-être, le débat sur la pratique est occulté, déformé,

Au fond, la pratique est toujours un peu honteuse...

canalisé, par tout un système d'interdits idéologiques. Il suffit de faire planer le spectre du réformisme ou de la récupération pour stériliser l'action. Le combat avec la réalité est en effet toujours plus aléatoire et plus modeste que les certitudes abstraites de l'idéologie. Les actions novatrices doivent ainsi se dissimuler, se déguiser, comme pour se disculper. Prenons un exemple. Lorsque les travailleurs de Lip ont mené la lutte en appliquant le principe « on fabrique, on vend, on se paie », ils n'ont pas pu véritablement traduire dans le langage politique admis le sens de leur pratique. Alors qu'ils fabriquaient une forme d'autogestion, ils ont parlé d'auto-défense; car il n'aurait pas été conforme à la théorie qu'une lutte puisse constituer une expérience d'autogestion.

Au fond, la pratique est toujours un peu honteuse et suspecte. Vieille tradition du mouvement ouvrier français qui fait de l'orthodoxie théorique la clef de toutes choses : on ne parle pas des balbutiements de l'action difficile alors que la doctrine apparaît si pure et si lumineuse. « Edouard, tu es un âne, on ne dit pas ces choses, on les pratique », s'entendait déjà dire à la fin du siècle dernier Bernstein auquel le mouvement ouvrier allemand n'a pas pardonné d'avoir osé parler de ce qui doit rester caché. Malheur à ceux qui prétendent briser le double langage de la théorie et de la pratique pour faire éclater le mensonge ou l'imposture. De Bernstein à Trotski, de Sorel à Castoriadis, ils ont toujours été rejetés, exclus, accusés.

Il s'agit aujourd'hui de libérer la pratique des entraves du dogme. Tâche difficile et coûteuse. Car les intellectuels idéologues sont des gardiens d'autant plus vigilants de l'orthodoxie qu'ils en détiennent l'essentiel du pouvoir. Les « idéocrates » ont conquis dans les partis de gauche des positions souvent plus puissantes que celles des technocrates. Dans une société où la théorie a jusqu'au prestige du nonsens, l'idéologie est en effet devenue une source essentielle de pouvoir et les débats sur le marxisme ne sont souvent que la face visible d'une sourde lutte pour le pouvoir. « L'idolâtrie des mots joue un grand rôle dans l'histoire de toutes les idéologies, disait Sorel; la conservation d'un langage marxiste par des gens devenus complètement étrangers à la pensée de Marx constitue un grand malheur pour le socialisme » (Réflexions sur la violence, p. 65). D'un autre côté, la puissance d'intimidation de l'intelligentsia critique à la mode pèse également d'un poids non négligeable sur les militants. Il n'y a qu'à voir la capacité de démobilisation qu'ont eu les écrits de Bourdieu dans les milieux enseignants ou ceux de Foucault dans les milieux des travailleurs sociaux ou médicaux.

Mais ce n'est pas seulement parce qu'elles dominent la pratique que ces deux modes d'existence du travail intellectuel doivent être dépassés et combattus. Bien que ce soit déjà une raison suffisante. Non, c'est également parce qu'ils contribuent à égarer cette pratique.

En effet, dans les deux cas, le sujet toujours absent de la théorie, c'est la société concrète. L'intellectuel idéologue et l'intellectuel critique reconstruisent toujours une société imaginaire en ne produisant que des pensées de la reproduction et de la totalité. La société bourgeoise est toujours analysée comme une société cohérente, totalisante, où tout est impeccablement articulé. Ce sont paradoxalement des pensées de la perfection du capitalisme. En ce sens, ce sont indissociablement des pensées de la démission et des pensées de la révolution magique. Elles théorisent l'impuissance à faire bouger le système autrement que dans une reconstruction globale dont les conditions

apparaissent suffisamment aléatoires à beaucoup pour qu'ils se contentent de justifier leur inaction.

Un sain retour à Marx s'impose sur ce point. La critique de la société doit permettre la mobilisation ; elle doit permettre de transformer le monde et pas seulement de l'expliquer. Mais pour celà, c'est du monde réel qu'il faut parler. Et comment le faire sans redonner à la pratique et à l'expérience tous leurs droits ?

Ce n'est que dans cette mesure qu'il sera possible de dépasser les pensées de la répétition et de la démission qui stérilisent la pratique en l'enfermant dans le culte du passé ou dans l'absence de toute vision de l'avenir. Les pensées de la répétition n'envisagent l'avenir que comme une sorte de souvenir. Souvenir de ce qui a été ou de ce qui aurait pu être. Ce qui a été : la Commune de 1871, octobre 1917, etc. Ce qui aurait pu être : le mouvement conseilliste de 1917-1920, le printemps tchèque, le Chili, le Portugal, etc. Nous vivons la fin des modèles géographiques. Le socialisme est devenu un mot sans visage. Les pays qui s'en réclament officiellement constituent dorénavant plus un repoussoir qu'une référence. Après la mort de Mao, la Chine a définitivement cessé de faire illusion. Avec elle, c'est le dernier bastion dont l'attirance était à la mesure de la méconnaissance, qui s'effondre. Nous savons maintenant que le socialisme n'existe nulle part. Il est partout à inventer et on ne saurait se contenter de la version française de ce qui existerait déjà ailleurs de façon limitée ou tronquée. Cette perte des assurances géographiques ne peut pas être compensée par des nostalgies de l'histoire. Le socialisme n'est pas un souvenir à réactiver ; comme si tout avait déjà été dit et entrepris. Il ne suffit pas de relire Marx pour voir l'obscurité se lever et le ciel s'éclairer. Il n'y a pas de trésor enfoui qu'il faudrait déterrer pour le débarrasser de sa



On ne parle pas des balbutiements de l'action difficile

gangue d'impuretés et de trahisons. C'est d'ailleurs pourquoi nous voyons parallèlement émerger de nouvelles pensées de la démission et du découragement appuyées sur une sorte d'esthétisme hédoniste.

Depuis près de dix ans, s'est constituée une sorte de culture du désenchantement et du déclas-

TÉLÉCINÉ

219

juin 1977

Sommaire

Dossier :
les émissions religieuses à la TV.

•

Comment la communication religieuse peut-elle s'exprimer par le langage télévisé ?

•

Les grands prêtres de l'information : le « cirque » de Roger Gicquel.

Images : le timbre, affranchir ou asservir ?

•

Les films du mois à la TV.

•

Les films nouveaux.

... faire l'apprentissage d'un réalisme obstiné, ruser avec la nécessité.

sement qui n'est pas sans rappeler les traits essentiels du romantisme au XIXe siècle.

En effet, qu'est-ce que le romantisme sinon la culture de tous les révoltés qui pressentirent la révolution et y participèrent, et durent ensuite affronter la tâche de survivre à la fragmentation de leurs espoirs au moment où la promesse d'égalité et de fraternité accouche de l'impérialisme napoléonien ? « Les espoirs froids pullulent comme des vers dans notre vivante argile », écrivait alors Shelley. Culture du désenchantement, le romantisme tentera de définir les conditions de la survie aux « profonds désastres » du début du siècle. Rendez-vous déjà manqué ! Ce sera le refus de la séparation entre le culturel, le politique et le psychologique, la tentative de réduire la distance entre le privé (le bonheur) et le public (le politique). Attitude qui ne fut pas sans grandeur dans son courageux désespoir. Poètes et intellectuels critiques, les romantiques ne furent pas sans clairvoyance dans leur défiance de la militarisation industrielle. L'aspiration à l'unité leur fit en effet obstinément poser la question décisive de savoir ce que l'histoire coûte aux hommes. Ils préparèrent ainsi en quelque sorte le terrain aux socialistes utopiques et à Marx lui-même. Car toute nouvelle esthétique est le signe avant-coureur de changements en termes de culture politique.

Avec les « nouveaux philosophes » d'aujourd'hui, c'est à la résurgence de ce mouvement que nous assistons. On peut dire d'eux ce que Marx disait de la religion : leur démission est pour une part l'expression d'une détresse réelle et, pour une autre part, la protestation contre cette détresse.

Il nous faut aujourd'hui aller plus loin et penser, au-delà des nombreuses désillusions, la transformation sociale. Mais nous n'attendons plus d'oracles et de certitudes.

C'est du seul labeur de l'expérience que nous attendons les éléments capables de dégauchir notre intelligence et de penser notre avenir. Comme le dit le poète, « notre héritage n'est précédé d'aucun testament » (René Char). Il nous faut apprendre à penser à la fois librement et positivement, faire l'apprentissage d'un réalisme obstiné, ruser avec la nécessité.

C'est la seule façon de combler le fossé, institution gigantesque qui sépare la pensée des idéologues et des intellectuels raffinés à la pointe de la mode d'un conformisme militant généralisé. Et c'est dans l'institution de cette coupure que s'origine l'organisation du malentendu dramatique entre la théorie et la pratique. Comme le note justement Paul Thibaud, « on n'en sortira qu'en remplaçant dans toutes les catégories de l'intelligentsia le goût de la référence définitive par celui de l'interrogation réaliste. Ainsi la pratique pourrait cesser d'être muette et la théorie devenir modeste ».

C'est à cette condition que les militants cesseront d'être intimidés et complexés par des oracles qui s'érigent abusivement en théories « objectives » ou « révolutionnaires ».

Pour libérer la pratique des vieilles représentations, il faut apprendre à penser librement. Etre à la fois iconoclaste et modeste, pour ne pas perdre dans l'arrogance des refus et des rejets le bénéfice d'une pensée libre. Une nouvelle pratique intellectuelle n'a en effet de sens que si elle redonne à tous et à chacun le courage d'entreprendre dans l'indifférence aux avertissements des docteurs de la loi. Si les intellectuels ont encore une raison d'être, celà ne peut être que celle-là.

Ni intellectuels organiques, ni censeurs, ils doivent être de la race des guetteurs et des curieux.

Pierre ROSANVALLON



Une distance entre l'image qui subsiste de ce que devraient être les cadres et la réalité vécue par nombre d'entre eux.

Un modèle « à l'américaine », la restructuration des grandes écoles, et parallèlement, une spécialisation de plus en plus poussée des tâches : le cadre français a vécu de l'illusion d'avoir un rôle dans la société capitaliste. Pierre Vanlerenberghe explique ici ce que devra être un projet socialiste capable de les associer pleinement à la vie économique et sociale du pays.

Proposer un projet aux ingénieurs et cadres

Le rôle joué par les ingénieurs et cadres n'est pas immuable. Il a déjà beaucoup changé depuis les débuts du capitalisme. Mais à chaque période de son développement, la classe dirigeante a offert aux cadres un « projet » révélateur de ce qu'elle attendait d'eux, même si la réalité ne correspondait pas exactement à l'offre faite.

Aujourd'hui, c'est la distance réelle, concrète qui existe entre l'image qui subsiste de ce que devraient être les cadres, et la réalité vécue par bon nombre d'entre eux, qui explique pour partie, sinon le glissement des cadres vers la gauche, du moins leur interrogation devant le changement social.

Au début du capitalisme, et ceci jusque dans la période des années 30, le cadre s'est identifié au chef d'entreprise. C'était, en effet, celui-ci qui apportait le capital, la capacité d'innovation technique, le dynamisme qui permettaient à l'entreprise de se développer. L'ingénieur participait aux décisions ; il était l'auxiliaire précieux du patronat ou son fondé de pouvoir. L'avenir du cadre était globalement lié à celui du patronat.

Au sortir de la dernière guerre mondiale, et jusqu'en fin des années 1950, le redressement de l'économie, puis le développement de l'industrie ont nécessité un apport important de techniciens.

Hier, auxiliaires privilégiés des directions d'entreprises...



Devant le développement de cette catégorie de salariés, et pour maintenir son homogénéité, la bourgeoisie était obligée de leur proposer un projet : ce fut celui du pari technique.

Dans les années 60, la sortie d'une économie de pénurie, l'ouverture progressive au marché international, ont contribué à développer la couche d'ingénieurs et cadres, tout en la diversifiant. Il était nécessaire alors, pour la classe dirigeante et afin de répondre aux problèmes économiques, mais également d'éviter la désagrégation de cette couche, d'offrir un nouveau projet qui apparaisse comme l'image idéale du cadre. Ce fut l'époque du pari de la gestion. On se souvient de l'énorme effort fait par certains media spécialisés pour faire passer l'idée de la priorité de l'efficacité économique, d'un management moderne aux allures américaines, etc. On se rappelle également la restructuration des grandes écoles, et la montée progressive des écoles de gestion (HEC, ou discipline de Harvard...). L'adaptation de bon nombre de cadres ne s'est pas passée sans douleur. Bon nombre d'entre eux n'ont pas fait le virage. Leur « malaise » actuel y trouve une de ses origines, car il a sonné le début de la parcellisation de leurs tâches.

La période actuelle, celle qui a démarré vers 68-70, a été caractérisée par l'apparition successive d'une crise sociale et d'une crise économique. Les cadres ont vu tour à tour leur rôle traditionnel d'« encadrement », remis en cause notamment par le développement des luttes sociales sur les conditions de travail ; le chômage s'est développé à tel point qu'ils sont aujourd'hui également touchés que les autres catégories de salariés ; la parcellisation des tâches et l'hyperspécialisation s'est accentuée : on peut parler aujourd'hui de taylorisation de leur travail.

Face à cette situation, la classe dominante est incapable, aujourd'hui, de leur offrir un projet mobilisateur. Le patronat, qui, préparant ses assises d'octobre, entend y associer les cadres, est inquiet devant la distance qui existe entre le « top-management » et la masse des cadres, toutes fonctions confondues.

Le seul projet qui leur a été proposé est celui de Christian Beullac qui, un jour de conseil des ministres de janvier 77, leur a pratiquement demandé, en tant que « intermédiaires », d'être le « facteur important de l'équilibre social du pays ». On saisit immédiatement le caractère conservateur de la proposition.

Dans leur ensemble, les cadres ne suivent pas cette proposition. Bien sûr, une partie est encore encline au conservatisme, apeurée qu'elle est devant les mutations économiques et politiques qui s'imposent. Mais globalement, les cadres sont d'autant plus disponibles que passer de la représentation qu'ils avaient d'eux-mêmes d'être des acteurs du changement à une représentation conservatrice, ne peut les satisfaire.

Le problème est de savoir vers quoi ils veulent tendre, sur quoi ils peuvent se mobiliser. Et là, les possibilités sont nombreuses.

Aujourd'hui, plus que jamais

c'est en fonction du projet qui leur sera présenté que, la masse des cadres, « attentiste », se déterminera pour ou contre la transformation de la société. C'est, surtout en fonction des propositions concrètes de transformation où ils auront un rôle à jouer, qu'ils participeront sans arrière-pensée au changement.

On ne saurait, en effet, se suffir de la reconversion à gauche, parfois rapide, et certainement sincère des cadres dirigeants, ou de hauts fonctionnaires — et qui peut porter en germe des risques de technocratie ou de bureaucratie.

Ce qui est l'essentiel, pour la gauche, c'est de gagner la masse des cadres moyens, qui hésitent encore, ceux des entreprises notamment, car c'est là que va se jouer la possibilité ou non d'avancer rapidement vers le socialisme autogestionnaire.

Pour ce faire, il est nécessaire que l'ensemble du mouvement autogestionnaire ait un discours clair et lucide. La compétence et la cohérence économique ne sauraient suffire pour les convaincre (bien que ce soit à leurs yeux important), pas plus que la seule prise en charge de leurs problèmes catégoriels immédiats tous azimuts.

Les cadres demandent qu'on leur dise clairement quel sera leur place et leur rôle demain dans l'entreprise, à défaut de le discerner dans la société.

La chance pour la gauche socialiste tient justement à l'interrogation qu'ils développent sur leur rôle actuel, voire à leur réaction face à la décomposition effective de ce rôle.

L'interrogation ? elle provient de diverses origines. Bien sûr, les luttes sociales internes à l'entreprise qui se sont développées sur le terrain de l'organisation du travail, ont accéléré le mouvement. Mais également, les luttes qui se sont développées sur le terrain du cadre de vie, de l'écologie, de la santé et qui ont amené pêle-mêle chercheurs scientifiques, architectes, pharmaciens, visiteurs médicaux, agents de bureaux d'études, à s'interroger sur le sens de leur travail. Ainsi les prises de position des cadres CFDT du CEA, à propos du développement du nucléaire en France, est le fruit de la conjonction d'une reflexion technique sur les risques des projets adoptés, d'une interpellation extérieure sur le type de développement et de la réaction ouvrière contre les conditions de travail engendrées par des usines du type de la Hague.

Enfin, cette interrogation provient de la nature de la crise économique actuelle. Habitués à l'idéologie de la croissance pour la croissance, les cadres se sont trouvés désarçonnés devant les difficultés actuelles. Même si la plupart n'ont pas poussé l'analyse jusqu'au bout, en mettant en cause le type de développement capitaliste, ils ont commencé à contester les décisions apparemment incohérentes des directions d'entreprise, et à s'inquiéter du type de restructuration économique sur lequel ils n'ont aucune prise.

La décomposition de leur rôle ? Un récent rassemblement de militants cadres de la CFDT les 3 et 4 juin derniers à Paris, à permis de l'approfondir. Ce n'est pas le lieu ici d'apporter toute la richesse de cette analyse, notons-en seulement les conclusions : « Hier auxiliaires privilégiés des directions d'entreprises, les ingénieurs et cadres sont devenus aujourd'hui, pour la plupart, des agents d'exécution hautement qualifiés.

Certes, leur activité professionnelle exige encore d'eux des capacités d'initiatives, un certain degré d'autonomie, et leur donne des prérogatives sur le travail des autres salariés, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail...

... Au nom de la complexité de la gestion, les dirigeants tentent en effet d'éviter que les cadres ne puissent appréhender l'ensemble de la politique suivie, ce qui leur permettrait de remettre en cause éventuellement la toute-puissance patronale...

... Aujourd'hui encore au nom de la nécessaire compétitivité, l'organisation de la plupart des structures des entreprises est basée sur :

le développement de nouvelles méthodes de gestion permettant de contrôler le travail de tous les salariés, y compris celui des cadres ;

la division du travail en de multiples fonctions ou tâches, séparées les unes des autres, cloisonnées en des rôles apparemment objectifs, mais en fait concrétisant la volonté de diviser pour régner.

Car la multiplicité de la fonction cadre, ne permet plus à la classe dirigeante de s'assurer la fidélité absolue de ceux-ci, d'où l'obligation de les contrôler par tous les moyens, ce qui aggrave de fait les tendances bureaucratiques du système. »

C'est la réaction à cette forme de « taylorisation » qu'il s'agit d'orienter positivement. Discuter avec les cadres, produire avec eux le nouveau rôle qu'ils auront à assumer demain dans la transformation sociale, voilà ce que devrait être notre ambition.

Cela est possible pour les raisons que nous avons déjà indiquées. Mais cela ne peut se faire indépendamment du combat pour la conquête des pouvoirs par les salariés et une redistribution des pouvoirs. Car les cadres interviennent toujours à des titres divers sur le travail des autres travailleurs ? directement, s'ils sont gestionnaires de la production ; indirectement s'ils interviennent sur la technologie. Prendre en charge leurs conditions de vie au travail, leurs problèmes professionnels ne peut être fait sans prendre en charge l'ensemble

... s'interroger sur l'utilité sociale du produit, sur l'organisation de la production, et les conséquences qu'elle a sur les conditions de travail des ouvriers.

des conditions de travail des travailleurs.

Ainsi les revendications d'autonomie professionnelle, d'accès à une culture polyvalente appropriée aujourd'hui par le top-management, et qui, apparaissent chez les cadres, ne peuvent être traitées hors d'un effort de diffusion des responsabilités, des possibilités d'initiatives pour tous les travailleurs. Le projet autogestionnaire prend ici tout son sens et est la réponse à leurs interrogations.

Mais pour qu'ils le prennent en charge, il faut encore que la démarche autogestionnaire se concrétise en une fonction qu'ils auront à assumer dans la période de transition.

La CFDT, leur propose un projet qu'elle résume dans le slogan suivant :

« Le temps est venu pour les ingénieurs et cadres de dépasser la seule innovation sociale. Devant les déviations et les impasses de la société industrielle et de la production à tout prix, il devient urgent qu'ils mettent leurs capacités techniques et scientifiques au service du progrès social et d'une ré-invention des rapports sociaux. »

Plus concrètement, ceci veut dire pour les chercheurs scientifiques qui se préoccupent déjà de ce que devient leur travail, qu'ils doivent s'interroger sur l'utilité sociale des produits et les conditions de passage du mode artisanal du travail en laboratoire au mode de production de masse, avec ses conséquences sur l'organisation et les conditions de travail des ouvriers.

Ceci veut dire que pour les ingénieurs de production, un effort est à faire par eux pour qu'ils privilégient le second terme du conflit traditionnel dans lequel ils sont « coincés » : rentabilité-productivité et amélioration des conditions de travail.

Ceci veut dire que pour les « experts » en tous genres, qu'ils soient de bureaux d'études ou de cabinets conseils extérieurs à l'entreprise, qu'ils recherchent les conditions d'un débat préalable avec ceux qui auront à « subir » leurs technologies ou les décisions consécutives à leurs-études.

Ces orientations supposent deux orientations indissociables :
— la proposition d'un projet politique qui vise le développement d'une économie « contractuelle », dans le cadre d'une planification démocratique, rendant possible une large décentralisation non seulement de l'économie, mais également de l'ensemble de la société ; ce qui devrait par la clarification du système de décision, convaincre les cadres ;
— la proposition d'une action syndicale concrète qui puisse permettre l'action d'un grand nombre de cadres autour du projet annoncé ci-dessus. Cette action doit viser à ce que l'ensemble des salariés puissent maîtriser l'information, puis la traiter, ce qui exige un développement de droits d'expression individuels et collectifs, pouvant aller jusqu'à la clause de conscience, lorsqu'on exige des cadres, la réalisation d'un projet technologique qui leur apparaît ne pas répondre aux normes de sécurité. Elle doit tendre dès aujourd'hui à dessiner une première étape dans le changement de la division du travail, par une action volontaire pour réduire les cloisonnements entre fonctions dans les entreprises. La réappropriation progressive par les unités de travail de base des différents savoirs qui se sont émiettés en fonctions distinctes dans et hors de l'entreprise, suppose d'abord le développement des échanges inter-fonctions, inter-disciplinaires et la mise sur pied d'une mobilité fonctionnelle des cadres.

Ainsi, les cadres participeront consciemment à l'action de transformation.

Pierre VANLERENBERGHE
Secrétaire général de l'U.C.C. - C.F.D.T.



L'une de nos lectrices,
professeur de Lettres, nous a envoyé
cet article qui s'interroge sur l'utilisation de
la linguistique en littérature.

Un nouvel académisme?

On n'apprendra rien à personne en rappelant le profond désarroi qu'éprouvent beaucoup de professeurs de lettres, même s'ils viennent d'horizons politiques opposés et envisagent de façon différente le rôle et la place de la littérature dans l'Université.

A droite, bien sûr, on insistera davantage sur la diminution du prestige de l'enseignant et la baisse du niveau des enseignés, mais cette baisse, incontestable, n'est pas contestée par tous ceux qui tentent de définir la situation de la littérature et de son enseignement dans la future société socialiste. Ces derniers ne manquent pas de souligner, par exemple, que les lycéens de mai 68 avaient pour la plupart, une maturité, une culture littéraire et politique que l'on cherche en vain chez leurs successeurs; la contestation est devenu folklorique dans les universités et les lycées où elle s'arrête souvent à la porte du cours de mathématiques.

Plus profondément se pose ainsi la question de la finalité de l'enseignement de la littérature. Celle-ci peut-elle être enseignée? à qui? et quelle littérature? La nécessité d'une réponse cohérente devient urgente; y répondre, c'est traiter en même-temps de l'existence de la littérature elle-même. L'enjeu est donc grave, mérite plus d'attention qu'un simple problème de pédagogie, d'organisation de l'Université. Or, il semble bien que l'un des dangers qui guettent la critique

Depuis 1850, l'université bourgeoise est devenue le gendarme de la littérature.

et l'enseignement universitaires en ce moment soit la tentation qui a toujours existé mais sous d'autres formes, de mettre en fiches, d'institutionnaliser, d'entériner ou de dégrader en idéologie ce qui est recherche, hypothèse de travail, découverte enrichissante parce que multiple.

Les écrivains, au cours des siècles, ont été rarement des universitaires, mais depuis 1850 environ, l'Université bourgeoise est devenue le gendarme de la littérature, s'arrogeant le droit d'expliquer aux créateurs de quelle manière ils devaient travailler ; or — et c'est très grave, beaucoup d'universitaires, aujourd'hui, sous couvert de modernité, ont finalement la même attitude, et en viennent souvent à mettre la littérature en question, à partir du moment où elle ne correspond pas à leurs petites grilles.

Pour qui l'ignorerait, rappelons brièvement qu'une forme d'enseignement de la littérature s'est écroulée durant les vingt dernières années, et cela n'est nullement à regretter. Le dix-neuvième siècle, avec sa religion de l'histoire et ses bourgeois conquérants avait mis sur pieds une méthode positive dans laquelle les relations de cause à effet constituaient l'essentiel de l'explication littéraire. Cette façon de rendre compte de l'œuvre, sinon par « la race, le milieu, le moment », du moins par les détails biographiques, connut son heure de gloire avec Lanson ; faut-il rappeler comment la sélection des œuvres, des auteurs se fit au profit de l'idéologie bourgeoise dominante ? Tout comme les instituteurs de Jules Ferry, ces « hussards noirs de la République » accréditèrent l'idée que la Révolution de 89 avait été faite pour le peuple, les professeurs du Secondaire, par la faute de cette même idéologie, minimisèrent ou occultèrent l'importance du **Contrat Social**, de l'athéïsme de Diderot, de la folie de Nerval pour exalter Béranger ou Emile Augier. Même image rassurante et protectrice de l'ordre social dans la lecture qui était faite de l'antiquité. Cette critique charriant ainsi cette idéologie survit encore chez beaucoup de fossiles du secondaire ou même du supérieur qui, endormis dans le ronronnement d'une vieille rhétorique, furent réveillés en sursaut en mai 68, et, tels les Ultras, n'ont rien appris ni rien oublié.

La réaction contre cet enseignement véhiculant cette idéologie de classe, donnant une image aussi partiale de la littérature était inévitable et souhaitable. Elle se marqua d'abord par l'ouverture d'un horizon plus vaste, la mise en question des valeurs et préjugés semblant jusque là les piliers même du discours et de l'ordre social, tandis que s'opérait un retour à l'étude des genres et des techniques. Cette discipline, plus théorique, qui s'était maintenue hors de France, « Theory of Literatur », Literaturwissenschaft », revint au premier plan des études littéraires après la guerre, grâce aux travaux des formalistes russes, enfin traduits, et de la linguistique structurale, et cela, au moment où intervenait l'influence de la psychanalyse et de l'ethnologie. Cela a été fécond pour l'enseignement de la littérature, et aurait dû continuer à l'être, tout comme les « classes d'écriture » pour l'apprenti musicien. Or, en cette fin d'année 77, où en sommes-nous ? Il semble que sous prétexte de dénoncer le « Discours de l'Ecole sur les textes» (1), on ait étouffé les textes sous un nouveau discours aussi bavard, aussi porteur d'idéologie, c'est-à-dire représentant la dégradation d'idées parfaitement valables, au moment où les étudiants en lettres ne connaissent plus l'Ecole ni — et c'est évidemment d'une autre gravité — les Textes.

On est obligé, en effet, de constater la grande misère intellectuelle de beaucoup d'étudiants arrivant en faculté.

Nombre de professeurs ont changé les saints du calendrier mais conservent le même dogmatisme.



Les meilleurs élèves sont orientés vers la voie royale des sections C ou D.

Les meilleurs élèves des lycées sont orientés vers la voie royale des sections C ou D; peu de bacheliers-lettres sont de véritables littéraires; il suffit d'être examinateur au Bac série A3 ou A4, ou même A1 et 12. La forme de cet examen où il est, en français permis de tout ignorer, ou presque, pour l'écrit, et de ne connaître, pour l'oral, qu'une vingtaine de textes, préparés à l'avance, serait à revoir entièrement. Au nom du « rendement » cher à la Ve République, peu d'heures sont accordées pour les lettres, et d'une année à l'autre, les élèves sont ballotés entre les professeurs qui officient comme Lanson et ceux qui ont un peu vite changé les saints du calendrier, remplaçant Corneille et Racine par Camus et Boris Vian, mais gardant le même dogmatisme; ne parlant plus que « pratique langagière » environnement, pollution, ils veulent lutter contre ce qu'ils appellent « l'oppression des connaissances ». J'ai peur d'écraser les élèves sous mon savoir » me disait une stagiaire de Capes, qui ne savait pas grand chose. Rien d'étonnant à ce que, de casernes napoléoniennes qu'ils étaient, les lycées soient devenus des garderies au fronton desquelles on pourrait inscrire la phrase de Rimbaud : « on ne s'évade pas ». En interrogeant, l'an dernier, un candidat au Bac série A et en l'entendant expliquer le « midi le juste » du **Cimitière Marin** par « c'est la pause pour le repas », je pensais à Musset ou Nerval qui, au même âge, au sortir du collège, commencèrent à écrire. Il est peut-être un peu trop facile de dire qu'ils étaient des « héritiers ». Il semble que les analyses de Bourdieu et de Passeron (2), en leur temps si pertinentes, ne sont plus aujourd'hui aussi valables, fils d'ouvriers et fils de bourgeois étant maintenant presque aussi démunis devant la littérature. Et si les premiers sont éliminés au profit des seconds,

A vouloir créer une science de la littérature on est en train de la transformer en une annexe de la linguistique.

c'est parce qu'ils n'ont pas la même faculté d'adaptation aux mots de la tribu, aux nouveaux jeux de société de l'Université, aux pratiques que ces pages voudraient dénoncer. De toute façon, les bacheliers littéraires, il faut qu'on le sache, ne pourront pas écrire ou même lire les œuvres à venir, faute d'avoir su lire les œuvres du passé. Or, c'est dans cet état qu'ils arrivent à l'Université ou dans les Khâgnes, et il faudrait dire les désarrois de l'élève moyen, évidemment attiré par ce qui se présente à lui avec tous les attraits d'une discipline rigoureuse, qui pourrait l'être, mais qui, dans les circonstances actuelles, est loin d'y parvenir, je veux parler de ce que l'on met sous le terme très vague de « linguistique structurale ».

En effet, les méthodes et les perspectives de cette dernière, qui ont été adoptées, mutatis mutandis, par une bonne partie des sciences humaines ont été élaborées par Saussure, Troubetskoï, Bloomfield pour résoudre certains problèmes de la linguistique indo-européenne que la linguistique traditionnelle ne permettait pas de résoudre, soit pour étudier les langues dont le matériel avait été reccueilli récemment.

Au contraire de la linguistique traditionnelle qui présente des explications historiques, évolutionnistes, des formes d'une langue donnée, la linguistique structurale donne une explication fonctionnelle de ces formes en leur assignant une place dans un système d'oppositions signifiantes dont le mécanisme produit la parole suivant certaines règles de fonctionnement. Révolution scientifique, mais qui n'abolit pas l'intérêt ou l'utilité de résultats de la linguistique historique. Or, c'est sur ce modèle qu'on a voulu créer une science de la littérature, littérature qui est devenue ainsi une annexe de la linguistique. Ce qui a fasciné le plus dans cette entreprise, ce sont les « on dit » de la grammaire distributionnelle de Harris :



NORMA

A force d'évacuer l'émotion ou l'humain on finit par évacuer la littérature elle-même.

beaucoup l'invoquent, peu l'ont lue. Cette grammaire permet de mettre en évidence les mécanismes par lesquels peut-être produite une phrase correcte, indépendamment du sens. On a alors oublié que, si un peu de linguistique détourne de la littérature, beaucoup y ramène, et qu'on n'a jamais pu lire un texte de cette nouvelle idéologie montrant par quels mécanismes on produit un roman, une pièce de théâtre; ce sont des jeux autour de l'œuvre possible.

Les adeptes de cette pratique se veulent avant tout scientifiques mais l'idée qu'ils se font de la science étonne beaucoup les scientifiques eux-mêmes. Cet essor de cette pseudo-scientificité, avec la fascination des ordinateurs et des organigrammes, est contemporain de celui du Nouveau Roman dont beaucoup d'œuvres ont une allure d'exercice de tableau noir; ayant évacué intrigue, personnages,, bien entendu psychologie, et enfin signification, ces textes se prêtant à des analyses où fleurissent diagrammes, équations, schémas, courbes, dessins. On peut citer tel colloque où il fallait éviter de prononcer le mot « sens » sous peine d'être traité d'« idéaliste honteux ». Car l'un des mythes les plus frappants de cette nouvelle idéologie est un matérialisme de conception étriquée et vulgaire. On peut se demander si la science moderne, invoquée rituellement donne une réponse aussi simpliste à cette question. A force d'évacuer le « subjectif » l'« intersubjectif » l'émotion ou l'humain comme mythes du « dernier bourgeois », on finit par évacuer la littérature elle-même. Une Université de province n'avait-elle pas, pendant quelques années appelé son U.E.R. de Littérature « Informatique et Sciences de l'Homme »? Or, que reste-t-il à étudier, ou plutôt à voir fonctionner, quand tout a disparu? Curieusement les « phones » (ou sons bruts) dont on oublie qu'ils font partie d'un système et que l'on observe, dans leurs effets à propos d'un texte.

Il fut un temps où il fallait lutter contre la tendance des étudiants à chercher la signification d'un texte comme la simple traduction en clair, en langage courant, de ce que l'auteur avait dit. Paraphrase et exaltation de l'expressivité, on se croyait vite quitte avec l'œuvre d'art; il est aussi facile de se croire quitte avec ces petits jeux. Beaucoup d'étudiants m'ont avoué n'être pas très convaincus, et dit qu'il était finalement très facile d'apprendre ces nouveaux mots de la tribu.

Il est bien évident que, pardelà ces jeux, s'en joue un autre, celui des enseignés qui veulent — et on les comprend — acquérir leurs « unités de valeurs », celui des assistants — on les comprend moins, le problème est moins vital — qui veulent être sur la Lafma. (3)

Une fois de plus le discours idéologique recouvre des questions économiques. Il se constitue ainsi un nouvel « establishment ». N'est pas Barthes ou Genet qui veut. C'est là un des aspects un peu inquiétants de ce nouvel académisme : ces jeux, non seulement n'apportent pas grand chose à la connaissance de l'œuvre —, ce n'est d'ailleurs pas là leur propos —, mais sont un amalgame simplificateur, une déformation de théories non seulement parfaitement valables, mais souvent plus riches, plus complexes que l'image qui en est retenue. Il est devenue rituel de citer Lacan; qui l'a vraiment lu? on fait du sous-Althusser, de la linguistique de quatrième main; depuis quatre ans, on invoque Deleuze, Lyotard. Parmi les textes extrêmement intéressants publiés ces dernières années, citons « Les Mots sous les Mots » (4) de Starobinski, à propos des Anagrammes de Saussure. D'autres, à leur suite, s'emparent de ce texte, avec un propos plus ambitieux et des résultats moins heureux, et Baudrillard (5) qui essaie de montrer que Saussure et

Une conception qui confond la science avec le rendement et l'efficacité.

Starobinski étaient restés dans l'idéologie dominante, « la métaphysique bourgeoise de la totalité », et qui, emboîtant le pas à Deleuze, explique qu'il faut accéder à la jouissance par la destruction des voyelles en nombre égal, en évacuant, ce que n'avait pas fait Saussure, le sens. L'Université étant le monde de la répétition, on y compte beaucoup de voyelles depuis quelques années, et l'on parle en même temps de « jouissance » de « dérive », et aussi de « subversion », car il est aussi beaucoup question du rapport entre ces jeux de société et une visée révolutionnaire. « Faites éclater le discours, le reste suivra ». C'est une forme d'action qui ne doit pas empêcher de dormir les patrons de combat.

Il est temps alors de faire un choix : ou bien le langage est un outil socio-culturel qui permet de transmettre une expérience du monde, expérience qui entraîne nécessairement des expressions de relations qui elles-mêmes aboutissent à des données de sens, et en ce cas, sont non pas opposées mais complémentaires les deux conceptions et de la linguistique traditionnelle replaçant le texte dans sa genèse, et de l'analyse structurale l'étudiant comme un système atemporel, et le faisant fonctionner pour en tirer un schéma de son organisation intérieure et un tableau des significations que ce même texte peut assumer aujourd'hui grâce aux modifications apportées par les textes postérieurs. Ou bien le langage n'est rien d'autre qu'un processus de distribution d'énergie dans le champ constitué par le groupe, tout comme l'énergie du désir dans chaque individu séparé, processus qui se manifeste par des chaînes de stimuli et de réactions devenant elles-mêmes des stimuli ; le tout pouvant se comparer de manière très précise à la distribution des charges dans un champ électrique. L'œuvre littéraire n'est plus alors qu'une sorte d'excitateur — comme la batterie d'une voiture chargée de faire fonctionner les petits moteurs de l'inconscient de chacun de chacun, et prétexte à des réactions behavioristes : on l'utilise avec les étudiants à peu près comme on utilise des échelles de couleur avec des poulets.

Qu'il soit permis de dire ici que cette deuxième conception, celle d'une université cocon protecteur où l'on discute du sexe, non pas des anges mais des voyelles, que l'on compte pour jouir, où la science est confondue avec le rendement et l'efficacité, où l'œuvre est un gadget pour la société de consommation à bout de souffle, où le sujet opaque, crépusculaire, est expulsé en même temps que le sens, où tous les textes sont mis sur le même plan, confondus sous la même appellation d'« idéologie bourgeoise », qu'il s'agisse de Proust ou de « France-Soir », cette université n'a pas grand chose à voir avec une université socialiste. Il est évident que cette image statistique, machinique, de l'homme représente très exactement l'idéologie-reflet de la société capitaliste monopoliste où l'individu n'est plus rien d'autre qu'un moment dans le flux des forces productrices-consommatrices.

Francine de MARTINOIR

(1) **Le Discours de l'Ecole sur les Textes**, in **Littérature** n° 7, Editions Larousse.

(2) Bourdieu et Passeron **Les Héritiers**, Editions de Minuit.

(3) Lafma : abréviation de « liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant ».

(4) Starobinski **Les Mots sous les Mots**, Gallimard 1971.

(5) Baudrillard **L'échange symbolique et la mort**, Gallimard, 1976.



VIVA

Pour la bourgeoisie de ces pays-là, rejoindre le Marché commun signifie jouer la carte de nouveaux débouchés pour leurs produits.

Jean-Pierre Dubois et Paul Ramadier analysent ici les principales conséquences que pourrait avoir l'éventuelle entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun.

Élargir le Marché commun ?

Lors de la signature du Programme commun, la Grèce, le Portugal et l'Espagne étaient des dictatures. Le Programme commun prévoyait alors que la gauche française se prononcerait contre l'adhésion de ces pays au Marché commun.

Entre-temps, à la suite de bouleversements de nature différente qui d'ailleurs ont laissé en grande partie intactes pour le moment les structures d'appui de ces dictatures, ces trois pays ont accédé, ou accédèrent, lentement, aux formes de la démocratie parlementaire ou présidentielle comme aux pays du Marché commun.

Le Parti socialiste et la gauche toute entière se devront de prendre position, le moment venu, sur ce problème, en pesant à leur juste valeur les difficultés et éventuellement les avantages d'un tel élargissement de la Communauté.

Les implications politiques et économiques d'un tel élargissement, souhaité par aucun des gouvernements des pays membres du Marché commun, malgré les déclarations politiques en sens inverse, seront importantes pour la gauche, en raison des incertitudes qui pèseront par ailleurs sur la manière dont les autres pays membres du Marché commun se détermineront vis-à-vis d'une France à la tête de laquelle se trouverait un gouvernement de gauche. Cette esquisse débordera, en conséquence, les

Obliger l'Europe à entamer son propre « dialogue Nord-Sud » en rejetant les mini-plans Marshall qui se préparent en coulisse.

problèmes de l'élargissement, pour tenter une évaluation de cette fameuse Europe du Sud, qui est aussi un peu celle de l'eurocommunisme, et une description des données économiques et politiques gouvernant les rapports de ces pays avec l'Europe des neuf, qu'ils rejoignent ou non le Marché commun.

Chaque fois que l'Europe est malade, on parle de son élargissement. Après le « oui mais » susurré à la Grèce, puis le « oui peut-être » qui se prépare pour le Portugal, on assiste à la multiplication des candidatures. Déjà l'Espagne se bouscule aux portillons de Bruxelles, alors que les Turcs hésitent et que les Scandinaves intrigués se demandent s'ils ne vont pas une fois encore tenter l'expérience des années 70.

Que veut l'Europe et où va-t-elle? Les nouveaux adhérents ne seront-ils pas les visiteurs d'un soir d'un musée de fantômes ou les derniers accompagnateurs d'une Europe défunte?

Que risquent les Européens et surtout la classe ouvrière européenne, dans cette vaste manœuvre diplomatique en cours? Que veulent les USA en promouvant les candidatures de la CEE de l'Europe méridionale? Là où le « démocrate » européen peut comprendre, le socialiste s'interroge.

Bien sûr, il faut tout faire pour consolider la démocratie dans des pays où elle vient de poindre après les décennies d'oppression fasciste. Bien sûr, il faut aider les économies de ces pays à sortir du sous-développement. Mais l'Europe libérale ne cherche-t-elle pas plutôt, avec l'aide des bourgeoisies nationales des pays candidats, à promouvoir des débouchés pour ses productions industrielles, voire à compléter l'immense toile d'araignée que les firmes multinationales n'ont cessé de tisser sur l'Europe depuis sa naissance? Autrement dit, ces pays et l'Europe choisissent-ils la meilleure voie pour réaliser leurs objectifs? Ne font-ils pas plutôt un marché de dupes?

Aux trois régimes dictatoriaux en place en Espagne, au Portugal et en Grèce, ont succédé des régimes qui s'avancent lentement vers la démocratie classique.

Ces transformations du mode d'exercice du pouvoir politique dans ces pays ne s'expliquent que si elles sont remises en perspective par rapport à l'évolution actuelle du capital international en Europe : en particulier, la tendance toujours forte du capital international d'accroître la dépendance des pays de la « périphérie » du capitalisme, par le biais de la libéralisation du commerce international, de la spécialisation internationale du travail et de la prise de contrôle directe sur les structures industrielles de ces pays. A cet égard, la dépendance qui lie ces pays aux économies des grands pays industrialisés n'est pas de nature différente de celle qui lie les autres pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et les pays en voie de développement en général, aux pays industrialisés. Pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal, « leur situation de pays dominés et dépendants n'implique plus, de façon simple, une division traditionnelle avec les métropoles de l'impérialisme, dans le sens industrie/agriculture leur dépendance passe précisément par leur industrialisation sous l'égide et à l'instigation du capital étranger » (1).

Cela veut dire que l'« Europe du Sud », entité économique autonome, contrepoids d'une « Europe du Nord » économiquement et politiquement dominante, n'est qu'illusion. Elle n'existe pas, car les économies, en particulier les structures industrielles de pays comme l'Espagne, et surtout la Grèce et le Portugal, sont profondément intégrées au capital européen et international; intégrées par la dépendance.

(1) N. Poulantzas, La crise des dictatures, Seuil, P. 13.

En effet, si les structures industrielles de ces pays dépendent du capital international (américain et européen), ceux-ci ont tous une fraction importante de leur population active occupée dans l'agriculture, et leur commerce extérieur dépend dans de larges proportions de la Communauté européenne : 40 à 50 % de leur commerce extérieur a lieu avec la Communauté, alors que celle-ci exporte surtout des produits industrialisés vers ces pays. Leur dépendance s'accroît dans le domaine de la main-d'œuvre : la restructuration partielle de leurs économies selon les normes du capitalisme international a libéré une main-d'œuvre paysanne qui a dû émigrer vers l'Europe des neuf, surtout la France et l'Allemagne; cette émigration a joué pendant un certain temps un rôle positif pour leur développement en favorisant des rentées de devises et leurs achats d'équipements industriels. Or l'Europe des cinq millions de chômeurs a renvoyé dans ces pays un nombre considérable de ces migrants qui apparaissent avant tout comme des concurrents des demandeurs d'emploi européens.

Cette dépendance des pays de l'Europe des neuf est donc réelle, même si, dans certains secteurs agricoles comme industriels, leurs produits constituent une concurrence sérieuse pour les producteurs communautaires. Le problème pour ces pays, contrairement par exemple à une France où la gauche serait au pouvoir, c'est que leurs atouts dans une négociation globale avec les neuf seront quasiment nuls. Ces pays souffrent en effet de la double infortune de disposer d'économies toujours dominées, et quelquefois concurrentes de producteurs communautaires. Ils peuvent difficilement profiter du fait qu'ils constituent des marchés importants (sauf l'Espagne) pour utiliser cet argument comme moyen de pression dans une négociation globale, comme, par exemple, une « France de gauche » pourrait tenter de le faire vis-à-vis de l'Allemagne ou d'autres pays du Marché commun.

D'autre part, la dépendance de ces économies au capital multinational est grande.

On constate au Portugal que 50 % des industries extractrices sont contrôlées par des capitaux étrangers; 12 % de l'industrie alimentaire, 12 % des textiles et 28 % de l'habillement; 43 % de l'industrie du papier et de la pâte à papier; 48 % de l'industrie chimique; 81 % de l'électronique; 38 % de la construction mécanique.

On retrouve la même dépendance en Grèce, avec une prédominance américaine et française. Selon le ministre français de l'industrie et de la recherche (2), les investissements français en Grèce s'élèvent à 200 millions de dollars) précédant l'Allemagne fédérale (95 millions), la Grande-Bretagne (50 millions) et l'Italie (26 millions). La présence française est concentrée essentiellement dans le secteur industriel. Pechiney-Ugine-Kuhlmann est majoritaire (87,5 %) dans Aluminium de Grèce, première entreprise exportatrice du pays. Il faut noter également la présence de Rhône-Progil (engrais), Pennaroya (plomb et zinc), ainsi que des filiales de l'Air Liquide et l'Oréal et les investissements touristiques et hôteliers (Club Méditerranée et PLM). Il convient d'ajouter deux banques : BIAO et BNP à travers la Banque d'Attique, et une trentaine de bureaux d'études, soit permanents, soit associés à des bureaux grecs.

Les entreprises grecques restent ainsi concentrées dans les secteurs traditionnels (boissons, textiles, produits non ferreux) tandis que les entreprises étrangères concentrent 77 % de leurs investissements dans les industries du plastique, caoutchouc, chimie, raffineries, matériels électriques. La division industrielle en Grèce entre secteurs de pointe, sous contrôle du capital étranger, et secteurs traditionnels, sous contrôle national, est évidente.

(2) Agence Europe du 19-1-1977, P.13.

En Espagne, même chose. A titre d'exemple, le secteur de l'automobile est contrôlé à 20 % par des multinationales (surtout américaines et françaises); la sidérurgie à 25 %. Dans ce dernier secteur, des entreprises comme Solvay et Pennaroya y disposent d'empires industriels puissants.

De manière plus générale, il faut remarquer que la plupart des multinationales installées dans un de ces trois pays ont aussi des filiales dans les deux autres, ainsi que dans les autres pays de la Méditerranée, ce qui diminue les chances des filiales grecques, espagnoles et portugaises de ces mêmes multinationales d'exploiter éventuellement leurs avantages dans la concurrence internationale.

Dans ces conditions, rejoindre le Marché commun, pour la bourgeoisie industrielle de ces pays, c'est jouer la carte de l'ouverture de nouveaux marchés, seule capable d'assurer leur survie même si cette survie est payée par un accroissement des inégalités sociales et régionales. Ces industries voient, à cette occasion, leurs intérêts concorder avec ceux des multinationales européennes et américaines qui investissent dans leurs pays, où elles bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché.

Mais pour entrer dans le Marché commun et pour bénéficier de l'abaissement des tarifs douaniers, qui assureraient un accès plus large aux marchés communautaires, il faut une couverture démocratique. Ceci explique par exemple les positions des droites modérées et des patronats en Espagne et en Grèce. L'entrée dans le Marché commun est alors présentée par les classes politiques dominantes dans ces pays, où la démocratie reste encore « à fleur de société », comme une garantie supplémentaire contre un retour de la dictature.

Première imposture, car ces pays baignent encore largement

L'imposture des neuf est de faire croire que l'adhésion de ces trois nouveaux membres empêcherait « l'approfondissement » de la communauté.

dans les structures politiques issues de la dictature. Si la Grèce et le Portugal se sont dotés de structures démocratiques classiques, le pouvoir s'y stabilise au centre ou à droite. En Grèce, Caramanlis n'a pas poursuivi l'extrême-droite, et continue à mener une politique repressive à l'intérieur, contre les syndicats et les libertés. Le fait que la dictature soit tombée en raison d'événements extérieurs (Chypre) donne la mesure de la faiblesse des institutions démocratiques mises en place. Le même argument « pro-Marché commun », avancé par certaines forces progressistes du syndicalisme grec et le PC de l'intérieur grec, prend cependant une couleur différente : le PC de l'intérieur, qui se situe sur cette question dans la ligne du PC italien, voit dans l'entrée dans le Marché commun la possibilité, réelle, d'institutionaliser certaines solidarités avec les forces progressistes européennes.

Au Portugal, Soarès et le PSP sont obligés de libéraliser leur politique pour obtenir les prêts de la Banque mondiale ; en même temps Soarès purge son parti de ses gauchistes, tente de reprendre en main l'Intersyndicale, et isole le PCP, pour tranquilliser ses bailleurs de fonds américains ou allemands, que la déclaration de Madrid du 3 mars 1977 de Marchais, Carillo et Berlinguer sur l'« eurocommunisme », ont rendu nerveux.

En Espagne, les incertitudes sont encore plus grandes. L'extrême-droite militaire assiste pour le moment sans trop broncher à la lente démocratisation des structures issues du fascisme.

Les Etats-Unis, quant à eux, n'hésiteront peut-être pas, même avec l'administration Carter, à favoriser certaines formes d'intervention plus directes de la droite dans ces pays, si l'équilibre des pouvoirs venait à y être modifié de manière trop sensible au bénéfice de la gauche. La situation différente des PC dans chacun de ces pays joue aussi son rôle dans ce contexte : PC portugais, puissant mais encore « stalinien » ; PC espagnol à peine sorti de la clandestinité ; PC grecs, divisés, y compris sur l'entrée dans le Marché commun, et très minoritaires dans toutes les couches de la population grecque.

La seconde imposture est celle de l'Europe des neuf. Elle est d'abord de faire croire qu'elle accepte l'adhésion de ces trois pays.

Prisonnière d'un engagement politique d'accepter sans condition l'adhésion de ces pays, l'Europe des neuf cherche en fait à repousser l'adhésion par tous les moyens sous prétexte que celle-ci aurait des conséquences « déséquilibrantes » sur l'économie des pays de la communauté en l'absence de toute politique commune et de toute réelle politique communautaire de soutien aux régions pauvres de la Communauté.

L'imposture des neuf, c'est aussi de faire croire que les difficultés résultant de ces nouvelles adhésions empêcheraient « l'approfondissement » de la Communauté ; imposture, car on ne peut « approfondir » ce qui n'existe pas. En vingt ans de Communauté, les Etats membres, à six puis à neuf, ont été pris dans les contradictions de leurs différents groupes d'intérêts agricoles et industriels. D'autre part, les sociétés multinationales, surtout américaines, contrôlent, dans chaque Etat membre, des secteurs importants de leurs économies nationales et soumettent les développements de ces secteurs aux objectifs de leur stratégie à l'échelle mondiale. Ceci explique que ces Etats membres ne soient pas parvenus à établir, sauf partiellement dans le secteur agricole, de solidarités financières susceptibles d'empêcher l'accroissement des inégalités régionales et sociales à l'intérieur du Marché commun. Aucune politique énergétique, monétaire, fiscale, commerciale commune

n'a pu être établie, et la création de ce vaste marché unique s'est effectuée sans qu'une solidarité de nature politique ait pu être instaurée, qui aurait pu infléchir les conséquences de la création d'un vaste marché unique et de la concentration économique à outrance qui l'a accompagnée (3).

L'espace économique européen est une réalité; mais il n'a pas d'existence, de spécificité politique. Dans le secteur agricole, où la politique commune a établi une solidarité des neuf, celle-ci devient de plus en plus fragile pour une double raison : les disparités entre les monnaies des Etats membres rendent les compensations monétaires entre Etats membres de plus en plus coûteuses; et l'existence d'un pays où la politique agricole (Royaume-Uni) est en contradiction avec les politiques agricoles menées dans les huit autres pays, accroît les tensions du système.

La seule « intégration », très solide celle-là, que connaît actuellement l'espace européen est celle des industries, résultant des contrôles en capital, et des interdépendances créées par les échanges commerciaux. Les régions sous-développées de la Communauté sont prises dans le filet de cette intégration, en ce sens qu'elles en sortent encore plus dépendantes, et plus appauvries. Dans le système actuel de l'économie européenne, elles deviennent par là-même les concurrentes des vastes régions sous-développées de pays comme l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Sur-développement capitaliste de certaines régions de cette « grande Europe » et sous-développement d'autres sont donc les deux aspects de la même crise et du même système.

Enfin, la Grèce, l'Espagne et le Portugal vont ouvrir leurs frontières à une Europe en crise, aussi bien économique (des millions de chômeurs) que politique (crise des libertés). La permanence de la crise actuelle, dont la caractéristique essentielle est le chômage structurel de plusieurs millions d'individus, ne va pas favoriser l'économie de ces pays, alors qu'il y a en plus 150 000 chômeurs en Grèce, 730 000 en Espagne et 540 000 au Portugal. La crise des libertés formelles (répression larvée, comme en Allemagne, ou violente comme en Italie), le dérapage de nombreux appareils politiques de gauche par rapport à la réalité quotidienne de l'aliénation vécue par beaucoup de gens (d'où les développements du mouvement anti-nucléaire en RFA, du mouvement écologiste en France, des « Indiens de l'intérieur » et du mouvement féministe en Italie), la social-démocratisation de partis communistes comme le PC italien, et bientôt peut-être du PC français, créent des incertitudes pour les forces socialistes des pays candidats, et relativisent les arguments de ceux qui, dans ces pays, voient l'entrée dans le Marché commun comme une garantie contre un retour de la dictature.

Au-delà de cette série d'impostures, et malgré l'interpénétration et la dépendance des économies de ces pays par rapport à l'Europe des neuf, leur éventuelle adhésion risque cependant d'accroître de nombreux déséquilibres dans les économies respectives.

Ces déséquilibres résultent en fait tous de ce que les barrières douanières encore existantes entre ces pays et les neuf garantissent une certaine protection qui, si elle était appelée à disparaître, accélérerait certaines évolutions, en particulier dans certains secteurs agricoles. Ils résultent aussi du fait, dans le domaine agricole, que l'entrée dans le Marché commun de pays dont la structure agricole diffère profondément de celle des pays du Marché commun, aurait pour effet de rendre l'application de la politique agricole commune pratiquement impossible.

Du côté de l'Europe des neuf, le problème central est celui de l'agriculture. Si l'on considère globalement l'ensemble de la Méditerranée, sur le plan économique, on peut constater que les pays de cette zone représentent 10 % des exportations de la CEE, soit l'équivalent du pourcentage des exportations européennes vers les Etats-Unis. Si l'on analyse de plus près la balance commerciale de l'Europe avec ces pays, on peut déceler que ce sont des matières premières et des produits agro-alimentaires qui sont importés par l'Europe alors que celle-ci exporte des produits industriels (biens d'équipement, technologie, services).

L'examen de l'agriculture méditerranéenne montre que cette région du globe, qui représente 5 à 8 % des terres et de la population mondiale, produit 95 % des olives, près de 35 % du vin, 50 % des raisins secs, plus d'un tiers de tomates, de pommes, de pêches, plus du quart des oranges et des mandarines produites dans le monde. Cette simple énumération montre la vocation arboricole et maraîchère des pays méditerranéens alors que l'élevage ne représente pour l'instant qu'un faible pourcentage des revenus agricoles de la région, et encore faut-il souligner que ce sont des espèces caprines et ovines.

Jusqu'à présent, la Communauté européenne s'était tirée de cette situation en affirmant le principe des relations préférentielles avec certains pays de la zone, tout en limitant les concessions dans le domaine agricole. C'est le cas pour les agrumes (Espagne, Maroc, Israël), l'huile d'olive (Tunisie), le vin (Algérie).

Devant la généralisation à l'ensemble de ces pays de la zone de certains avantages dans des secteurs où le marché est d'une extrême sensibilité (produits maraîchers et arboricoles), la Communauté et notamment certains de ses pays membres

(3) Faire, mai 1976, n° 8, Robert Serravalle, l'Europe néo-libérale : un constat d'échec.

Le caractère tragique et irrémédiable de ces révolutions.

(France et Italie), a dû faire de plus en plus de concessions, tant sur le plan commercial et tarifaire que sur le plan des calendriers d'approvisionnement.

Dès lors, on peut comprendre pourquoi pour les européens la participation de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne à la politique agricole commune constitue un des problèmes essentiels de l'élargissement. Les objections de l'ensemble des Etats membres peuvent se résumer de la manière suivante : les uns craignent avant l'adhésion l'afflux à bas prix de produits méditerranéens, les autres ont peur, après l'adhésion, de la création de nouveaux excédents agricoles (à cause de l'attrait des prix communautaires) et les répercussions financières que cela aura pour la Communauté.

Le caractère de pays sous-développé, au moins de la Grèce et du Portugal, fera que les économies de ces pays bénéficieront du soutien de différents fonds d'intervention communautaires. Mais toute nouvelle « communautarisation » des aides devrait être assortie de mesures de compensation en faveur des plus pauvres.

Or il est exclu que la Communauté, telle qu'elle existe actuellement, définisse, à cet égard, une politique structurelle et régionale, et cette compensation aboutira à une simple redistribution de crédits, sans que la Communauté ne comble le retard des régions de l'Europe méridionale. L'intégration au sein de la Communauté contribuera donc à aggraver les « problèmes de Mezzogiorno » des pays candidats à l'adhésion sans que les mesures de politique structurelle et régionale de la Communauté, qui sont actuellement applicables, puissent apporter une aide réelle. En revanche, les exploitations qui sont déjà modernisées et qui peuvent profiter de l'élargissement du marché, disposeront d'un réel avantage dans le cadre de l'adhésion.

En général, les industriels et les gouvernants des trois pays attendent de l'adhésion une amélioration de leurs exportations de produits industriels, une plus grande dynamique de leurs entreprises en concurrence avec les firmes européennes et donc un développement industriel accéléré et surtout un accroissement des investissement publics (fonds de la CEE) et privés d'origine européenne.

Qu'en sera-t-il en fait? Rien d'autre qu'une garantie pour les neuf de leur marché d'exportation, et une confirmation pour les firmes multinationales de la justesse des choix d'implantation qu'elles ont fait au cours des cinq dernières années (Ford à Almusafes pour l'automobile, U.S. Steel à Sagonte pour la sidérurgie, Libby's pour les fruits en conserve en Andalousie).

Car après tout, il n'existe pas de politique industrielle communautaire au sens d'une concertation européenne des mesures nationales; on le voit bien aujourd'hui dans la sidérurgie. Les seules mesures que la Communauté peut prendre sont soit de tolérer les mesures nationales (et on peut imaginer d'avance la pression des sidérurgistes de la CEE sur leurs homologues espagnols ou celle des textiliens anglais sur les producteurs portugais), soit les interdire.

Dès lors, l'industrie de ces trois pays ne pourra s'adapter à la concurrence des anciens Etats membres qu'au prix de très graves difficultés, qui seront cependant moins grandes dans le cas de l'Espagne. Ce problème concerne surtout les petites et moyennes entreprises où les coûts sont déterminés principalement par le facteur main-d'œuvre. Si aucune mesure n'est prise, l'intégration au sein de la Communauté peut avoir pour effet d'ac-d'accroître la concentration des populations dans les grands centres urbains, d'accroître le chômage et les inégalités du développement entre régions pauvres et régions un peu

développées de ces pays, et de soumettre sans retenue les petites et moyennes entreprises de ces pays à la concurrence des entreprises communautaires, accroissant la concentration du capital au seul bénéfice des grandes entreprises et entraînant probablement la disparition de secteurs entiers de leurs économies (habillement, cuir, papier...).

Les forces de gauche doivent être conscientes du caractère irrémédiable et tragique de ces évolutions.

Si l'on s'en tenait à cette perspective, il est certain que l'adhésion de ces pays serait inacceptable, à moins que cette adhésion soit, comme c'est le cas actuellement, voulue par les classes dominantes de ces pays, aux conditions posées par l'Europe capitaliste.

C'est à partir de cette réalité qu'un gouvernement issu du Programme commun devra faire ses choix.

1. La gauche va-t-elle se prononcer de la même manière pour les trois pays? Va-t-elle, pour des raisons politiques de solidarité avec les pays qui seraient a priori favorables à un gouvernement de gauche en France (comme le Portugal) se prononcer pour l'admission de ce pays, en rejetant l'argument d'une partie des forces progressistes d'autres pays (PSOE et PC espagnols, centristes et PC internes grecs) qui voient dans l'entrée dans le Marché commun une garantie politique? Quelle pourrait être l'attitude de partis communistes attirés par l'eurocommunisme (PC espagnol)?

Comment, malgré ces difficultés, créer les nécessaires solidarités avec les forces progressistes de ces pays qui insistent avec raison sur leur renforcement urgent? La voie « institutionnelle » européenne est-elle la seule, est-elle la bonne, quand on voit ce que la participation actuelle des forces syndicales européennes aux mécanismes communautaires a eu de décevant pour ces forces?



MAGNUM

La disparition de secteurs entiers de leur économie...

2. A ces questions de nature politique générale, s'ajoutent des interrogations de caractère plus économique : aux obstacles politiques et économiques auxquels la gauche française aurait à faire face tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, peut-elle accepter d'ajouter les difficultés issues de l'arrivée de ces pays, tant dans le secteur agricole (vin espagnol, grec et portugais; légumes, concentrés de tomates...) que dans le secteur industriel (acier espagnol...), que dans celui de la « libre circulation » des travailleurs? Va-t-elle accepter que cette entrée remette en question la politique préférentielle de la Communauté, et de la France, avec les pays du Maghreb dont les avantages concédés dans les accords seront émoussés par l'entrée de nouveaux achérents dans des secteurs comme le vin, l'huile d'olive...?

Les Etats-Unis, de leur côté, ne joueraient-ils pas au même moment une politique subtile qui consisterait à appuyer ces nouvelles adhésions pour démanteler encore davantage leur bête noire, la politique agricole commune de la Communauté, dont ils craignent le protectionisme, ceci précisément au moment où les Américains mettent tout en place pour accroître considérablement leur production agricole sous le contrôle de leurs multinationales de l'agrobusiness (4)? Les Américains trouveraient un allié sûr dans le Royaume-Uni, qui plus que jamais s'aligne sur le grand frère américain, et dont la politique agricole est en contradiction permanente avec la politique agricole commune. Un exemple de cette stratégie américaine de l'absurde est donné par l'Espagne : 97 % du blé et 75 % du maïs importés par l'Espagne le sont en provenance des Etats-Unis. Son entrée dans le Marché commun l'obligerait à s'approvisionner en céréales communautaires, surtout françaises. Les exportations américaines seraient pénalisées par la politique agricole commune; mais d'un autre côté, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun mettrait ce pays dans de sérieuses difficultés car il devrait se procurer les céréales communautaires à un prix bien supérieur aux prix américains. Il est donc probable que la politique agricole

(4) Economia, avril 1977, ce que les Américains nous préparent.

commune serait aménagée afin de permettre à l'Espagne de s'approvisionner encore sur le marché américain. Résultat : un « coin » de plus enfoncé dans la cohérence de la politique agricole commune au bénéfice des céréaliers américains, avec le résultat de diminuer la préférence communautaire contre les pays tiers!

3. Ces préoccupations de la Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles sont reprises par le gouvernement français actuel. Celui-ci envisage avec réticence l'entrée dans le Marché commun de pays comme la Grèce, le Portugal et surtout l'Espagne. Car en France, comme en Italie, les régions méditerranéennes sont les moins développées. Ces région produisent le tiers de la production légumineuse française, la moitié de la production de vin. L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun risque de faire effondrer des marchés comme ceux des tomates et des pêches, dans des domaines où l'Espagne peut encore augmenter considérablement sa production. Les mécanismes régulateurs de la politique agricole commune (possibilité d'interdire l'importation de pays tiers de sept produits sensibles pendant la période de production) ne joueraient plus quand l'Espagne serait à l'intérieur du Marché commun; les Espagnols bénéficieront en outre de coûts de production inférieurs. Dans ces conditions, le gouvernement français serait partisan d'une différenciation de la politique agricole commune selon les pays et d'un cloisonnement des marchés nationaux, seuls capables d'assurer une protection plus sérieuse de la production agricole française (vin, fruits et légumes).

On peut cependant se demander si l'élargissement n'est pas l'occasion pour la gauche de se poser deux types de questions :

— Comment aider les trois pays candidats à trouver pour leurs produits agricoles des débouchés sur le marché communautaire?

— Comment aussi soutenir les politiques industrielles nationales de ces pays?

Pour aider les pays candidats dans le secteur industriel comme dans le secteur agricole, il faudra d'une manière ou d'une autre faire sauter le seul « verrou » dont disposent les neuf pour empêcher l'entrée dans le Marché commun des productions gênantes de ces pays : la protection commerciale. Cette protection est en effet actuellement utilisée par les neuf, par exemple pour imposer des restrictions aux exportations de textiles portugais, d'acier espagnol, de concentrés de tomates ou de pêches grecques...

Si, dans le secteur industriel, les forces socialistes européennes acceptaient de faire sauter ce « verrou », elles devraient en même temps opposer à la « rationalisation » industrielle des firmes multinationales une série de mesures susceptibles d'influencer l'orientation des subventions à accorder aux entreprises privées et publiques. Ceci suppose une série de choix minima sur la répartition du travail et de la production à l'intérieur de la CEE, sur la politique de préférences et les discriminations à l'égard de l'extérieur et enfin les mécanismes à mettre en place pour appliquer ces priorités. Il ne faut pas se leurrer : les réticences américaines et de leurs alliés objectifs dans la CEE ne permettront pas que ces choix s'appliquent à l'ensemble de la Communauté. Dès lors, ne serait-il pas possible à la gauche de promouvoir l'idée d'un plan de développement industriel communautaire limité à certaines régions, qui pourrait assurer à ces pays une garantie de développement industriel indépendant?

De même, dans le domaine agricole, les partis signataires du Programme commun ne pourront à la fois promouvoir une autre politique pour la France et soutenir en bloc la politique agricole commune. Ils devront choisir. Car ce n'est pas le fait du hasard si les marchés européens les plus efficaces sont ceux des céréales et de la betterave, alors que les autres secteurs (vin, produits laitiers, fruits et légumes) nagent dans les difficultés.

Cette situation est l'expression même du rapport de forces politiques et économiques dominantes en Europe. La gauche doit donc briser ce rapport de forces. En premier lieu, en s'appuyant sur les forces syndicales agricoles qui refusent la domination de cette agriculture liée directement avec l'agro-business multinational. Dès lors, des solidarités et des rationalisations pourraient se développer entre les productions des trois pays candidats et l'agriculture correspondante de France et d'Italie. Bien entendu cela devra aller de pair au niveau européen avec un effort pour mettre en place une véritable politique d'adaptation structurelle (coopératives de production; commercialisation sans intermédiaires, recherche scientifique financée sur des fonds publics).

Une telle politique suppose des choix extérieurs clairs là aussi. On ne peut pas laisser entrer sans payer de droits le soja américain, par exemple, ou limiter la production de maïs. Il ne faut pas oublier que l'arme alimentaire est dans les mains de quelques pays industrialisés. Les USA, le Canada, l'Australie et l'Argentine ne s'apprêtent-ils pas à former un cartel dont serait exclue la CEE?

Poser le problème en ces termes sera l'occasion pour les forces socialistes d'ouvrir une alternative nouvelle et de forcer l'Europe à entamer son propre « dialogue Nord-Sud » en rejetant les formules qui se préparent dans les coulisses de mini-plans Marshall pour l'Europe du Sud.

Jean-Pierre DUBOIS
Paul RAMADIER

Notes et Critiques

Syndicats américains Suède H. Vernet

Le syndicalisme américain

Jean-Pierre Cot, Jean-Pierre Mounier, **Les syndicats américains. Conflit ou complicité?** La rose au poing, Paris, Flammarion, 1977.

Pour avoir, de 1942 à 1945, travaillé dans l'Amérique de Roosevelt avec les collaborateurs de Sidney Hillman, le leader syndical alors le plus proche du Président, j'ai lu le livre de Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier avec un intérêt et une attention qui permettent d'en recommander vivement la lecture. Il a été conçu à partir des postulats — pour ne pas dire des préjugés — de militants français qui demandent : des syndicats qui ne se réclament pas du socialisme, qui ne se refusent pas à une théorie de la lutte des classes peuvent-ils être autre chose que des éléments, des **complices** du système capitaliste « au cœur même de l'impérialisme mondial »? Répondre affirmativement à cette question ne tente pas moins le militant français idéologiquement socialiste que l'intellectuel radical américain peu attentif aux réalités des organisations syndicales de son pays même. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier connaissent, eux, la part de **conflit**, de **rapport de forces** avec les employeurs et leurs soutiens (ce fut d'abord le pouvoir judidiaire) que manifeste de fait l'histoire des travailleurs américains, passée ou en cours. Au plan théorique, une question se présente dans les premières pages du livre : « comment raisonner sur la réforme et la révolution sans savoir comment le problème se pose dans la société capitaliste la plus à venir...? » Si on n'y répond point par « l'analyse concrète de la situation concrète... tout l'édifice théorique relève du discours idéologique propre à contenter celui qui le tient ou qui l'entend en masquant la réalité des faits » : remarque fort opportune qu'une autre confirme dans les dernières pages. Considérant qu'« on ne construira pas le socialisme par une stratégie périphérique », elles déclarent : « Il faudra bien, un jour, poser le problème du socialisme en Amérique ». Pour répondre aux préoccupations des militants, ces problèmes théoriques devaient être posés — dans un livre même qui ne prétend pas y répondre. Sans avoir « la prétention de faire œuvre scientifique », ses auteurs ont voulu simplement (et ils y ont réussi dans un style attachant) relater leur découvertes en 1975 de la « situation concrète » du syndicalisme américain.

Pour que leur analyse ne conduise pas, sur quelques points, à des vues trop schématiques, on pourrait y ajouter quelques observations. Le succès du fondateur de l'American Federation of Labor », Samuel Gompers, à une certaine époque, dans l'organisation ouvrière de métier ne permet pas d'assimiler l'influence de ce grand empirique à celle d'un « gomperisme » doctrinaire; il faut, en particulier, ne pas oublier que les syndicats de métier n'ont jamais été « apolitiques » au point de ne pas intervenir par principe dans les élections politiques et que l'action politique des travailleurs organisés jusqu'à nos jours s'est développée en accord avec la maxime de Gompers : « Récompense tes amis, punis tes ennemis ». Signalons aussi que si au terme de « la guerre civile » (Labor's Civil War, 1935-1955) la vieille Fédération s'est trouvée deux fois plus forte que le « Congress of Industrial Organisations », c'est que

plusieurs syndicats de métier avaient organisé de nouveaux « territoires » professionnels « job territories » en s'y faisant syndicats d'industrie. Plutôt que de chercher si le « New Deal » a été la « planche de salut du capitalisme aux Etats-Unis », Cot et Mounier ont raison d'y reconnaître une exceptionnelle « occasion pour les travailleurs de s'organiser » — assez durablement pour que cette organisation devienne un de ses aspects de la démocratie américaine, de l'« American way of life ». Conséquence à noter : de 1935 à sa mort en 1944, le président Roosevelt fut en fait le leader politique du Labor aux Etats-Unis, ce que John Lewis ne comprit pas. Le rôle de ce dernier risque d'être majoré par l'absence dans le livre sur les syndicats américains d'autres fondateurs et dirigeants du CIO : Philip Murray, Sidney Hillman; le premier, catholique écossais, solide, respecté, qui affirma son indépendance à l'égard de Lewis, bien qu'ancien mineur et que son syndicalisme de l'acier fût né de celui du charbon; le second, représentant le plus remarquable de « la tradition lettrée des tailleurs juifs », organisateur du vêtement pour hommes avant d'organiser avec une ampleur nouvelle l'action politique des syndicats, et de promouvoir, dans l'espoir rooseveltien de « Nations Unies » par-delà la guerre, la fondation de la Fédération syndicale mondiale. Cette préparation de la FSM réduisit la divergence apparue en 1939-41 entre la majorité des syndicats CIO et la minorité à direction communiste, la première appuyant la politique du Président, la seconde refusant jusqu'à l'invasion de l'URSS par Hitler tout engagement dans une « guerre impérialiste »; la divergence reparut à propos du Plan Marshall d'aide à l'Europe (1947), conduisant en 1949 à l'expulsion des syndicats ayant gardé une direction jugée de ligne communiste. Ces circonstances doivent être rappelées pour que l'action syndicale au temps d'Hitler et de Staline, ne soit pas seulement interprétée en termes d'« union sacrée » et de « guerre froide ». Par-delà ces remarques sur des moments d'histoire, qui furent décisifs, posons simplement une question générale : si, à l'étendue du pays et aux conditions de son développement, l'organisation des travailleurs américains doit de n'avoir pu compter sur une solidarité spontanée, une unité de classe immédiatement consciente, en caractérisant comme « classe ouvrière sans contenu de classe » ces ouvriers qui ne s'affirment pas « Working class », ne risque-t-on pas de méconnaître la réalité solidaire qu'exprime le terme « Labor » cher au CIO, voire déjà au plan des syndicats de métier de la vieille AFL le terme plus restrictif « Organized labor? » C'est le lieu de rappeler qu'avant même le « New Deal », le « Labor » américain a noué des alliances politiques à tonalité anticapitaliste avec les agriculteurs — «farm labor » — ou avec l'intelligentsia libérale — « liberal labor ». Cette dernière alliance où les syndicats apportent leur puissance financière et de masse est devenue classique, même pour les continuateurs de Samuel Gompers.


MAGNUM

Ces ouvriers qui ne s'affirment pas " Working class "

Les précédents remarques n'ont d'autre but que

Les précédentes remarprésentation des syndicats américains par Cot et Mounier. Il faut, pour conclure, en évoquer quelques apports en « analyses concrètes de situations concrètes » : globalement, vue du « Labor » depuis la structure et la politique de l'AFL-CIO, y compris l'anticommunisme tel que conçu et pratiqué par George Meany en accord avec Jay Lovestone, jusqu'aux sections — « locals » — des « international unions » affiliées (**internationales** par leurs branches canadiennes); parmi ces « international unions », le nouveau syndicalisme de salariés publics; parmi les syndicats présentement non confédérés, l'« United Automobile Workers » encore sous l'inspiration de Walter Reuther, « figure hors pair » représentative, jusqu'à sa disparition en 1970, du meilleur du CIO; parmi ces non-affiliés, une grande « Centrale » discutée et discutable : formée autour des chauffeurs de camions — les fameux « Teamsters » —, lieu connu de gangstérisme mais qui dut à des militants trotskystes sa stratégie fondée sur le rôle économique du transport routier... Nous sommes avertis des faits de corruption mais aussi de l'efficacité du service des syndiqués par l'organisation, des efforts de démocratie syndicale et du rôle des intellectuels, des conditions de leur action dans des organisations foncièrement ouvrières. Nous comprenons le désenchantement en 1975 de militants d'esprit socialiste, mais aussi l'espoir qu'il n'exclut pas. L'attention de nos compatriotes est heureusement attirée sur la réalité et les possibilités de cet « American Labor » dont les intérêts sont loin de coïncider avec ceux des « multinationales » : le poids des Etats-Unis dans le monde ne permet pas d'ignorer leur mouvement qui, comme on le vit durant la dernière guerre mondiale, peut compter dans la politique américaine. **Paul VIGNAUX**

Socialisme à la suédoise

Voici un livre pour 1978. Réalisé par Guy de Faramond, ancien correspondant du journal Le Monde à Stockholm, il est consacré à la Suède. C'est un livre-dossier qui dresse un panorama des réalisations de la social-démocratie dans tous les domaines. Il ne se dérobe pas au débat idéologique sur la nature du socialisme suédois en demandant notamment son point de vue à Jean-Pierre Chevènement.

Mais l'essentiel de l'ouvrage est la description des réalisations concrètes. Il n'existait pas jusqu'à ce jour de bilan aussi complet. Tout ou presque est traité : l'éducation, l'impôt, les prisons, les consommateurs, la culture, la démocratie industrielle, etc.

Pour tous ceux qui espèrent que mars 1978 sera en France le signal de changements réels dans la vie quotidienne, ce livre est un laboratoire d'idées aussi riche que l'expérience décrite. Et quoi qu'on pense de ses limites, elle a plus changé la vie que bien des discours.

Suède. La réforme permanente (stock).

Non à Super-Phénix

Au début de 1974, le gouvernement français a réagi à la crise provoquée par la hausse du prix du pétrole en lançant un programme intensif de construction de centrales nucléaires.

Au début de 1977, ce programme soulève plus que jamais l'opposition des militants socialistes et de nombreux français pour des raisons techniques, économiques et politiques. **La sécurité des centrales nucléaires n'est pas assurée actuellement.**

Irradiations, stockage des déchets, réchauffement des eaux, mise hors service des centrales multiplient les risques par rapport aux technologies précédentes. Ils sont encore amplifiés dans un surgénérateur type Super-Phénix, dont nul ne peut garantir qu'il ne sera pas le siège d'une explosion nucléaire, appelée pudiquement « excursion nucléaire », et qui impliquera la manipulation de tonnages importants de plutonium radioactif et toxique.

Pouvons-nous laisser aux générations futures la charge de déchets dont la radioactivité ne s'épuise qu'après plusieurs siècles ? Les socialistes ne peuvent admettre que le gouvernement joue avec la sécurité des Français et protestent contre la propagande tendancieuse et irresponsable du gouvernement et de la direction d'EDF.

Le programme nucléaire répond-il à la crise de l'énergie ?

En supposant un fonctionnement parfait des centrales nucléaires — ce qui est parfaitement théorique — il est vrai que le prix de revient de l'électricité nucléaire supporte la comparaison avec celui de l'électricité produite à partir du fuel.

En fait, le programme nucléaire est un gouffre financier et énergétique. Dans les meilleures hypothèses, il faut 2 à 3 ans pour qu'une centrale nucléaire rembourse l'énergie qu'il a fallu pour la construire. Le programme nucléaire du gou-

UNE NOUVELLE REVUE

« Nous ne sommes pas des artistes.

Seulement des gens qui — par leur contact quotidien avec des élèves du secondaire, par leurs rencontres dans les milieux politique, universitaires, syndicaux, ou par leur fréquentation (non mondaine) de quelques lieux culturels, sont amenés continuellement à commenter, expliquer donc à comprendre, informer... Tel est notre cheminement pour Axis 2 ».

C'est ainsi que Didier Jouault présente le second numéro d'une nouvelle revue : **Axis** (1). Une revue, c'est la rencontre d'un désir et d'un besoin. Ici le désir entraîne la sympathie : la rencontre d'une jeune équipe — où chacun se confronte avec lui-même autant qu'avec les autres — avec quelques-uns des grands thèmes de notre vécu contemporain. Nécessairement, ce sont des thèmes éternels, mais il faut bien commencer par l'évidence pour pousser plus loin et retrouver la matière de ce qui fait notre conscience et entraîne notre action. Significatif, le thème du premier numéro : la mort, tant il est vrai qu'il faut bien commencer par le début, c'est-à-dire l'interrogation sur notre fin. Significatif aussi le repli sur le thème du second numéro : le théâtre, reflet de notre univers mental en décomposition-recomposition, avec des approches précises, historiques, critiques, ironiques ou passionnées. Un beau texte de Bernard Pingaud, une belle partie de « Ping-Pong » avec Ionesco, une interrogation concrète sur la rencontre des jeunes et du théâtre : une large matière à débat et à réflexion.

Significatif enfin le choix du prochain thème (Octobre) ; la prison, puisque la liberté est redevenue la grande question de notre temps et qu'il nous faut réinventer de nouvelles révoltes en même temps que de nouveaux regards.

Tel est le désir. Il entraîne la sympathie, donc le soutien : il n'est pas tellement fréquent que des jeunes hommes et des jeunes femmes de notre époque prennent le risque intellectuel et financier de l'écriture collective. Il reste maintenant à juger du besoin ; il n'y a qu'un seul critère, que la revue trouve suffisamment de lecteurs pour juger la tentative et — selon le cas — l'appuyer ou la réorienter. Lecteurs de « Faire », écrivez donc à Axis, revue thématique (trimestriel) ; uniquement par correspondance — le n° 25 F, les deux premiers numéros : 30 F ; à l'ordre de d'Axis 49, Bld St-Marcel, 75013 Paris.

vernement n'est donc pas une réponse immédiate à la crise de l'énergie car, au rythme prévu, pendant les dix à quinze prochaines années, il consommera plus d'énergie qu'il n'en produira. Il faut arrêter ce gaspillage des ressources nationales au profit de PUK, Creusot-Loire, Framatome, Alsthom-Atlantique, ce lobby du nucléaire qui privatise le CEA, et, par la ponction qu'il opère sur les finances publiques, stérilise les recherches sur les énergies alternatives.

L'énergie nucléaire ouvre la voie a un régime autoritaire.

Le gouvernement a répondu aux protestations pacifiques contre son programme nucléaire par la répression massive, en particulier à Creys-Malville. A quand le débat démocratique, dans tout le pays et au Parlement, demandé par le PS pour l'élaboration d'un programme énergétique d'ensemble? La violence policière, le refus du dialogue sont les signes avant-coureurs de la société du nucléaire que le gouvernement prépare.

En effet, avec cette technique complexe et fragile :

les risques de chantage justifieront les pressions policières et une protection de type militaire de la chaîne nucléaire;

la direction du système nucléaire par des spécialistes contrôlant le savoir, développera les tendances technocratiques et hiérarchiques qui conduisent à une centralisation du pouvoir.

C'est dans la perspective du socialisme autogestionnaire qui est la sienne que la Fédération de Haute-Savoie du Parti Socialiste demande l'arrêt de la construction de Super-Phœnix, qui marquera ainsi une rupture dans le programme gouvernemental. Elle appelle la population de Haute-Savoie à exiger l'élaboration démocratique d'un plan pour l'énergie qui donne aux travailleurs d'aujourd'hui et des générations futures la qualité de vie à laquelle ils ont droit.

Fédération de Haute-Savoie du Parti socialiste.



Hélène Vernet risque la mort.

Hélène Vernet a disparu. On n'a plus aucune nouvelle d'elle depuis son passage à Alençon il y a plusieurs jours. Hélène Vernet erre, on ne sait où, brisée par l'expulsion de son logement, affaiblie par ses grèves de la faim de ces derniers mois.

Pendant des années la vieille dame s'est battue pour conserver l'appartement qu'elle occupait depuis son enfance, elle a lutté contre une loi qui permet à un propriétaire de vendre un logement occupé et qui permet à l'acquéreur d'exercer un « droit de reprise » lui permettant de chasser les habitants des lieux. Déjà, en 1974 et en 1975, une procédure d'expulsion avait été engagée mais le pouvoir avait reculé devant la détermination de la vieille dame.

Il n'en a pas été de même cette fois-ci et le 12 mai à 8 h 30 le commissaire de police de Levallois, accompagné d'un huissier, d'un serrurier, d'un médecin légiste et de deux auxiliaires féminines de la police, pénétrait chez Hélène Vernet et lui intimait l'ordre de quitter les lieux. Devant son refus, le commissaire fait appel à ses agents qui embarquent Hélène Vernet à demi-nue pour la conduire à l'Hôpital Beaujon pendant que deux camions commencent à déménager ses meubles.

Un véritable périple administratif et policier commence alors pour la vieille dame. Ce médecin de service de l'Hôpital Beaujon refuse de garder hélène qui est alors ramenée, toujours en chemise de nuit, au commissariat de Levallois où elle attend pendant une heure qu'on décide de son sort.

On l'emmène ensuite au dispensaire d'hygiène mentale de la préfecture de police où on l'enferme dans une chambre sans autre explication.

Après plusieurs interrogatoires et de nombreuses interventions de son fils, Hélène sera relâchée le vendredi vers midi, après un internement de vingt-quatre heures.

Après enquête, il s'avère qu'une procédure d'internement administrative, permettant de placer n'importe qui en hôpital psychiatrique, avait été engagée contre la vieille dame. Cette mesure aurait été mise à exécution si son fils n'avait pas réussi à la faire libérer à temps.

Aujourd'hui, Hélène Vernet se retrouve sans papiers, sans argent, sans vêtements. Personne ne sait plus où est la vieille dame qui a lutté pendant des années pour conserver le logement auquel elle était attachée (elle a même essayé, en vain, de l'acheter à plusieurs reprises) et qu'une mesure brutale d'expulsion risque de conduire à la mort.

INTERVIEWS

Comment l'Amérique voit-elle la gauche française, tant au niveau de l'administration Carter que de l'opinion publique ?
Nous avons demandé à Ronald Tiersky, bon connaisseur de la gauche française et auteur d'un ouvrage sur le Parti Communiste, de nous le dire.



RONALD TIERSKY

Nous allons aborder successivement la vision de l'administration américaine par rapport à la gauche française et l'hypothèse de sa victoire électorale en 1978, la façon dont réagit l'opinion publique avec les différents éléments qui interviennent dans cette opinion publique (groupes de pression, public avisé, etc.) et puis la façon dont les éléments actifs aux Etats-Unis voient ou ne voient pas l'expérience de la gauche française.

Premier élément : en ce qui concerne l'administration Carter, quelle est d'une part la réaction « brute » par rapport au phénomène de la gauche en France? Est-ce qu'il y a des sentiments de peur, d'intérêt, ou simplement d'indifférence? Et puis plus profondément, quelle est l'analyse qui est faite de ce phénomène? A quoi est-ce que celà renvoie sur le problème du socialisme et du communisme, et plus largement de l'eurocommunisme et du socialisme démocratique? Y a-t-il une stratégie de l'administration Carter qui soit susceptible d'intégrer ces phénomènes dans une stratégie mondiale?

Il faut dire d'abord que l'équipe Carter part de l'héritage Ford-Nixon. On se souvient des déclarations fracassantes du général Haig et de Kissinger à propos de la participation des communistes au gouvernement en Italie et en France, intervention qu'il convient de situer dans le contexte de l'épisode du Portugal... Par rapport à ce passé, il est clair qu'il y a aujourd'hui un net changement de ton, mais il ne s'agit que d'un changement de ton. Non pas parce que la nouvelle équipe envisage en fait de s'attaquer à un gouvernement de gauche en France ou au résultat d'un compromis historique en Italie, mais plutôt parce que l'ancienne équipe aurait été obligée d'avoir elle aussi une politique réaliste. On ne peut pas généraliser l'exemple du Chili autant qu'on peut croire, parce que, d'une part, bien que l'inter-

RONALD TIERSKY

férence américaine soit indéniable, on peut se demander jusqu'à quel point l'aboutissement du Coup d'Etat n'était pas déjà inscrit dans la situation intérieure. D'autre part, la France et l'Italie sont en soi des pays trop importants pour les Etats-Unis pour que le gouvernement américain puisse envisager une politique du pire dont il ne saurait être question.

On a l'impression que le fait essentiel, ça n'est pas seulement l'attitude du gouvernement américain par rapport à un gouvernement d'Union de la gauche qui pourrait exister en France, mais que la préoccupation essentielle est celle du fait communiste.

Bien sûr. La nouvelle équipe autour de Carter et de Brzezinski comprend beaucoup de spécialistes de l'histoire et de l'évolution récentes de l'Italie et de la France, il peut même s'agir de gens qui se disent ou qui se pensent vaguement socialistes. L'intérêt pour ce que tente le Parti socialiste en France est grand et suscite même une certaine sympathie. Le problème essentiel demeure le phénomène communiste. Ce qui nous ramène à l'eurocommunisme. Je participais tout récement à un colloque sur ce sujet, avec des spécialistes du gouvernement américain ; leur principale conclusion était que, l'eurocommunisme n'existe pas, ou plutôt qu'il ne reste qu'une hypothèse... De nombreux participants ont insisté sur les limites de l'évolution démocratique des partis dits eurocommunistes, à la fois dans leurs buts, dans leur stratégie et dans leur organisation. On a également souligné les particularités nationales de chaque situation et de chaque parti, peut-être plus importantes que le phénomène global et encore partiel ou ambigu, qu'on appelle « eurocommunisme ».

Il est donc vrai de dire que le gouvernement américain s'intéresse avant tout au problème communiste, c'est-à-dire qu'il fait bien la différence entre le Parti socialiste français et le Parti communiste français, et qu'il est implacablement hostile à un changement de politique en France. Deuxièmement, par rapport à ce problème communiste, le gouvernement américain reste très sceptique, sinon très prudent sur le problème de l'évolution démocratique de la stratégie et des vues de ce Parti communiste.

Et vis-à-vis du Parti socialiste français, comment pourrait-on définir les sentiments du gouvernement américain ?

Au mois de janvier, deux dirigeants socialistes (Michel Rocard et Jean-Pierre Cot) se sont rendus aux Etats-Unis où ils ont été très bien reçus par la nouvelle équipe (y compris Vance et Brzezinski). Le contact de part et d'autre a été très bon. Il y aura également en septembre un colloque patronné par la revue américaine « Foreign Affairs », sur le socialisme français, auquel participeraient plusieurs dirigeants du PS. Donc l'intérêt pour le Parti socialiste français est très grand et il existe une certaine compréhension pour sa tentative de débloquer l'alternative à gauche. Celà dit, la nouvelle équipe autour de la Maison Blanche reste très réservée, bien qu'elle soit sans doute en avance par rapport à l'attitude du Département d'Etat, c'est-à-dire des fonctionnaires qui sont en place depuis longtemps, et aussi par rapport au sentiment de l'opinion publique et du monde des affaires. J'insiste sur les hommes qui forment la nouvelle équipe parce que c'est un élément nouveau qui pourrait beaucoup intéresser la gauche française si cette dernière ne se cantonne pas dans le dogmatisme.

Mais quelles conclusions l'administration Carter tire-t-elle de cette double analyse, c'est-à-dire à la fois intérêt pour le phénomène socialiste français et méfiance perpétuée à l'égard du fait communiste, l'eurocommunisme ne paraissant pas, d'après ce que tu dis, une garantie réelle ? Est-ce que celà reste simplement au niveau d'une inquiétude et d'une attente, ou est-ce qu'il y a déjà des conséquences stratégiques politiques qui sont tirées de cette analyse ?

De manière générale, l'opinion américaine n'est pas complètement établie à l'égard de la gauche française. La situation ici, reste en mutation constante, même au plus haut niveau gouvernemental. Je crois que la stratégie que l'Amérique suivra n'est pas complètement établie. D'une part, il n'est pas du tout sûr que la gauche gagne les élections de 1978 ; donc il ne faut pas...

... faire la même erreur que Giscard avait fait avec Ford. C'est-à-dire en quelque sorte se positionner par rapport à un succès prévisible..

Oui, exactement. C'est en partie pour celà que, par exemple, la nouvelle équipe reste assez réservée dans ses contacts avec la gauche. La question de la visite possible de François Mitterrand aux Etats-Unis est une question embarrassante pour les

américains (et peut-être aussi pour lui !) ; on ne sait pas encore comment ce sera résolu...

Il y a eu aussi des contacts entre des responsables du Parti communiste français et des membres de l'Ambassade américaine...

Oui. Là je connais un peu les détails : l'un des conseillers, des plus hauts placés, voulait voir des dirigeants au Parti communiste français depuis un certain temps déjà. Le PCF a décidé de donner suite à ce souhait parce qu'il voulait en faire un « signal », une « déclaration » de sa présence, en quelque sorte. Leur but a d'ailleurs été atteint. Mais le fracas publicitaire a pris un peu tout le monde de court, même au gouvernement américain. De même, la déclaration du Département d'Etat du 6 avril n'était pas une opération montée depuis longtemps comme on l'a dit dans la presse mais une réponse à une question pressante d'un journaliste qui a été rédigée à 11 h du matin pour la Conférence de Presse qui se tient tous les jours à midi au Département d'Etat. Il est évident que cette déclaration allait dans le sens de la politique voulue par Carter et Brzezinski, mais il ne s'agissait pas d'une opération « montée ».

Peut-on penser qu'en fonction de cette différence qu'il y a dans l'analyse du fait communiste et de l'eurocommunisme, et du fait socialiste en France, il risque d'y avoir une politique active de dissociation des socialistes et des communistes, qui serait un des axes de la politique américaine si la gauche venait au pouvoir ?

Je pense que le gouvernement américain doute fort que l'Union de la gauche va résister longtemps si la gauche gagne les élections.

Celà dit, il n'est pas sûr qu'une politique activiste de dissociation des communistes et des socialistes soit possible ou productive. J'ai l'impression que le gouvernement américain ne fera rien pour empêcher un gouvernement de gauche en France. Si ce gouvernement se constitue, on conçoit même sans trop de difficultés que le gouvernement américain, de même que celui d'Allemagne fédérale par exemple, essaye de l'aider. Mais il est clair que tout le monde s'attend à ce qu'un gouvernement de la gauche ne dure pas. L'accord sera surtout pour ce qu'il faut faire tout de suite ; après, les raisons de désaccord et les pressions de partout se multiplieront.

Ça veut dire qu'une des conditions éventuelles d'un soutien économique à une expérience de gauche pourrait être liée à la perspective d'une dissociation des communistes et des socialistes allant dans le sens d'un gouvernement socialiste homogène ?

C'est une hypothèse qui me paraît possible mais exprimée de façon trop abrupte. C'est-à-dire que ce sera d'abord aux socialistes de se déterminer par rapport aux communistes et par rapport aux américains. Il s'agit, d'un point de vue socialiste, de bien choisir le moment si la rupture doit se faire. Par exemple, si la rupture se fait trop tôt (si rupture il devait y avoir), le Parti socialiste pourrait être très compromis. Celà dit, si le moment est bon, si les dirigeants socialistes sont pour la rupture, c'est une hypothèse possible. Mais il faut bien voir que le Parti communiste a lui aussi ses raisons pour envisager une rupture, et **avant** qu'il ne soit écarté par le Parti socialiste. Je ne pense pas que ce problème puisse être résolu d'avance. Celà dit, il y a toujours beaucoup de politiques de contingences formulées de part et d'autre, et je suis sûr que la question comporte bien l'une des hypothèses envisageables par le gouvernement américain.

Est-ce qu'il y a un certain nombre de grands problèmes politiques qui préoccupent le gouvernement américain (Europe, problème de l'énergie, problème de la défense, du désarmement, etc.) sur lesquels il a l'impression qu'une gauche au pouvoir en France serait à la limite plus susceptible que le gouvernement actuel d'opérer dans un sens positif ?

Les conseillers en politique étrangère du gouvernement américain sont en ce moment déconcertés par la faiblesse de presque tous les gouvernements en Europe occidentale, y compris le gouvernement allemand. Les situations tant au niveau national qu'au niveau européen sont très floues, et il n'est pas possible d'agir de manière cohérente. Il faut attendre qu'en Europe les choses se stabilisent politiquement dans un sens ou dans l'autre. Celà dit, le problème du désaccord des deux principaux partenaires de l'Union de la gauche est important, par exemple, sur la politique européenne ou sur le fond de la question de la défense nationale. Le gouvernement américain ne peut donc pas sur ces questions se déterminer par rapport à un gouvernement de la gauche en France puisqu'il n'y a pas d'accord politique à l'intérieur de la gauche. Celà dit, il est évident que tout le monde pense que le Parti socialiste va dominer le Parti communiste, au moins en politique étrangère, parce que c'est l'intérêt de tout le monde, y compris des communistes, au moins dans un premier temps. Si dans le PS, la majorité (plus favorable à l'Europe que l'aile gauche du Parti) impose son

point de vue, on retombe dans un deuxième temps dans l'hypothèse soit d'un gouvernement socialiste homogène, soit dans une coalition éventuelle socialistes-centristes. Ce ne sont là que des hypothèses de travail.

Mais si tous ces problèmes sont suivis avec attention par le gouvernement, et en particulier par le département d'Etat, est-ce qu'ils sont perçus dans les mêmes termes dans l'opinion publique américaine en général?

C'est un autre problème, dans lequel il faut distinguer deux niveaux : ce qu'on pourrait appeler l'Américain moyen et le public avisé, informé

L'homme moyen, aux Etats-Unis comme probablement partout ailleurs, se préoccupe en général très peu de politique étrangère. Imaginez-vous ce que c'est que de regarder l'Europe du Kansas, du Wyoming, de l'Illinois ou même de New-York! La plupart des Américains n'arrivent pas bien à distinguer politiquement un pays européen d'un autre. Pour eux, l'Europe c'est d'abord « l'Europe » et non pas la France par rapport à l'Angleterre, par rapport à l'Italie, etc. Mais depuis le général de Gaulle, le sentiment d'être « snobé » que ressent le touriste américain à Paris est mélangé à un sentiment de trahison ou d'infiabilité de la politique française par rapport aux intérêts de l'Amérique et des alliés occidentaux en général... A cet égard, j'ai quelques chiffres de ce sondage choquant réalisé avant le voyage de Giscard-d'Estaing en mai 76, à l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis. Par exemple, 7 % seulement des interviewés considéraient que la France serait l'allié le plus solide des Américains en cas de crise mondiale, alors que 34 % choisissaient la Grande-Bretagne et 33 % l'Allemagne Fédérale. L'Angleterre, l'Allemagne et la Hollande, selon les Américains, on un avenir économique beaucoup plus important pour les Etats-Unis que la France. Et, malgré la Fayette, la plupart des gens interrogés ont répondu que la France n'avait pas eu d'influence particulière sur l'Histoire des Etats-Unis. Celà montre à quel point l'opinion américaine est éloignée de la France et la considère comme un allié sur lequel il ne faut pas compter.

Par rapport à cette situation l'Union de la gauche ne change pas fondamentalement les choses. Par exemple, dans le sondage cité plus haut, réalisé en 1976 au moment de la campagne électorale italienne qui risquait d'amener à une participation du PCI au gouvernement, la question du PCI et du PCF se trouvait placée en 25e position dans une liste de trente et un « problèmes de politique étrangère ».

Pour les Américains, la question du socialisme a souvent moins d'importance que celle par exemple de la politique de la France au Moyen-Orient. Celà est vrai en particulier pour la communauté juive, qui a une importance très particulière aux Etats-Unis. D'ailleurs les Américains ne font pas la différence, la plupart du temps, entre le socialisme et communisme. Ce n'est pas de la mauvaise foi de la part des Américains, c'est de l'ignorance. Donc, l'Union de la gauche est perçue par l'opinion américaine comme très liée aux communistes. Par rapport à celà, dans sa déclaration de politique étrangère du 22 mai dernier, le Président Carter a précisé que la politique étrangère de l'Amérique ne devait plus être basée sur le réflexe anti-communiste et qu'il est possible d'envisager une coopération à long terme avec les pays communistes. Il y a en ce moment une normalisation des relations avec Cuba, par exemple et le Président Carter a écrit à Castro que le but des Etats-Unis était « l'amitié » de l'Amérique et de Cuba. Là encore je dirais pourtant que le gouvernement est en avance sur l'opinion publique.

En dehors de l'exemple de la communauté juive, est-ce que dans ce que tu appelles le public avisé ou informé il y a d'autres groupes qui ont une analyse différente de cette opinion moyenne des Américains par rapport à la gauche française?

Oui. Il faut d'abord parler, évidemment, du monde des affaires. Il est évident que même si le gouvernement américain a une attitude de neutralité envers un gouvernement de gauche, le monde des affaires est beaucoup plus hostile et que les grands dirigeants des multinationales par exemple, pourraient envisager une autre politique, en essayant de créer des problèmes à un gouvernement de gauche. Le monde des affaires et tous les publics conservateurs qui suivent très attentivement la politique étrangère sont je crois beaucoup plus réticents et même beaucoup plus hostiles, il faut le dire, à la gauche française que le gouvernement lui-même.

Quelle est l'analyse que tu fais de cette hostilité? La peur de perdre des marchés, la crainte de voir nationaliser des filiales d'entreprises américaines?

Je pense que c'est une analyse globale dont l'élément primordial reste l'idée d'un sytème libéral capitaliste, avec tout ce

qui est sous-entendu de bon et de mauvais. L'élément de marché, l'élément de libre-échange et de libre-entreprise, l'hostilité aux nationalisations, tous les principes d'une pensée économique capitaliste sont mélangées avec le souci d'un régime politique libéral et l'hostilité au communisme, qui reste malgré tout un élément fondamental de la mentalité américaine.

D'un certain point de vue le monde des affaires est plus près de l'opinion publique moyenne que l'opinion du gouvernement actuel ?

Absolument. Mon analyse est que, à propos de ce problème, la nouvelle équipe du gouvernement américain est de toute façon en avance même légèrement. Il ne faut pas exagérer l'ouverture qui est en train de se faire au gouvernement américain mais il y a tout de même en politique étrangère, un certain renouveau en rapport à la fois avec la moralisation de la politique voulue par Carter, et le réalisme, le « Realpolitik » qui est prôné par Brzezinski.

En ce qui concerne ce qu'on peut appeler les activistes, un certain nombre de milieux, de la contre-culture américaine, est-ce qu'il y a une quelconque information, un intérêt sur la nature de ce qui se passe en France, et est-ce qu'il existe une perception que des thèmes nouveaux au niveau de l'expérimentation sociale, de nouvelles formes culturelles sont entrain d'apparaître avec une certaine force dans la gauche française ?

Je dirais que les thèmes nouveaux de l'Union de la gauche ne sont pas très bien perçus, même dans les milieux de gauche qui ont suivi l'évolution européenne depuis des années. Si le phénomène de la gauche française a eu un effet aux Etats-Unis, c'est à cause de l'évolution du Parti communiste que grâce aux thèmes du Parti socialiste. Le problème de l'eurocommunisme intéresse beaucoup plus les Américains par exemple, que la problématique de l'autogestion. L'autogestion pour les Américains, même pour les gens de gauche, reste surtout un problème lié à la Yougoslavie, et elle est considérée au mieux comme une demi-réussite et plus souvent comme un échec. Pour l'instant donc, les nouveaux thèmes du Parti socialiste n'ont pas trouvé de retentissement même chez les gens de gauche. On peut dire toutefois qu'il existe un certain travail parallèle malgré l'étendue de l'Océan Atlantique.

Propos recueillis par
Patrick VIVERET
et Pierre ROSANVALLON

CHAQUE VENDREDI
L'unité
L'HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE
avec la chronique
de François
Mitterrand



Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classe sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. (Raoul Vaneigem). (Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations).

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

Que fera la gauche de la radio et de la télévision ?

La démocratisation d'un monopole de l'information a longtemps constitué l'objectif principal de la gauche en matière d'information audio-visuelle.
Cette politique est aujourd'hui contestée par les tentatives de radios locales ou des radios-vertes, tentatives qui illustrent cette volonté nouvelle d'intervenir prioritairement au niveau de la société civile plutôt que d'attribuer à un Etat occupé par la gauche, le rôle déterminant dans la transformation sociale.
Comment élaborer concrètement une réforme de la télévision et de la radio qui se situe dans cette perspective, sans laisser pour autant le champ libre aux chaînes commerciales ? Telle est la question à laquelle nous voulons commencer à répondre à travers ce dossier.

De plus en plus pressée de questions sur sa politique en matière de radio et de télévision, la gauche française semble partagée entre ses principes et ses craintes. C'est en effet l'un des domaines où elle peut introduire des ruptures significatives dans de brefs délais, traduisant concrètement son combat pour la liberté d'expression. Mais la perspective d'une guerre idéologique, engagée dès son accession au pouvoir par une droite omniprésente dans la presse écrite, l'incite à conserver d'importants moyens de contrôle gouvernementaux sur l'audio-visuel. A cet égard, les références abondent, mais sur un mode contradictoire: du Chili populaire baillonné par la toute puissance des medias au service de la bourgeoisie, aux tentatives brutales de confiscation de l'information pratiquées naguère par le PC portugais. Trop souvent enfermé entre un libéralisme angélique et un propagandisme manipulateur, le débat entre militants tourne court, faute de situer les véritables enjeux, les besoins comme les contraintes, qui caractériseront la France de 1978.

Trois raisons pour une réforme

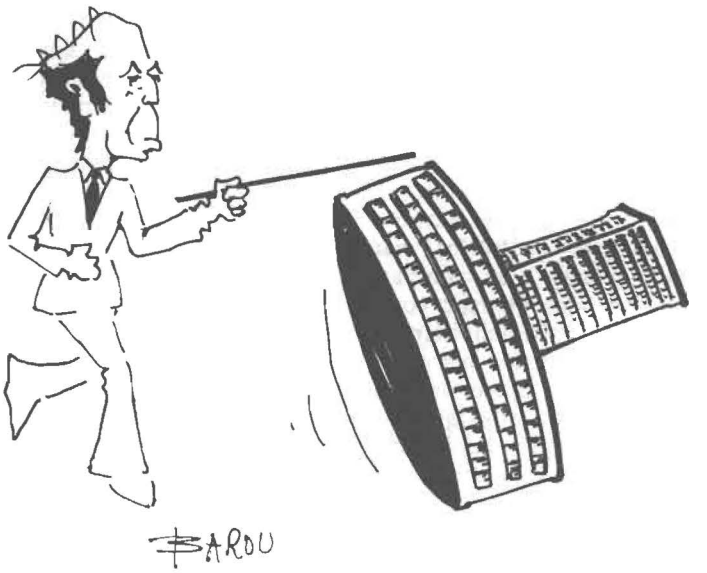
A l'époque de sa rédaction initiale, le Programme commun a abordé le problème principalement sous l'angle de la démocratisation de l'Etat. Rassemblées dans la partie relative à l'information, les propositions concernant la radio-télévision entendaient garantir le pluralisme par deux types de dispositions établissant la représentativité et l'indépendance du conseil d'administration gérant la société nationale et répartissant équitablement le temps d'antenne entre le Gouvernement, les partis et les organisations représentatives. Bien qu'en elles-mêmes ces mesures demeurent nécessaires, elles ne sauraient tenir lieu de politique pour un futur gouvernement de gauche et ce pour au moins trois raisons :

1. La réforme de 1974, procédant à l'éclatement de l'ORTF, a démontré à quel point une excessive polarisation sur le secteur de l'information était illusoire. A la suite de la mise en concurrence des chaînes, mesurée par l'indice d'écoute et sanctionnée par l'affectation des ressources publicitaires, la très relative libéralisation des journaux télévisés par rapport à la période gaulliste, a été beaucoup plus que compensée par l'invasion des séries et télé-films d'origine américaine. L'univers du spectacle-marchandise pénètre d'ailleurs tous les secteurs, y compris le journalisme, répandant à jet continu une certaine conception de l'ordre, du conformisme social, évacuant plus subtilement les antagonismes sociaux par le vedettariat et la personnalisation du pouvoir que par la censure. Il n'empêche certes pas une évolution électorale favorable à la gauche, mais il tend à la circonscrire à l'intérieur d'une culture inchangée. Que Kojak emporte plus efficacement l'adhésion au système de valeurs « libéral avancé » que Roger Gicquel relève de l'évidence; encore faut-il mesurer ce qu'entraîne une reconsidération globale des programmes, par un système audio-visuel ouvert sur un marché mondial dominé par quelques multinationales. Depuis quelques années, toutes les radio-télévisions d'Etat de l'Europe occidentale sont engagées dans un processus de normalisation idéologique et commerciale, se traduisant par la disparition des créations originales au profit des produits standardisés conçus outre-atlantique. Ici comme ailleurs, la réponse n'est pas un splendide isolement, mais la gauche doit définir le prix de l'indépendance nationale car la reconstitution d'un patrimoine public de production n'est pas un luxe esthétique, c'est un impératif politique pour une société amorçant sa transition vers le socialisme.

2. Il n'est pas possible de raisonner à l'intérieur des structures existantes, comme s'il ne s'agissait que de soustraire aux éventuelles pressions du gouvernement ou des annonceurs publicitaires un groupe restreint de professionnels, définissant à Paris des émissions destinées à un public national indifférencié. Le déblocage de la télédistribution (1), le développement de la vidéo-transmission et, dès le début des années 80, la mise en orbite de satellites de diffusion directe, la commercialisation massive des vidéo-cassettes, appellent des choix politiques d'une toute autre dimension (2). L'innovation technologique ouvre en effet à l'audio-visuel une très grande variété de réseaux de communication. Ceux-ci peuvent être localisés dans des collectivités de base, à l'échelle d'une commune ou d'un quartier; les messages peuvent être conçus pour des publics restreints ayant des centres d'intérêt spécifiques; l'échange peut se substituer, par les possibilités de « retour » au système, au traditionnel rapport acteurs-spectateurs. A terme, c'est l'ensemble de la division sociale du travail, s'exprimant dans la notion de mass-media, qui pourrait en être bouleversé.

(1) Les expériences de télévision par câbles dans les villes nouvelles ont été étouffées par le pouvoir; la tentative la plus élaborée de vidéo-gazette, à Grenoble-Echirolles, a été interrompue en juin 1976, faute de crédits.

(2) Voir la fiche sur les techniques nouvelles de l'audio-visuel.



L'éclatement de l'ORTF a montré qu'une excessive polarisation sur le secteur de l'information était illusoire.

Il serait cependant dangereux de croire que l'introduction de ces techniques nouvelles suscite automatiquement une modification des contenus de la communication dans un sens autogestionnaire. En l'absence d'une distribution du pouvoir garantissant un contrôle collectif sur les sources de programmation, elles peuvent tout aussi bien servir à véhiculer n'importe quel discours publicitaire ou divertissement débile. De plus, les besoins d'expression ne naissent pas spontanément de la mise à disposition d'un outil; ainsi en est-il par exemple de la vidéo qui, en devenant une fin en soi, a parfois plus contribué à entretenir de petits ghettos culturels qu'à élargir le champ des relations sociales. La question est donc bien pour la gauche de redéfinir un projet politique, à la mesure des possibilités instrumentales offertes, visant à passer de l'âge de l'information à celui de la communication (3). Celà suppose la mise en place rapide d'un programme qui, sur le plan pédagogique, reconnaisse l'initiation au langage audio-visuel comme une fonction de l'éducation nationale et, sur le plan structurel, opère l'articulation entre les petits et les grands media, entre les productions locales et la production nationale.

3. La liberté d'expression à la radio-télévision ne peut plus être exprimée seulement en termes parlementaristes de répartition du temps de parole, de droit de réponse entre responsables d'appareils. Cette réduction de la démocratie audio-visuelle aux modalités de fonctionnement de l'Etat fut rarement mobilisatrice (voir l'absence de solidarité durable autour des luttes engagées par les travailleurs de l'ORTF en 1968 et 1974). A la maintenir aujourd'hui, il y aurait un risque encore plus grave de dissocier les partis de gauche du mouvement social qui a concouru à redonner sa crédibilité au projet socialiste. Par l'intermédiaire des mouvements régionalistes ou écologistes, des militants syndicaux ou politiques se reconnaissant dans la mouvance autogestionnaire, la revendication des moyens d'expression s'ancre de fait de plus en plus au niveau de la société civile. De ce point de vue, l'apparition, quoique très symbolique, des « radios vertes », est un symptôme révélateur (4) qui oblige les signataires du Programme commun à clarifier leur position sur le sujet tabou du monopole.

(3) Voir « Le langage et le pouvoir » — Faire No 16.

Un statut de service public

Le thème de la « défense du monopole », entretenu par une volonté syndicale légitime de préserver l'unité statutaire du personnel, a fonctionné politiquement comme une rhétorique équivoque. Conçu à la libération pour protéger les ondes contre les intérêts privés, le régime du monopole d'Etat (5) a finalement

(4) Depuis 1968, les expériences de radios « sauvages » sont multiples: dans la contestation universitaire (avec les « radios-campus »), dans la lutte contre les scandales immobiliers (radio Trou-des-Halles en 1975), contre les centrales nucléaires (« radio-active » à Lyon en 1976)...

(5) Cette expérience recouvre en fait trois monopoles distincts : celui des télécommunications exercé par l'administration des P et T, celui de la diffusion des émissions destinées au public confié à TDF, celui de la programmation de ces émissions appartenant à TF1, Antenne 2, FR3 et Radio-France.

permis au capitalisme français d'asseoir sur la collectivité nationale le financement des équipements lourds, tout en dotant son gouvernement de formidables moyens de contrôle idéologique. Il serait dérisoire de crier à la trahison car un tel régime s'inscrit dans une logique de pouvoir qui n'est pas neutre, laquelle induit une structure de communication centralisée et à sens unique, du haut vers le bas. A moins de le rapporter uniquement à l'appareil d'Etat, le pluralisme ne peut donc résulter d'une « restauration » du monopole. Son application rigoureuse serait d'ailleurs intenable, la gauche ne pouvant guère se permettre de nationaliser ou même de brouiller les radios « périphériques » (6) et encore moins de fermer les frontières aux nouvelles techniques de diffusion et de programmation (7).

Faut-il pour autant s'engager dans une solution à l'italienne? L'abolition du monopole de la RAI au profit de la diffusion locale, prononcée par la Cour constitutionnelle en juin 1976, a déclenché une flambée dans toute la péninsule : en quelques mois sont nées plus de mille deux cents radios « libres » et une soixantaine de télévisions. A l'exception de quelques stations principalement contrôlées par l'extrême-gauche, la plupart d'entre elles sont de type commercial, démocrares-chrétiennes bon tient. La sélection n'a d'ailleurs pas tardé à s'opérer suivant les normes les plus classiques de la concentration capitaliste. Alors que les radios militantes périclitent par manque de ressources, que les unités de production légère, actives dans les quartiers ouvriers et les usines, en particulier dans la région de Bologne, ne trouvent plus de moyens de diffusion, de puissants groupes financiers organisent un consortium national de télévision associant vingt et une chaînes publicitaires. Ce raccourci édifiant donne matière à réflexion à ceux qui, tel André Glucksmann, ne voient aucun inconvénient à ce que la radiodiffusion soit submergée par un océan de capitalisme pourvu qu'y survivent quelques îlots de gauchisme. Livrer sans retenue l'audio-visuel aux lois du marché revient à confier la liberté d'expression et la décentralisation au Robert Hersant de service...

Pour la gauche française en 1978, dans une société où les intérêts capitalistes resteront prépondérants en dépit des nationalisations, mais où les besoins en moyens de communication des

(6) Voir la fiche sur les « périphériques. »

(7) Voir la fiche sur les techniques nouvelles.

Le risque italien : les radios militantes et les unités de production légères périclitent, les radios commerciales se reconcentrent.



JEANMOUGIN/VIVA

collectivités de base seront très forts, la seule réponse cohérente est d'appliquer un statut de service public qui rompe clairement avec une logique étatiste. Ce statut doit veiller à ce que tous les organismes de radio et de télévision, nationaux ou locaux, publics ou à participation publique (cas des « périphériques », contrôlés en tout ou partie par la SOFIRAD), adoptent un mode de gestion associant obligatoirement le personnel et les usagers et des conditions de programmation respectant la diversité de la collectivité de réception correspondante. L'unité du service public, ainsi défini comme principe de fonctionnement et non comme structure, appelle la détermination d'une autorité arbitrale totalement indépendante du gouvernement. Cette mission pourrait être confiée à un Conseil national de la radio-télévision, composé de membres élus par le parlement et les conseils régionaux et de représentants du personnel et des usagers. Organisme régulateur du service public, il ne doit avoir aucune responsabilité directe dans la production et la programmation des émissions (8), mais être le garant d'une déontologie démocratique en disposant de prérogatives juridictionnelles et le centre d'élaboration d'une politique audio-visuelle à long terme répondant aux besoins qui naissent des exigences sociales et de l'innovation technique. Il appartiendrait à ce titre au Conseil national de délivrer les autorisations permettant la création de stations locales, soit par dérogations au monopole maintenu, soit

(8) A l'inverse du système faussement décentralisateur du holding, préconisé en 1970 par le rapport Paye et qui semble séduire le Parti communiste (voir l'article de J. Chambaz dans « l'Humanité » du 14 mai 1977).



MARTINE FRANCK/VIVA

Utilisation de la vidéo lors d'une manifestation.

par un régime de concessions s'y substituant.

Cinq mesures

Ces autorisations ne sauraient toutefois dépendre de l'arbitraire du moment. Il revient à la loi d'en énoncer les conditions, lesquelles pourraient être de trois ordres :

— conditions techniques : distribution rationnelle des fréquences, harmonisation des matériels conforme à la planification ;

— conditions statutaires : participation du personnel et des usagers à la gestion, respect du pluralisme dans la programmation ;

— conditions financières : contrat d'engagement déterminant l'origine des ressources, lesquelles par préférence aux recettes publicitaires devraient reposer sur les finances locales, les abonnements volontaires et les dotations budgétaires d'un fonds de développement de l'audio-visuel local.

Une telle formule laisserait l'initiative locale, qu'elle provienne de collectivités territoriales ou d'associations privées à but non lucratif, seule juge de l'opportunité du lancement d'une expérience, tout en prévenant une confiscation des ondes par les notables municipaux ou par les pressions publicitaires.

La référence au statut de service public joue un rôle également fondamental dans ce qui sera l'objet d'un affrontement majeur avec la droite : la réorganisation de la radio-télévision nationale. Celle-ci a été résolument engagée par la réforme de 1974 dans un système de programmation commercial, qui cherche ses modèles du côté de la CBS ou de la NBC.

L'appauvrissement du contenu culturel engendre une dangereuse nostalgie de l'ORTF, associée à une époque où le nationalisme ombrageux se devait de produire quelques articles de prestige. La gauche se tromperait de combat si elle reprenait à son compte une telle démarche et notamment les thèses, largement répandues dans la majorité, visant à recréer une structure fédératrice se superposant aux actuelles sociétés de radio-diffusion. Il y a là une tentation bureaucratique reposant sur une confusion, imputant à l'autonomie des différentes chaînes ce qui revient à leur commune logique de fonctionnement. Le renversement de cette logique est une œuvre de longue haleine. Cependant, dès les premiers mois de son exercice, le gouvernement de la gauche doit engager les préalables de la rupture en arrêtant les cinq mesures suivantes :

1. Contrôle démocratique de la gestion de tous les établissements issus de l'ORTF, suivant les

termes du Programme commun (conseils d'administration, composés de représentants du Parlement, du personnel et des usagers, notamment les directeurs généraux responsables devant eux).

2. Transformation des mécanismes de financement. La publicité représente aujourd'hui une part de ressources trop considérable (63 % du budget de TF1, 52% de celui d'Antenne2) pour envisager sa suppression instantanée. Les recettes devront être par contre immédiatement déconnectées des supports publicitaires et versées à une caisse alimentant l'ensemble du service public, afin de ne plus soumettre la programmation des chaînes nationales au régime de la concurrence commerciale. Simultanément, les écrans publicitaires devront être rendus accessibles aux PME et doublés d'un volume égal d'émissions réservées aux associations de consommateurs.

3. Réorganisation de la production. Celle-ci doit dépendre de la politique arrêtée par les sociétés de programme et non de l'omnipotence d'un quelconque Edeline, pour mettre fin au processus de privatisation dans lequel la SFP est engagée. La limitation du nombre de films programmés (9) et la multiplication des créations originales en remplacement des séries importées, imposent la réintégration des moyens de production dans le service public et leur répartition dans les différentes chaînes de télévision, laquelle pourrait s'opérer à l'aide d'un groupement économique d'intérêt commun.

4. Libération de l'information. Le transfert des attributions qui relevaient de la tutelle ministérielle, au Conseil national de la radio-télévision précédemment évoqué, assurera une indépendance sans précédent vis-à-vis du gouvernement. La répartition équitable de la parole entre organisations politiques à laquelle veillera ce conseil, doit être accompagnée de dispositions qui libèrent les journalistes de la censure et de l'auto-censure. La reconnaissance de la participation des équipes rédactionnelles à la désignation des responsables de l'information montrerait que les partis de gauche ne revendiquent pas la liberté d'expression seulement pour eux-mêmes.

5. Création des radio-télévisions régionales. La disparition de FR3 au profit de stations régionales indépendantes constitue l'un des points-clé de la réforme à engager dès la prise du pouvoir. Dans une première étape la régionalisation de la télévision pourra s'organiser autour de onze centres actuellement existants, par un redéploiement des moyens mobiles de la SFP. Les stations régionales doivent disposer d'un maximum d'autonomie, ayant leur conseil d'administration et leur propre budget alimenté par des ressources prélevées nationalement (au minimum le tiers de celles du service public) et par des dotations définies par chaque conseil régional. Les émissions conçues régionalement seront pour partie diffusées sur l'ensemble du territoire, chaque station animant successivement le canal de la troisième chaîne ; les autres émissions étant à destination purement régionale. Dans le domaine de la radio, le nombre des stations pourra être adapté rapidement au découpage plus serré des régions administratives, l'existence de communautés culturelles et linguistiques spécifiques fixant l'ordre des priorités. Une structure confédérale permettra aux régions d'assurer par elles-mêmes les indispensalbes fonctions de coordination (10).

Un rôle moteur

L'ensemble des mesures analysées jusqu'à présent tend au même objectif : modifier les structures et systèmes de pouvoir sur l'audio-visuel. En ce sens, ce n'est qu'un cadre permissif. Reste le seul élément immédiatement perçu par le public : le contenu des programmes.

Il n'appartient pas à une politique qui se réclame de l'autogestion de les définir d'en haut. Son propos est d'établir une perméabilité entre la réalité sociale, ses dimensions conflictuelles et l'organisation des moyens d'expression, en tenant compte de la résistance des attitudes culturelles acquises. Ceci met en cause la place à accorder à l'expérimentation. Il ne s'agit ni de la marginaliser en la réduisant à des tentatives locales sporadiques, ni de la concevoir comme une exaspération des discours militants sur les ondes, mais de lui faire jouer un rôle moteur dans la transformation du contenu des programmes, laquelle se joue à deux niveaux :

1. Par la modification des conditions de travail des professionnels. Le principe des unités de production et de programme, né des événements de 1968, vise à attribuer à des équipes composées de réalisateurs, d'auteurs, de techniciens, des moyens matériels et financiers correspondant à un certain volume de programmes (de l'ordre de trente heures par an). A l'intérieur de celui-ci, chaque équipe détermine libre-

(9) Il s'agit d'une condition de survie du cinéma français, au même titre que le développement des coproductions par les moyens de la télévision nationale.

(10) Une convention collective nationale doit, pour l'ensemble du service public, donner aux travailleurs des garanties statutaires identiques et faciliter leur mobilité.



HERVE GLOAGUEN/VIVA

Créer des radios-télévisions régionales.

ment le type, la forme et la durée des émissions. Ce mode d'organisation assure une grande liberté aux créateurs ; il permet de faire éclater la séparation des « genres » (information, culture, variétés...), qui ne recouvre en fait qu'une ségrégation sociale entre messages élitaires et produits « grand public » ; il assouplit le calibrage des émissions dans le temps qui conditionne fortement les habitudes d'écoute. La création d'un nombre important d'unités de programme, intervenant aussi bien sur les chaînes régionales que nationales, briserait la continuité idéologique dans laquelle s'inscrit la programmation, en proposant aux spectateurs des regards différents, contradictoires.

2. Par l'intervention croissante des non-professionnels dans la confection des programmes. L'utilisation des moyens légers à l'échelon local doit concourir à la contestation d'un certain monopole du savoir technique mais la collaboration avec des professionnels restera indispensable pendant une assez longue période pour des programmes de diffusion nationale. La responsabilité de certains créneaux horaires peut ainsi être directement confiée aux partis, aux syndicats, aux associations culturelles diverses, ayant à leur disposition les moyens nécessaires en matériels et en hommes, fournis par le service public pour réaliser les émissions de leur choix. Au lieu d'enfermer les professionnels dans leur sphère, de limiter l'expression du quotidien à des manifestations groupusculaires, l'expérimentation, en traversant l'ensemble du système audiovisuel, doit libérer les forces de communication nécessaires à la transition au socialisme.

La politique à suivre en matière de radio-télévision engage en effet toute une conception de la construction du socialisme. Le sort de la gauche ne se joue pas exclusivement sur ses capacités de contrôle gouvernemental, mais sur l'acceptation d'une dialectique de pouvoirs entre l'Etat et la société civile, nécessaire à la réappropriation par les hommes de leur propre histoire.

Daniel PRAT

A NOS LECTEURS

Nous avons déjà reçu plus de 800 réponses à l'enquête-lecteurs parue dans notre numéro précédent. Nous en publierons l'analyse dans notre numéro de septembre (Faire ne paraissant pas en août). En attendant continuez à nous écrire !

Les méthodes nouvelles

Les systèmes de pouvoir sur la radio-télévision se sont organisés principalement à partir de la transmission, par une infrastructure terrestre, d'ondes hertziennes véhiculant des images et des sons. Cette technique a favorisé simultanément l'identification de l'audio-visuel aux media de masse et le contrôle centralisé des émissions dans le cadre territorial de l'Etat. Or, aujourd'hui, l'innovation technologique ouvre à la communication sociale des moyens beaucoup plus diversifiés, nécessitant une actualisation de la réflexion politique :

— **Les satellites de diffusion directe** peuvent couvrir une superficie considérable sans zones d'ombre, transmettant des émissions de télévision directement aux récepteurs, moyennant une légère adaptation ou par l'intermédiaire d'antennes collectives. La France doit disposer de trois canaux utilisables pour la télévision et des P et T, dans le programme du satellite européen dont le lancement est prévu en 1981. La maîtrise d'une telle technique est le produit d'un rapport de forces économiques et politiques à l'échelle internationale, rendant tout monopole d'Etat fictif en l'absence d'un accord sur les sources de programmation.

— **La télédistribution**, c'est-à-dire la transmission par câbles de signaux de télévision, permet une grande multiplication des programmes sans se heurter à la saturation des fréquences ou aux parasites qui entravent la transmission hertzienne. L'aménagement d'une « voie de retour » sur le câble offre des possibilités d'échange à la place d'une réception purement passive. La télédistribution peut ainsi constituer un instrument exceptionnel d'animation locale. Le gouvernement français a dans ce domaine adopté une attitude de blocage systématique, n'ayant toujours pas pris le décret déterminant les conditions d'octroi de dérogations au monopole. Les quelques expériences développées, en particulier dans les villes-nouvelles, sont réduites à la gadgétisation faute de moyens de production.

— **La vidéo-transmission** assure la projection d'images de télévision sur grand écran, les émissions pouvant ainsi être adaptées à des auditoires spécifiques par exemple pour des besoins éducatifs ou professionnels. La première expérience s'est déroulée il y a quelques semaines sur l'initiative de la SFP dans cinq ville d'Auvergne. L'ambition de son président,

Les radios

Pour mesurer la puissance des radios périphériques dans les moyens d'information, il suffit de constater que l'ensemble constitué par Europe N° 1, RTL, Radio Monte-Carlo et Sud-Radio représente en moyenne de 65 à 70 % du taux d'écoute global. La dimension de ces stations est sans commune mesure avec leur impact sur le public, la formule « jeux-music-and-news » ne nécessitant qu'un personnel très réduit, de cent à quatre cents personnes. La même disproportion se retrouve dans la pauvreté du contenu des programmes comparée à l'importance des ressources que leur procure la publicité. Une firme comme l'Oréal a par exemple consacré en 1975, cinquante-sept millions de francs à la seule publicité radio; Europe N° 1 annonçait pour la même année un chiffre d'affaires de 232 millions et des bénéfices de vingt-huit millions. La finalité de ces media est sans mystère : il s'agit d'abord de faire de l'argent. La nature de leurs rapports avec le pouvoir baigne par contre dans une obscurité entretenue par la double fiction de leur caractère étranger et de leur statut privé. Que leurs émetteurs soient situés à Luxembourg, en Sarre, en Andorre, voire ostensiblement sur le territoire français (comme celui de RMC à Roumoules), ils constituent une violation délibérée au monopole de diffusion et de programmation, organisée avec la complicité active du gouvernement. Deux situations doivent cependant être distinguées :

— Celle de RTL repose sur une concession du Grand-Duché, confiée à des actionnaires privés, parmi lesquels les Français ne sont plus majoritaires depuis 1974. Le contrôle politique exercé par l'intermédiaire d'Havas (15 % des actions); dont l'ancien P.-D.G. Christian Chavanon détient le titre d'administrateur délégué, compose ici avec les motivations économiques de Bruxelles-Lambert (35 % du capital) et du baron Empain (3 %).

— Celle des stations contrôlées par la Sofirad, qui possède 35,56 % du capital d'Europe N° 1 (soit 46,85 % des voix par le jeu des actions à vote double), 83,34 % de RMC et 99,90 % de Sud-Radio. Ce holding, créé par Vichy en 1942 et renforcé par de Gaulle en 1959, dont tous les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement, dont le président est évidemment choisi parmi les hommes en cour (hier Denis Baudoin, aujourd'hui Gouyou-Beauchamps), confère à l'Etat une tutelle sans partage sur ces radios commerciales. Ce n'est pas « Saint Floirat » (32,18 % du capital d'Europe N° 1), patron de Matra, dont les ventes d'armes dépendent de l'agrément de l'Etat, qui peut refuser quoi que ce soit au pouvoir. Ordinairement, la Sofirad se contente d'encaisser les dividendes (huit millions en 1975) et d'agir sur les directeurs de l'information par des pressions occultes, pour ne pas mettre en jeu la prétendue crédibilité liée à l'autonomie de chaque station. L'éviction brutale de Maurice Siégel, décidée par Chirac en 1974 n'était qu'une « maladresse » exceptionnelle dans un système d'harmonisation des intérêts, qui redoute le spectaculaire.

Jean-Charles Edeline, est de constituer à partir des salles de cinéma un véritable réseau qui concurrencerait les chaînes officielles. Les exploitants privés deviendraient ainsi les premiers bénéficiaires de l'utilisation des moyens du service public.

— L'enregistrement et la reproduction d'émissions de télévision par les **vidéo-cassettes** et les **vidéo-disques**, permettent d'organiser sa propre programmation au niveau du récepteur. Ces nouveaux procédés arrivent au stade de la commercialisation massive grâce à un abaissement progressif des prix (trois mille francs pour un lecteur de vidéo-cassettes; un vidéo-disque pourrait revenir à soixante centimes à la fabrication). En l'absence d'une politique de service public développant des vidéothèques publiques, cette nouvelle technique a toutes les chances d'être confisquée par les groupes privés dominant actuellement le marché du disque et de l'édition.

— **Le télétexte** permet de recevoir à la demande des informations qui s'inscrivent sur un poste normal. Le procédé « Antiope » mis au point en France constitue un véritable journal à domicile, qui pourrait un jour concurrencer directement les agences et organes de presse écrite. C'est ainsi toute la question du pluralisme et de la liberté d'expression qui est posée pour le contrôle de cette technique.

Chacune de ces nouvelles techniques suppose donc un choix d'une logique de développement qui ne peut être que politique. Suivant la nature du contrôle existant sur la production et la programmation des messages audio-visuels, elles peuvent concourir soit à une démultiplication de la communication capitaliste, soit à la création d'une structure d'échanges décentralisée conforme aux besoins du socialisme autogestionnaire. La politique de la gauche passe aujourd'hui par trois priorités :

1 — l'équipement des institutions communautaires plutôt qu'une commercialisation généralisée;

2 — Le développement de l'usage collectif de préférence à l'usage privatif des technologies nouvelles;

3 — le choix d'une attitude créatrice vis-à-vis de l'audio-visuel au lieu de la reproduction élargie de la culture actuellement dominante.

En dehors d'une campagne ponctuelle des communistes contre Europe N° 1, la gauche s'est montrée très discrète jusqu'à présent sur ses propositions relatives aux périphériques. Le Programme commun prévoit seulement de les assujettir à une taxe complémentaire dont le montant serait versé à la radio-télévision nationale. Il importe donc de clarifier les choix qui se poseront pour 1978. Une suppression ou une incorporation dans le secteur public des périphériques, réalisée au nom du monopole, serait techniquement possible (à l'exception de RTL) mais politiquement illusoire. Cela reviendrait à offrir à la droite le prétexte d'une agression sur le thème de la liberté d'expression assassinée, sans donner en contrepartie au gouvernement de la gauche un supplément de pouvoir par rapport à celui qu'il peut tirer du régime actuel. La publicité ne manquerait d'ailleurs pas de se reporter sur d'autres antennes, suscitant au besoin la création de nouvelles stations soustraites au contrôle de la Sofirad. Déjà les appétits s'aiguisent à la frontière italienne, où se mettent en place Radio-Continentale et Azur-102.

Faut-il pour autant se contenter de nommer aux postes de direction des hommes de confiance? Le développement rapide du syndicat des personnels des radios et télévisions privées, affilié à la CFDT, exprime chez les premiers intéressés une autre attente que la passation des pouvoirs entre commissaires politiques. Les orientations générales retenues à la radiodiffusion nationale trouvent ici aussi leur place. Le futur conseil national de la radio-télévision a vocation à exercer sa compétence également sur les périphériques, les soumettant à certaines obligations de service public; répartition équitable entre les différents courants d'opinion de l'accès aux antennes, participation du personnel et des représentants des usagers à la gestion de chaque station. Le contrôle du conseil national doit s'étendre aux messages publicitaires, sur la base des normes appliquées par la Régie française de publicité et de la législation française (actuellement détournée par exemple pour la promotion des alcools).

En partant d'une déontologie nouvelle, s'appliquant aux émissions régionales comme aux chaînes nationales, la Sofirad est appelée à jouer, avec une composition plus démocratique, un rôle différent. Une fraction des recettes publicitaires pourrait être confiée directement à sa gestion et consacrée à l'achat de tranches horaires en faveur d'émissions de création et de défense des consommateurs. En situant la coordination des participations de l'Etat dans les radios commerciales dans une perspective non mercantile, il est possible d'infléchir leur programmation dans le sens d'une amélioration qualitative. Ces différentes mesures, applicables à court terme, peuvent engager une transformation partielle des habitudes d'écoute. A plus long terme cependant, le dépérissement du type de communication qu'incarnent les périphériques passe par le développement des radios régionales et locales. S'agissant d'un auditoire essentiellement populaire, l'enjeu est capital pour la gauche.

dialogue avec nos lecteurs

A lire, dans trois récents numéros de la revue, l'interview de Didier Davidoff, l'article de Barte, la tribune libre de notre camarade Le Guen, on se sent pris d'étonnement. Tout coïncide : l'analyse du milieu étudiant, le « choix du travail dans les organisations syndicales », et donc la conception des rapports aux mouvements politiques (finie, l'idée d'un Mouvement Politique de Masse !) ; les revendications essentielles (statut de jeune travailleur en formation, pré-salaire) ; la volonté d'un front commun avec les travailleurs, et aussi la confiance affichée dans l'avenir. Pourquoi donc, depuis tant d'années, une telle dispersion des étudiants socialistes, membres ou non du PS ?

Certes, le discours de Davidoff est très « autogestionnaire - et celui de Le Guen l'est... moins. Mais comment supposer que les dirigeants du Cosef, à majorité membres du PS - et a fortiori les camarades du courant deux engagés dans l'UNEF ne soient pas partisans de l'autogestion ? Serait-ce d'affirmer, comme le fait Davidoff, qu'il y a d'un côté les syndicats autogestionnaires, et de l'autre l'UNEF, qui créerait le clivage ? Mais à vouloir faire du Cosef le pôle de rassemblement des étudiants socialistes, ne prend-on pas de fait son parti du même clivage ? Et le CERES ne constituerait-il pas à l'UNEF quelque chose comme une minorité ?

Voilà une première question. Il en est une autre, qu'il est encore plus inquiétant de devoir poser : les deux MAS, le Cosef, et les deux courants de l'UNEF, réunis, ne parviennent pas à dépasser le pourcentage habituel d'étudiants organisables : 5 % (c'est le chiffre avancé par Christian Barte). Le Guen (par exemple) en est d'ailleurs conscient. Bien entendu, l'influence des groupes politiques est encore plus faible : ainsi beaucoup pourraient-ils avoir du mal à croire que, tous courants confondus, les ES soient moins de deux mille ! Et comment affirmer que cette situation est due à la crise des ES ? Le plus récent sondage post-électoral (Le Nouvel Observateur du 23 mai) nous apprend que c'est dans la classe d'âge des 18-25 ans que la gauche progresse le moins, si elle ne régresse pas...

Rien ne sert de faire l'autruche la gauche toute entière, et particulièrement le mouvement socialiste, ne parviennent pas à simplanter parmi les étudiants. Toutes les stratégies échouent à rassembler les étudiants, dans le front de classe, ou dans l'union du peuple de France. Et les divergences tactiques, les ruptures organisationnelles (celle survenue entre MARC et COSEF en décembre 1975, comme l'éclatement du MAS en mai 1977), la crise interminable de nos organisations de jeunesse, traduisent le désarroi des militants, cachent et dévoilent à la fois l'incapacité des organisations, politiques comme syndicales, à opérer ce qui est précisément leur œcuménique **credo** : l'union des étudiants et des travailleurs. Le milieu étudiant est marginalisé par rapport à l'ensemble des luttes d'aujourd'hui.

A quoi cela tient-il ? A quoi tiennent, au fond, la dispersion, et l'échec, des forces de gauche ? Je crois la réponse d'une redoutable simplicité : les intérêts de classe des étudiants sont contradictoires avec ceux des travailleurs. Pour les étudiants issus de la classe dominante, et qui sont destinés à la continuer (étudiants des grandes écoles, de Sciences-Po, dernières années de médecine et de droit, des 3e cycles en général), pas de problème : ils partagent naturellement ses intérêts. Mais les autres ? Issus de la petite-bourgeoisie, ils considèrent encore (du moins jusqu'à leur arrivée en fac) l'enseignement supérieur comme une chance de promotion sociale ; or ils se trouvent confrontés d'abord aux lamentables conditions de vie, puis à la sélection et à la déqualification professionnelle, qui ont été très bien analysées par Barte. Ce qu'ils souhaitent, dans ces conditions, ce n'est pas tant d'être reconnus comme travailleurs, que de voir garantir leur promotion sociale. Je me souviens qu'à ses débuts, le Cosef avait songé à prendre pour slogan : « Un diplôme, une qualification, un emploi », ce qui de fait, résumait bien cette attente. Il n'est que trop évident que le mouvement des travailleurs ne peut rien prendre en charge de tel.

Et cependant, les revendications des organisations syndicales étudiantes, se greffent en

fait sur cette aspiration globale : qu'il s'agisse de l'UNEF, qui défend d'une manière quelquefois « corporatiste » les intérêts immédiats de tel ou tel secteur de l'Université, ou du Cosef et des Mas, qui revendiquent un pré-salaire pour tous. On ne voit pas, d'ailleurs, qu'il puisse en être autrement, sauf, pour ces organisations, à perdre toute audience. Mais comment concilier cela avec la volonté d'agir unis aux travailleurs ? L'UNEF ne se pose pas trop la question (vertus de l'union du peuple de France ?). Cosef et MAS sont en porte-à-faux ; la revendication du statut de jeune travailleur en formation, ils essaient de résoudre la contradiction : le statut aligne les étudiants sur les travailleurs; son « corollaire » (expression de Le Guen), le pré-salaire, satisfait aux aspirations des étudiants. Seulement, aucune organisation politique des travailleurs, à commencer par le PS, n'est prête à accepter la revendication d'un pré-salaire... Le bruit court d'une fusion des MAS et du Cosef dans l'UNEF ; si elle avait lieu, elle signifierait que MAS et Cosef renoncent à leurs projets essentiels pour défendre « **les intérêts des étudiants au jour le jour** » (Davidoff) en espérant les faire prendre en charge tant bien que mal par l'Union de la gauche.

Encore que l'UNEF elle-même se rende compte aujourd'hui des difficultés qui l'attendent : Andreu, son secrétaire général, n'a-t-il pas déclaré au Congrès de Nancy : « **Avec un autre gouvernement, tout ne serait pas possible tout de suite, et tout le monde devrait faire preuve de responsabilité** » ? On s'imagine mal, en effet, un gouvernement de gauche faisant siennes des revendications qui tendent à maintenir des privilèges (sans même parler du cas particulier des grandes écoles, défendues par l'UNEF, mais c'est une autre histoire, n'oublions pas, comme Barte nous le rappelle, que « **le devenir professionnel des étudiants est plus assuré que celui des non-diplômés** » sinon à opérer des transferts négatifs (pré-salaire).

Si l'université reste « calme » dans ces conditions nous le devons à la conjonction d'éléments contradictoires : 1. Le chômage des jeunes n'a peut-être pas atteint encore son plus haut niveau, en tout cas il ne l'a pas atteint depuis assez longtemps pour que les étudiants perdent tout espoir dans le bachotage - et en outre, la réforme du second cycle n'est pas encore appliquée ; 2. L'échec des plus récents mouvements revendicatifs, c'est-à-dire l'absence de toute perspective, décourage la masse ; 3. La victoire de la gauche est encore promesse de changement positif pour tous, indistinctement. Mais que se passera-t-il quand il apparaîtra aux yeux des innombrables diplômés chômeurs ou déqualifiés, que la gauche au pouvoir ne peut (et/ ou ne veut) satisfaire leurs revendications élémentaires ? Le temps sera loin encore, où l'égalité des chances sera totale, et il y a risque certain que nos efforts vers une véritable éducation permanente ne consolent pas les étudiants. Souhaitons que les événements d'Italie n'apportent pas dès aujourd'hui à cette question, une réponse anticipée et tragique.

S'il devait en être ainsi, il est à craindre qu'il soit déjà trop tard pour rien faire d'essentiel - et on ne peut considérer de ce point de vue, comme essentiel, si nécessaire soit-il un « plan de sauvetage financier des Universités ». La responsabilité de notre parti, tout entier, serait alors grande : pour n'avoir à aucun moment compris la gravité des problèmes étudiants (les réactions aux grèves de l'année dernière en ont suffisamment témoigné), pour avoir laissé l'élaboration de son projet éducatif à des enseignants (ce qui n'ôte rien à la qualité de leur travail, mais signifie que les problèmes étudiants risquent de n'avoir été abordés que d'un point de vue technique), pour avoir, enfin, tenté de résoudre la crise de ses organisations de jeunesse par des mesures bureaucratiques, sous prétexte que cette crise prenait de plus en plus la forme de batailles d'appareils.

Pierre d'ALMEIDA

---

1. Ayant opté pour l'autogestion comme principe directeur d'un choix de société, le PS se doit, dès à présent, pour décider des orientations majeures du Parti, de consulter de façon efficace tous ses militants et d'introduire ainsi dès à présent des mœurs de véritable autogestion.

2. Alors que de la base, plusieurs contributions des Fédérations le réclament et que plusieurs contributions font des propositions d'un intérêt non négligeable qui enrichiraient et préciseraient dans le sens souhaitable la politique du Parti, une fois de plus le Congrès va sans doute ignorer toutes ces propositions, négligeant ainsi de profiter de ce potentiel d'autogestion en acte et d'authenticité socialiste et ce sera semble-t-il en vain que les militants à la base auront pris la peine d'analyser les problèmes politiques que nous affrontons.

3. Pour remédier à cet état de chose, des dispositions doivent désormais être prises pour mettre au point des méthodes de fonctionnement autogestionnaire. Avant de décider de toute option importante de méthode ou de programme (sauf en cas d'urgence), l'ensemble des militants devront être consultés par un questionnaire d'enquête récapitulant sous forme de questions simples les principales questions à l'examen, appelant des réponses simples (« oui - non - indifférent ») et permettant d'en faire rapidement un dépouille-

ment électronique. C'est le résultat de la consultation qui dictera les orientations du Parti.

4. Ainsi pour décider d'une politique de l'énergie (et en particulier du développement du nucléaire) pour une politique des nationalisations (prise de pouvoir majoritaire, rachat des actions ou conversion des actions en obligations, etc... mode de gestion des sociétés nationalisées), pour décider des méthodes de fonctionnement du pluralisme au sein du PS (modalités d'organisation des tendances, pluralisme dans la presse du Parti, etc...), pour la préparation des congrès (motions), etc... nous n'acceptons pas de tout attendre de l'inspiration des chefs, des notables, des états-majors, de leurs groupes d'experts et de leur brain-trust, aussi compétents et estimables soient-ils, mais réclamons le droit d'y participer tous.

5. Ainsi la consultation qui précède un congrès doit être facilitée en mettant aux voix les initiatives de la base, c'est-à-dire, après avoir fourni les exposés des motifs et les diverses propositions émanant des fédérations et des sections, il faut les présenter de façon synthétique et synoptique, sous forme d'une cinquantaine de questions principales, brèves et simples et analyser ensuite sur ordinateur la réponse des militants (faute de quoi la lecture en est indigeste et sans effet).

6. Ce n'est qu'ainsi que pourront sérieusement être pris en compte les initiatives et les choix des militants et que l'autogestion ainsi déjà vécue, entrera dans les mœurs, fera ses preuves et constituera l'originalité et la richesse du Parti et à la fois en assurera la cohésion et le dynamisme, dans le sens de nos options les plus fondamentales.

Paul ABELA

« Faire » conduit à une action pensée, sans rupture avec le réel au nom de la doctrine, ni avec la réflexion au nom du pratique immédiat.

La citation qui illustre la couverture de mai est-elle une plaisanterie sans importance, un gag un peu lourd? Il convient de le savoir. La chose peut échapper au lecteur d'une revue qui donne plutôt dans le sérieux.

On reconnaît ou non l'existence de Lucifer.

Dans la négative, le texte n'a aucun sens. C'est la meilleure hypothèse.

Si on y croit, il salue la révolte d'un privilégié face à la promotion d'« inférieurs », un nanti qui se dresse contre l'Amour et son exigence de Justice.

Il apporte de l'eau au moulin du pouvoir : Révélation = chaos, déchéance et misére. Bel exploit.

Lucifer est le symbole du démolisseur négatif, centré sur soi et jaloux, peu soucieux pour le moins de transformation des structures économiques.

Il est aussi l'image du centralisme écrasant qui domine le royaume de ses victimes.

La révolution, la vraie, oppose l'autogestion libératrice. Elle affronte les puissants, anciens ou nouveaux, heurte leur égoïsme, dénonce leur hypocrisie, et provoque au changement total de ce qui est corrompu et dominateur.

L'authentique premier révolutionnaire, ne serait-ce pas Jésus-Christ?

Jean BRUNET
Ste-Foy-la-Grande

Une maitrise universitaire de travail social

Depuis octobre 1975, l'Université des Sciences Sociales de Grenoble est habilitée à délivrer une **Maîtrise d'Administration Economique et Sociale,** mention Travail social. Cette formation est doublement originale :

Une formation ouverte aux professionnels

C'est la première formation de 2e cycle universitaire qui s'adresse à des travailleurs sociaux, en même temps qu'à des étudiants. comme cela se fait dans de nombreux autres pays. Ces travailleurs sociaux peuvent acquérir de nouvelles méthodes d'analyse et d'action, des connaissances théoriques, de meilleures possibilités d'évaluation et de perfectionnement. Cette formation répond à une demande de réflexion, de décloisonnement et d'approfondissement des connaissances. Elle permet une préparation aux concours ouverts aux titulaires d'une licence ou d'une maîtrise, spécialement dans le domaine de l'action sociale et de l'enseignement. Par ailleurs, l'obtention de la maîtrise permet de conforter certains travailleurs sociaux dans des postes de responsabilité et peut leur permettre d'accéder au statut de cadre.

Une formation ouverte aux étudiants

Des étudiants en formation initiale peuvent compléter leurs connaissances et acquérir des outils intellectuels orientés vers l'analyse et la perception de la réalité sociale. Ils sont en outre familiarisés avec les problèmes posés par l'action sociale. Enfin, ils sont soumis à une obligation de stages de 24 semaines par an, en alternance avec les enseignements, stages qui leur donnent la possibilité d'acquérir une expérience concrète des problèmes posés par le « terrain ».

Renseignements :
Mlle Gautier - Tél. : 42.57.27 (Grenoble).

Forum d'été :
La gauche, l'expérimentation, et le changement social

Du 1er au 4 septembre à Paris,
" Faire "
organise en collaboration avec " Le Nouvel Observateur " un forum international sur la gauche et l'expérimentation. Plusieurs ateliers seront organisés autour d'expériences précises : nouveaux modes de création d'emplois, coopératives ouvrières, médecine de quartier, écoles nouvelles, radios libres et télécommunications, architecture industrielle et urbanisme etc...
Nos lecteurs intéressés, et ayant participé à des expérimentations, doivent nous écrire le plus rapidement possible en indiquant leur nom, adresse, et les expériences dont ils pourraient se faire l'écho.

Pour la majorité de nos contemporains, les seules institutions dignes d'une société éclairée sont celles qui engendrent des abstractions capables d'entrer dans l'ordonnance d'un beau roman ; de là résulte que les gens de lettres jouissent d'une très grande autorité auprès des apôtres de révolutions.

Georges Sorel
Matériaux d'une théorie du prolétariat 1919